

2027
" **TOUTE LA TERRE**

Directeur littéraire: MAURICE DEKOBRE

FRANÇOIS DE TESSAN

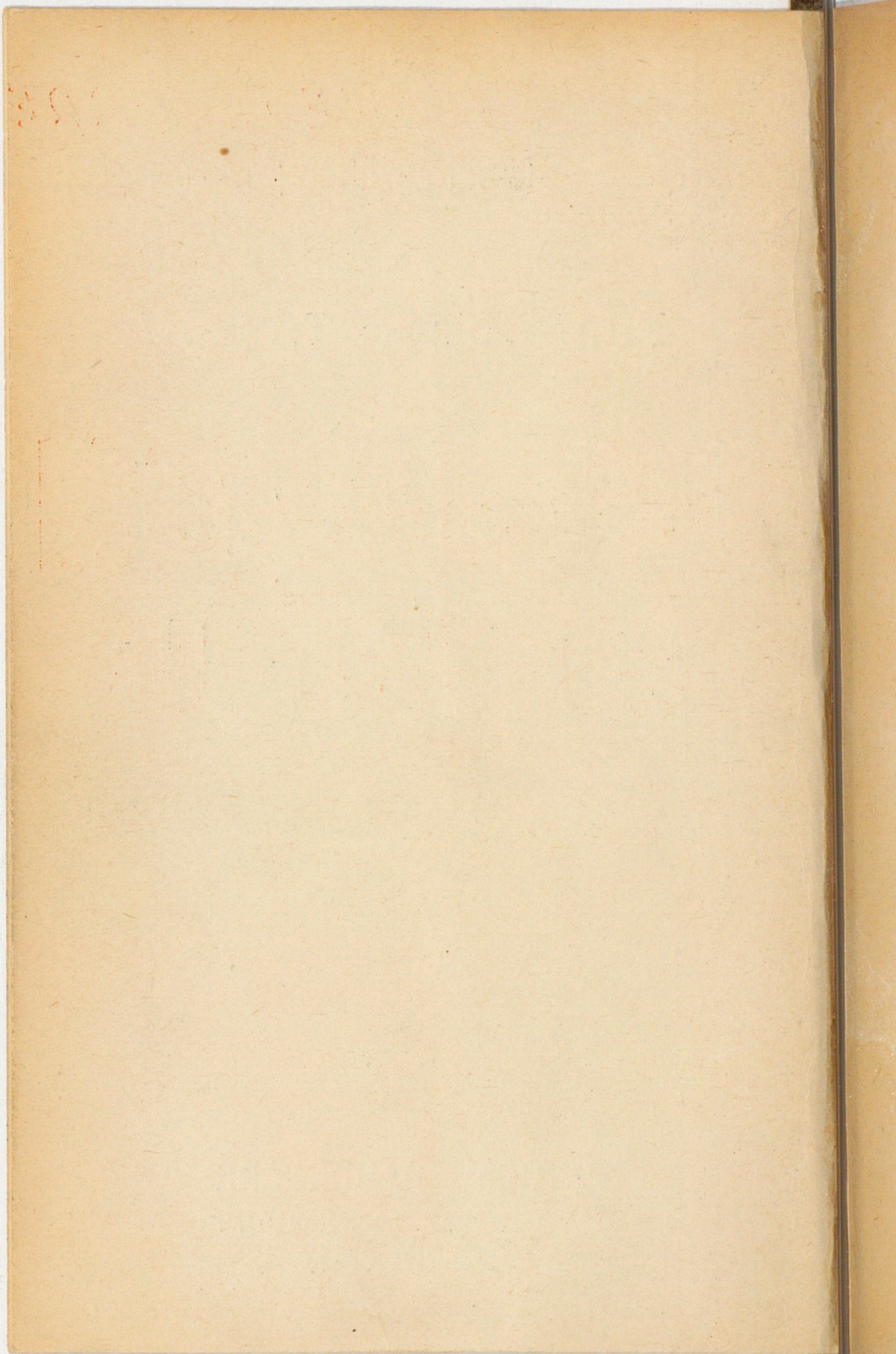
LE JAPON
MORT et VIF

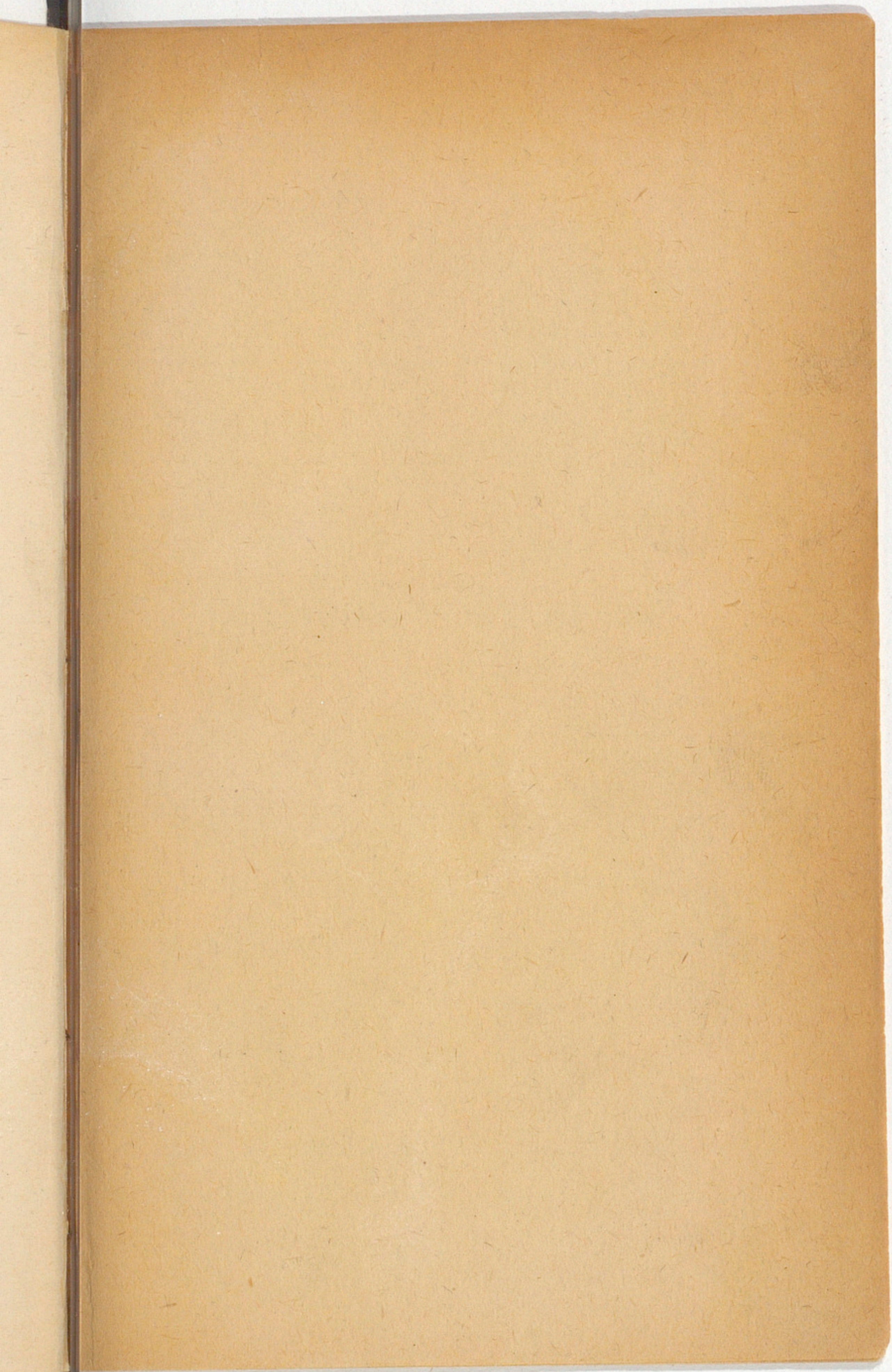
(Préface de PAUL CLAUDEL)

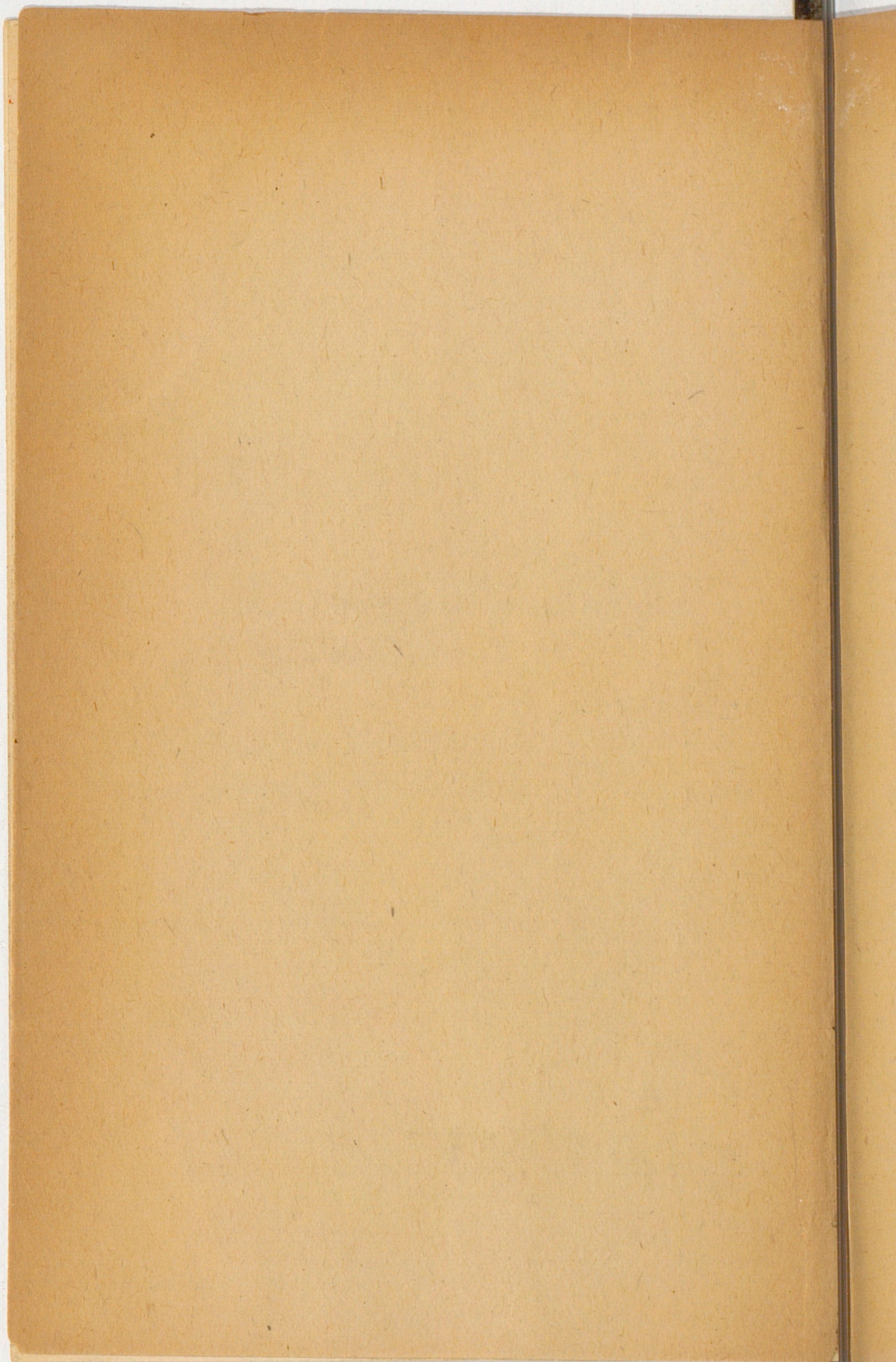
ÉDITIONS BAUDINIÈRE

27, Rue du Moulin-Vert

FORME
PARIS (14^e)







LE JAPON MORT ET VIF

8 G 11933

(4)



OUVRAGES DU MEME AUTEUR :

Promenades au Far West (quatrième édition),
chez Plon et Nourrit, 1912.

Quand on se bat (sixième édition), 1916. Cou-
ronné par l'Académie Française (Prix Mon-
tyon).

Les Grands Jours de France en Amérique (Mis-
sion Viviani-Joffre), 1917.

Par les Chemins japonais (sixième édition), 1918.

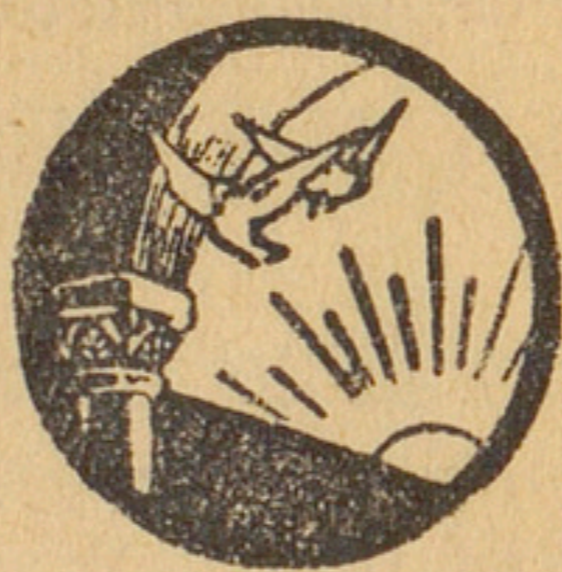
De Verdun au Rhin, 1919, à la Renaissance du
Livre.

Dans l'Asie qui s'éveille, 1923. Couronné par
l'Académie Française (Prix Furtado), à la
Renaissance du Livre.

FRANÇOIS DE TESSAN

LE JAPON
MORT ET VIF

Lettre-Préface de M. PAUL CLAUDEL



EDITIONS BAUDINIÈRE
27 bis, Rue du Moulin-Vert,
PARIS

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE
DOUZE EXEMPLAIRES SUR JAPON DES
MANUFACTURES IMPÉRIALES, NUMÉ-
ROTÉS 1 A 12 ; TRENTE-HUIT EXEM-
PLAIRES SUR HOLLANDE VAN GELDER
NUMÉROTÉS 13 A 50 ; CENT CINQUANTE
EXEMPLAIRES SUR PUR FIL DE LIN
OUTHENIN-CHALANDRE, NUMÉROTÉS 51
A 200. CES EXEMPLAIRES CONSTITUENT
L'ÉDITION ORIGINALE PROPREMENT
DITE.

La location de ce livre est interdite jusqu'au 1^{er} janvier
1929, sauf accord avec la Librairie Baudinière. Les infractions
seront poursuivies.

Copyright by Librairie Baudinière, 1928.

Tous droits de reproductions, de traductions et toutes adap-
tations théâtrales et cinématographiques réservés pour tous
pays, même l'U. R. S. S.

« TOUTE LA TERRE »

Présentation par
MAURICE DEKOBRA

La Terre?... Cette vieille planète qui danse dans l'espace la valse de l'Oubli?... Pauvre Terre ! Si jeune sur l'Etat-Civil de l'Univers et pourtant déjà ridée... Elle tourne, elle tourne, cette petite folle, pour mieux nous entraîner vers l'Ether qui dirige, invisible, le jazz des électrons. Mais « Toute la Terre » ? Qu'est-ce que c'est, en somme ? Un petit globe dont on fait maintenant le tour en sept semaines ? Que les avions de l'avenir boucleront en douze jours ? Dont nous capterons, en l'an 2100, la radio-activité à notre profit ?

« Toute la Terre », pour l'astronome, qu'est-ce ? Pas grand'chose. Une boule de gomme tombée de l'éventaire où l'apothicaire Sidéral époussète ses étoiles et les débarrasse des toiles d'araignées que tissent les nébuleuses. Mais, pour le séden-

laire, pour le monsieur bien sage qui n'a pas voyagé, pour la belle petite Madame qui n'a connu que le soleil de Biarritz ou les nuées de Paris-Plage, c'est un monde.

C'est un monde passionnant ; c'est un théâtre aux mille actes divers, avec un magasin d'accessoires inépuisable : des forêts vierges, des îles de rêve, des pics arides, des déserts hallucinants, des baies paradisiaques, des fleuves sans fin et des lacs innombrables. Des hommes s'agitent dans ce décor sans cesse renouvelé ; des acteurs maquillés par la Nature ; les blancs y jouent les raisonneurs et les jaunes y excellent dans les rôles de traîtres... Les noirs puérils leur donnent la réplique et les rouges astucieux retardent l'épilogue.

Quand vous évoquez dans votre boudoir, dans le calme lénitif de la petite cité provinciale ou le tohu-bohu de la capitale qui s'agite, quand vous évoquez toute la terre, vous entrevoyez ces choses lointaines et ces hommes inconnus. Ils vous arrachent pour un temps aux cent préoccupations de votre vie de civilisés excessifs.

Le thé de cinq heures vous a paru soudain d'une banalité extrême. Ces charmantes amies qui brodaient des potins sur le canevas de la médisance n'étaient pas très spirituelles. Vous auriez peut-être donné une perle de votre collier pour être transportée tout à coup sous les ombrages parfumés d'Honolulu et pour voir le soleil plonger son orange éblouissante dans le vert jade du Pacifique dormant sous la brise du soir.

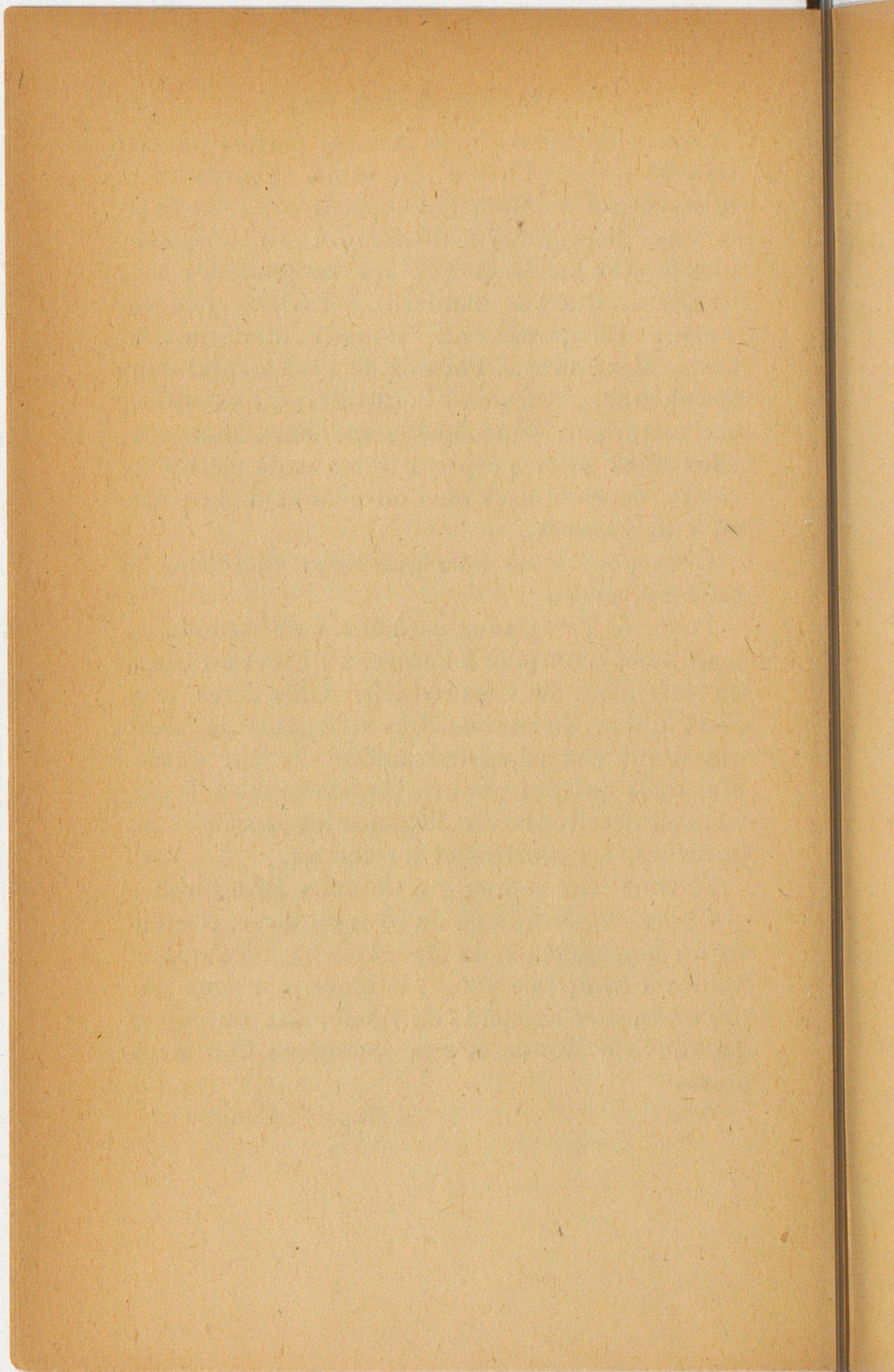
Vous, Monsieur, vous êtes las parfois de voir une cheminée d'usine qui fume, d'entendre la mitrailleuse d'enfant qui tape, à côté, des salutations distinguées ; d'entendre au téléphone que le Rio baisse et que les caoutchoucs sont fermes... Bureau standard... Taxis... Rendez-vous... Télégrammes... Conseil d'administration... Echéances... Poisons de l'Occidental dans la gehenne... Rites de l'Inquisition du xx^e siècle, orchestrés par Dame Business... Vous, Monsieur, vous rêvez aussi d'espaces libres et de ciels nouveaux, de banquises où l'on gèle et d'antipodes où l'on s'amuse.

C'est pour vous tous que nous commençons cette collection.

Toute la Terre vous emmènera de latitude en longitude, d'un pôle à l'autre, à l'Est et à l'Ouest du méridien de Greenwich. Vous ferez avec nous le tour du monde. Des voyageurs de talent qui n'ont pas pérégriné autour de leur chambre, mais qui ont vraiment exploré notre Terre, vous en décriront avec élégance les aspects et les humeurs, les sourires et les colères.

Et vous leur saurez gré de vous faire oublier vos sites trop familiers, de vous montrer, comme en un kaléidoscope, la tapisserie bariolée que la Nature a composée pour l'homme ; de vous initier enfin aux mystères de l'Asie, aux outrances du Nouveau Monde et aux secrets du Continent noir.

Maurice DEKOBRA.



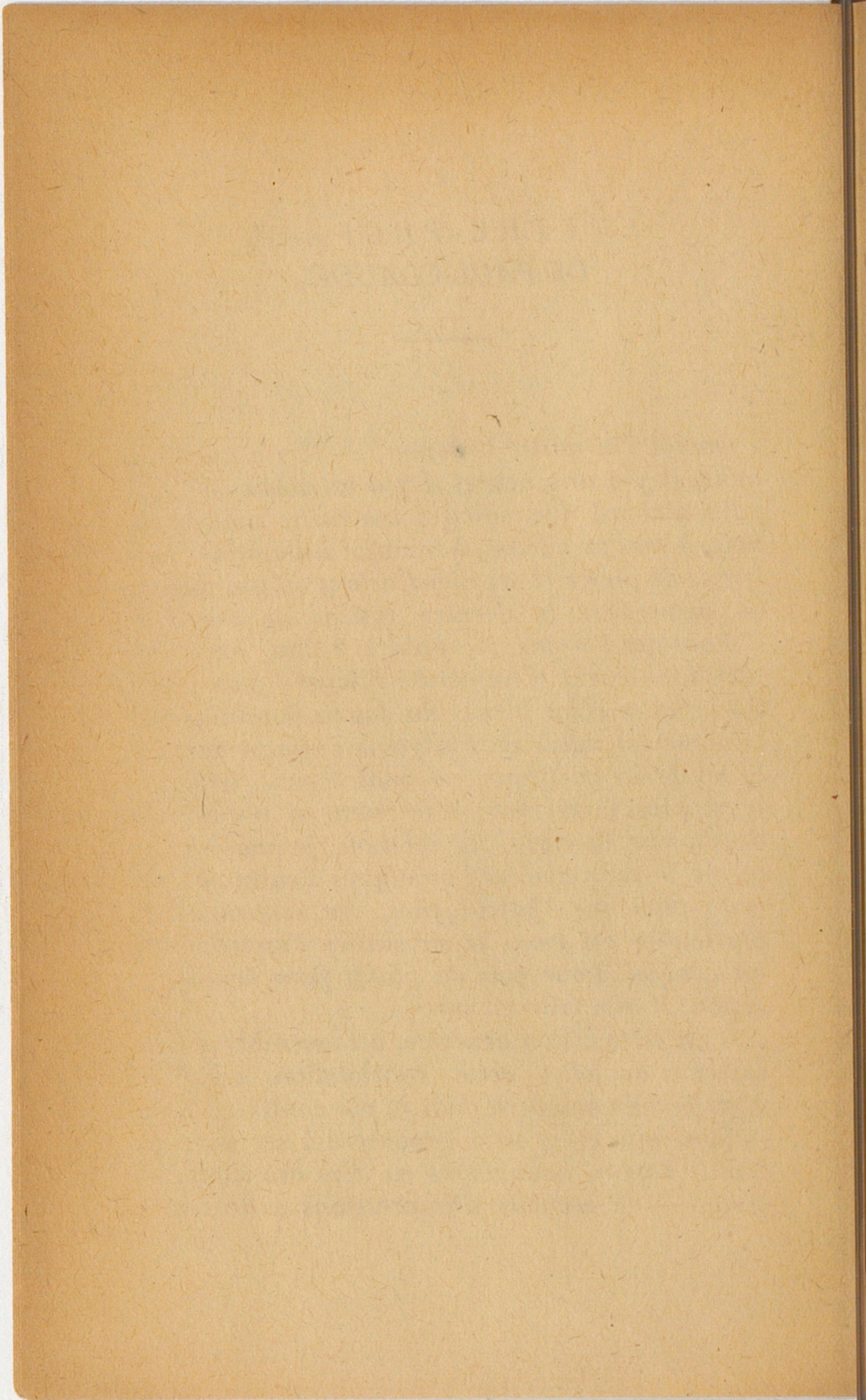
A l'éminent japonologue

J.-C. BALET,

son disciple et son ami

F. T.

" Le Japon mort et vif "



m
fa
b
te
v
«
b
l
l
l
n
o
f
r
E
o
j
l
s
c
j

LETTRE-PREFACE
DE PAUL CLAUDEL

Quand j'ai quitté le Japon, — il y a quelques mois, il y a une heure, il y a un siècle — il a fallu d'abord dire adieu à ma petite maison de bois, à mes serviteurs, à mon jardin avec ses lanternes de pierre et ses vieux arbres en qui bientôt va disparaître le dernier vestige de l'antique « Pont-des-Faisans » ; puis à Tokio, avec son bouillonnement d'humanité intense ; puis je vis les longues côtes bleues du Japon dominées par le dôme splendide du Fujiyama s'effacer derrière la houle du Pacifique ; et, maintenant, le Japon n'est plus pour moi qu'un nom et un certain dessin sur la carte. La relation, la matière, la forme se sont effacées l'une après l'autre et il ne reste plus que l'intelligence. Au sentiment du particulier est venu se substituer l'appréciation du général. Pour voir ou plutôt pour évaluer le Japon, il m'a fallu en sortir.

C'est cette vision générale, cet assemblage d'un système de faits, cette constatation complète d'un certain moment dans la vie continue d'une nation, que votre livre procurera à ses lecteurs. Sur le Japon, nous avons eu déjà beaucoup, — trop, — de recueils d'impressions pittoresques

et sommaires. Je vous félicite d'avoir voulu faire autre chose qu'un album de croquis et une collection de cartes postales. Vous avez voulu non seulement regarder mais comprendre et faire comprendre, montrer ce que ce mot « le Japon » comporte de faits, de réalité actuelle, de conditions, de problèmes, de dangers, de devoirs et de moyens. Il a, à la fois le caractère d'un résumé et d'une préface, d'un memorandum et d'une introduction. Il donnera à ses lecteurs la vraie physionomie d'un peuple fin et réservé dont la connaissance, comme la sympathie, doit être méritée. Dans le chaos de l'Extrême-Orient, le Japon, fidèle à son Empereur et à sa vocation, représente l'espérance et si, dans les devoirs qui s'imposent à lui, il y en a qui soient supérieurs à ses ressources, il n'en est pas qui le soient à ses destinées.

PAUL CLAUDEL.

I

LE NOUVEAU REGNE

ET L'IDEE IMPERIALE

L'Ere de la Paix resplendissante (Ere de Showa) a succédé à l'Ere de la Grande Rectitude (Ere de Taisho). C'est le 25 décembre 1926 que l'Empereur Yoshi-Hito est mort, après quatorze années de règne seulement. Il y avait cinq ans déjà qu'il avait, en fait, cessé de présider aux destinées de la nation en raison de sa santé chancelante. Le prince Hiro-Hito, nommé régent, était devenu le véritable maître de l'empire mikadonal. Cependant, fidèle au formalisme traditionnel, il n'eût jamais songé, avant la disparition officielle de son père, à parler en son propre nom ni à gouverner comme s'il détenait déjà les trois emblèmes du pouvoir réel : le miroir, l'épée et le joyau. Il a pieusement attendu la fin de l'Ere de Taisho, en prenant toutes les décisions qu'exigeait la situation, mais sans empiéter aucunement sur les prérogatives impériales.

S'il a « géré » le Japon et s'il a joué le rôle de Yoshi-Hito — parce que celui-ci n'était plus capable, physiquement, de le soutenir — Hiro-Hito, avec une infinie délicatesse, a évité de

mettre en avant sa personnalité et d'enlever une parcelle de la gloire de son prédécesseur. Il a agi, pendant ces cinq dernières années, comme un bon fondé de pouvoirs dans l'expectative de l'heure où le destin lui permettrait, à son tour, d'imprimer sa marque originale à une époque déterminée de l'histoire nipponne.

Hiro-Hito — cent vingt-quatrième empereur de la dynastie nationale et troisième monarque de la Restauration — a choisi à dessein, après délibération des plus hautes autorités du pays, le terme de *Shôwa*, dont les deux idéogrammes signifient « *la Paix Resplendissante* » pour caractériser la période où il entend ainsi exercer ses talents et son action. Il espère dans les bienfaits de la paix. Tout son programme tend, alors que l'on a si souvent accusé le Japon d'aimer les aventures belliqueuses, de brandir le sabre, de faire montre d'une excessive bravoure, à imposer des règles conciliantes à l'extérieur et à réajuster les conditions sociales à l'intérieur.

Le nouveau Mikado a l'intention de se montrer très moderne, et il a déjà commencé à donner des preuves de cet esprit... D'abord, il l'a manifesté en prenant, lors de ses fiançailles, une attitude aussi énergique qu'indépendante à l'égard des clans représentant à la Cour la moralité réactionnaire. On ne saurait imaginer l'émotion qui s'empara des vieux Japonais quand on apprit, en janvier 1918, que le prince héritier avait élu comme future épouse la fille du prince Kouni.

Jusqu'alors, les faveurs impériales allaient toujours à une descendante de la famille des Fuji-

wara, famille remontant à la déesse Amaterasu, fondatrice du Japon. Or, la princesse élue par le cœur de Hiro-Hito appartenait à la famille des Shimadzou, du clan Satsouma, opposé au clan Choshou lequel avait pour personnalité dominante le prince Yamagata. On devine la fureur de ce dernier qui mit tout en œuvre pour briser l'alliance qui allait se former et pour ameuter l'opinion publique.

Jamais roman d'amour ne suscita autant de polémiques, d'intrigues, de manœuvres de toutes sortes. Des professeurs, des philosophes, des moralistes furent lancés dans la mêlée par le prince Yamagata avec l'espoir de faire revenir Hiro-Hito sur sa décision. Un médecin militaire, même, le baron Ishigouro, tout dévoué aux intérêts du clan Choshou, ne craignit point d'envoyer au ministre de la Maison Impériale une lettre dans laquelle il soutenait que les parents de la princesse Nagako étaient atteints d'une maladie héréditaire, le daltonisme, et que, par conséquent, l'union projetée était infiniment dangereuse pour la dynastie.

Le prince Kouni, père de la fiancée, protesta hautement contre de telles allégations et invoqua l'avis des docteurs compétents qui, d'après les règles, avaient été préalablement convoqués pour examiner la future impératrice et qui l'avaient déclarée de constitution physique et morale parfaite.

A la Cour, les deux camps rivaux se livrèrent une lutte extrêmement sévère. Les adversaires du prince Yamagata dénoncèrent l'égoïsme de caste

de ce dernier et son exclusivisme politique. Ils prirent la défense du prince Kouni et de sa fille. Dans le peuple, on connut fatalement les péripéties de cette bataille entre les tenants du clan Satsouma et ceux du clan Choshou. Ce fut le clan se comportant en défenseur de la parole donnée, de la jeunesse, des droits de l'amour qui obtint, naturellement, les suffrages de la foule.

On vit les membres d'une société patriotique se rendre au nombre de quinze mille au temple de l'Empereur Meiji afin d'invoquer son aide divine en faveur du prince Hiro-Hito. Cette société, qui avait pris le nom de « Société Nationale pour des prières et des offrandes », se livra à d'impressionnantes manifestations qui avaient un sens politique fort précis. Elle s'élevait contre la domination des « genrô », représentés par le prince Yamagata ; elle réclamait la modification d'usages anachroniques ; elle soulignait le besoin d'une réforme de la Cour. Il était à la fois très habile et très symbolique de sa part de s'adresser, dans ce dessein, à l'âme du fondateur d'un ordre nouveau au Japon, à cet Empereur Meiji qui ouvrit toutes grandes les portes de l'Empire aux étrangers et aux idées nouvelles.

Devant le blâme populaire et devant l'offensive des amis du prince Kouni, offensive soutenue par Hiro-Hito lui-même, le prince Yamagata fut obligé de battre en retraite et de s'incliner devant l'inévitable.

Les vieux Japonais renouvelèrent leurs attaques quand il fut question, tout au début de 1921, du voyage d'études du prince héritier en Europe.

Ils représentèrent que si l'Empereur mourait en l'absence de son fils, le trône resterait vide pendant un certain temps et que, cette absence devenant alors impie, toutes les malédictions du Ciel retomberaient sur le Japon. Ils tentèrent d'exalter le fanatisme des personnages les plus dévotieux de l'Empire. Ils provoquèrent quelques incidents croyant intimider le prince Hiro-Hito. Ils organisèrent un attentat contre le fils du marquis Saionji, désigné pour être l'un des compagnons de route de l'impérial voyageur.

On ne peut nier que leur campagne eut quelque influence. Elle réussit à créer des alarmes chez nombre de gens à l'âme simple. Elle manqua pourtant le but essentiel. Pas plus qu'il n'avait cédé quand on avait voulu l'empêcher de fixer son choix sur une jeune fille de son goût, le prince Hiro-Hito ne renonça à son départ pour l'Europe. Le 3 mars 1921, le « Katori » levait l'ancre ayant à bord le Fils du Ciel, l'espoir de l'Empire, qui proclamait que son mariage aurait lieu dès son retour...

Double défaite pour les hommes du clan Choshou et pour tous ceux qui avaient cru briser la volonté du « Maître suprême » de demain, installer à leur profit des influences indéracinables à la Cour, régler à leur gré le protocole impérial !

Commentant la victoire du prince Hiro-Hito, M. Adachi Kinnosuke pouvait écrire dans la revue américaine *l'Outlook* : « Le roman du Prince Hiro-Hito a révolutionné notre idée des relations essentielles de l'homme et de la femme

dans le mariage. L'amour, tel qu'on le comprend aux Etats-Unis, ne jouait pas, jusqu'ici, chez nous, un rôle capital pour l'union de deux êtres. Il s'agissait bien plus de l'union de deux familles que de celle des individus intéressés. Les émotions et les mouvements d'âme des deux partenaires du drame n'étaient suivis avec aucune sorte d'intérêt par notre société. L'attitude exemplaire de notre prince a changé cela ; car, au Japon, ce que les gens d'en haut font influence les gens d'en bas. Aussi bien, ce « love-match » du Prince Impérial a été aussi important du point de vue de l'évolution des mœurs que du point de vue politique. Ce roman d'amour a eu des résultats aussi décisifs pour la vie japonaise que si l'on avait signé une déclaration des droits à l'indépendance ».

Le prince Hiro-Hito a gagné encore en libéralisme, en souplesse d'esprit, en prudence intellectuelle grâce à son voyage en Europe. Il est malaisé, pour un occidental, d'imaginer l'étonnement que pouvait ressentir l'héritier d'une longue dynastie des mikados en s'enfonçant dans les rangs des communs mortels d'une autre race, en se mêlant à des étrangers, en se laissant coudoyer par eux. Quand on songe à l'étiquette farouche d'autrefois, aux mesures de précaution prises pour protéger la vie de l'Empereur, au mystère dont on entourait ses moindres gestes, comment le fils de Yoshi-Hito n'aurait-il pas été surpris d'un tel changement dans sa propre allure et de toutes les révélations de la civilisation occidentale ?

Il fit très bonne contenance, s'intéressa à tout ce qu'il vit, voulut connaître la vie moyenne des Anglais et des Français, et c'est pourquoi il se promena souvent comme un simple particulier à Paris ou à Londres, visitant les grands magasins, prenant le métro, assistant aux scènes de la rue et non pas seulement aux galas officiels.

A son retour, il rédigea une note sur ses impressions, dans laquelle il disait : « J'ai parcouru les champs de bataille et, devant ces dévastations, j'ai compris les bienfaits de la paix et de la concorde entre les nations. J'ai pu me rendre compte du haut développement des sciences, des arts, des industries dans les pays alliés. Nous avons beaucoup à apprendre de ces pays... »

Le prince Hiro-Hito s'est donc utilement préparé à son rôle de monarque d'un grand pays. Il a acquis une expérience personnelle, par des leçons directes, par des visions précises propres à lui indiquer la nécessité de constants progrès basés sur la coopération des nations éprises d'idéal. La responsabilité de diriger le Japon lui échoit alors qu'il est âgé de vingt-cinq ans. Il a une meilleure santé que son père et il pourra, espère-t-on, remplir hardiment sa tâche sans être continuellement terrassé par la maladie, comme le fut Yoshi-Hito. Le nouvel empereur a pratiqué les sports et, en premier lieu, le *sumo*, la lutte japonaise, le sport le plus national. Il s'est aussi entraîné à l'alpinisme et il a gravi le plus haut sommet du Fuji, — ce qui est sans doute une incomparable initiative, aucun monarque nippon n'ayant pareillement cherché à établir un record

pour l'ascension du mont sacré. Hiro-Hito est fort amateur de natation et il sacrifie aux sports modernes en pratiquant le golf et le tennis. Le Fils du Ciel tient à être « à la page ». Ses sujets — alors qu'il n'était que prince héritier — ont pu l'apercevoir en tenue athlétique, muni d'une raquette et renvoyant la balle avec élégance...

Ainsi, le « Maître Suprême » s'est humanisé aux yeux de la masse. Il a perdu beaucoup de son caractère poétique, de sa puissance occulte, de sa légende terrible. La « Face Rutilante du Dragon » ne fait plus trembler ceux qui lèvent les yeux vers elle. Si les titres pompeux du passé sont toujours employés par courtoisie, ils n'évoquent plus les mêmes sentiments où l'adoration et l'épouvante se mélangeaient. Cependant, ce serait une erreur de croire que le formalisme japonais ne correspond, désormais, à aucune idée sincère. Toutes les audaces que l'Empereur a, pour lui-même ou pour son peuple, n'empêchent point l'idée impériale de demeurer extrêmement tenace et de dominer les cœurs. Les vieilles coutumes, bien qu'elles soient souvent dépouillées d'une partie de leur apparat, gardent assez de vigueur pour ne pas être démodées au siècle de l'électricité. Les gens de l'Empire où le Soleil se lève concilient parfaitement les exigences de l'actualité, une sorte de radicalisme moral, une curiosité sans cesse en éveil, avec un imposant traditionnalisme.

Malgré l'agitation sociale, les inquiétudes spirituelles qui troublent la jeunesse, la floraison des idées nouvelles, la dignité, l'éclat, le prestige de

la fonction impériale restent quasiment intacts. Sans doute, nous avons assisté, en 1912, au procès des anarchistes dont le chef était Kôtoku et parmi lesquels se trouvait une femme. Ce procès se termina par des exécutions capitales pour crime de lèse-majesté. Plus récemment, en 1923, on découvrit le complot de Bokuretsu et d'Akiko, un étudiant coréen et sa maîtresse japonaise. Au mois de décembre de cette même année, encore un étudiant — de bonne famille nipponne cette fois — l'étudiant Tamba, tenta d'assassiner le régent et fit preuve, au cours des débats judiciaires, d'un cynisme déconcertant. Toutefois, ces épisodes ne sauraient nous mener à des conclusions générales et nous inviter à en déduire que la monarchie nipponne court de sérieux dangers. Il peut surgir brusquement un ou plusieurs exaltés capables de perpétrer un crime contre le mikado. Aucun souverain n'est à l'abri d'une tragique surprise ! On peut, néanmoins, affirmer que l'énorme majorité des Japonais conserve un absolu loyalisme envers l'institution impériale. Ce loyalisme, qui dure depuis deux mille ans, qui a résisté à toutes les évolutions intérieures, qui s'est adapté si rapidement et si merveilleusement à la période contemporaine, ne paraît pas près de s'éteindre.

En tout cas, la mort de Yoshi-Hito a été l'occasion de démonstrations nationales et de cérémonies qui témoignent de la puissance de la tradition et l'attachement populaire à des coutumes resplendissantes de piété et d'amour. L'Empereur de l'Ere de Taisho a été déifié après des funé-

railles peut-être plus somptueuses que celles de l'Empereur Meiji. Tous les étrangers ont été étonnés de la magnificence de ces cérémonies qui, selon la loi religieuse, durèrent quarante-sept jours et se terminèrent les 7 et 8 février 1927, par le transport des restes du défunt mikado, dans un mausolée élevé sur la colline de Tama, à environ quarante kilomètres au nord-ouest de Tokio. Son père, Mutsu-Hito, vénéré sous le nom de Meiji-Tenno, a sa tombe à Momo-Yama, la Colline des Pêcheurs, près de Kyoto, l'ancienne capitale. Tous les empereurs ont, jusqu'ici, été enterrés dans la région de Yamato. C'est une innovation que d'avoir ainsi installé la dépouille mortelle de Yoshi-Hito aux environs de la nouvelle capitale.

Tout d'abord, on l'avait transportée dans les jardins du palais de Chinjuku, où l'on avait érigé un temple spécial avec un immense *torii* (portique de bois). C'est de là que partit le cortège qui accompagna le Maître de l'Ere de Taisho à sa dernière demeure. Le char funèbre, aux couleurs laquées, noir et rouge, était traîné par trois paires de bœufs tout harnachés de blanc, qui avaient subi des cérémonies purificatoires. Toutes les autorités civiles, religieuses, militaires de l'Empire, dans les tenues traditionnelles ou portant des ornements symboliques, accompagnaient les restes de Yoshi-Hito. Chacun était à sa place protocolaire, chaque détail avait été minutieusement réglé. Porteurs de torches, musiciens, bonzes, dignitaires de toutes catégories, accomplirent les gestes rituels avec une admirable discipline.

On aurait pu se croire transporté à mille ans en arrière tant les exécutants de cette pieuse besogne semblaient à l'aise dans ces vêtements archaïques et remplissaient facilement leur office. Tout le Japon ancien était ressuscité pour la circonstance. On eut dit d'un hommage des siècles passés et parés de toutes leurs splendeurs à l'Empereur partant pour l'ultime voyage.

Et, pourtant, s'alliant avec ce déploiement d'usages antiques, de matériel d'une vétuste beauté, de costumes rares aux modes immuables, de rites impeccables, que de notes modernes, prouvant bien que la civilisation nipponne est capable d'absorber les éléments les plus hétéroclites, de les confondre dans son harmonie !

Si les prêtres shintoïstes, tout drapés de blanc, formaient des essaims comme une troupe de revenants surgis des vieilles traditions, paraient aussi à ces funérailles les soldats, aux uniformes kaki, affublés du masque protecteur (en raison d'une épidémie de grippe), ainsi que les élèves des grandes écoles militaires, qui paraissent équipés comme pour un assaut à travers les nappes de gaz. Si l'on entendait les modulations aiguës des flûtes rituelles, il y avait, disposés sur tout le parcours, des microphones recueillant les moindres notes et transportant dans les grands centres, munis de hauts-parleurs, les musiques funèbres et les classiques lamentations. Si c'étaient toujours les mêmes formes de torchères qu'autrefois, ces torchères brûlaient avec du gaz d'éclairage ; si les lanternes de papier huilé n'avaient point changé d'appa-

rence, elles étaient tout de même munies d'appareils électriques. Les banquets et les offrandes, sans doute, exigèrent exactement les mêmes aliments que jadis, mais on communiquait au monde, par T. S. F., le texte des menus funéraires. Parmi les pèlerins agenouillés sur le passage du cortège, on distinguait d'humbles paysans protégés par le manteau de paille et les pieds chaussés de sandales, mais dans la foule recueillie se trouvaient des étudiants habillés à la dernière mode occidentale et représentant l'intellectualité la plus audacieuse.

Funérailles symboliques que celles de l'Empereur de l'Ere de Taisho ! Le vieux Japon ne veut pas mourir, mais il s'imprègne fatalement du jeune Japon. Il s'agit de savoir s'il n'éclatera pas de luttes violentes entre eux et s'ils se pénétreront l'un l'autre, s'ils fusionneront sans choc. L'hymne national *Kimi ga yo*, qui déclare : « Le règne du souverain durera mille ans et quatre-vingt fois mille ans, jusqu'à ce que le petit caillou, devenu rocher, se couvre de mousse verdoyante... » — cet hymne restera-t-il entièrement vrai ?

Le deuil sincère et profond de la nation japonaise, le caractère familial (si l'on peut dire) de ce deuil indique l'intensité du sentiment impérial. Il y aura, sous le règne de Hiro-Hito, des problèmes plus délicats à résoudre que sous le règne précédent. Nous voyons se dessiner, dans l'empire japonais, un état d'effervescence, qui peut être politiquement inquiétant et un besoin de perfectionnement qui se traduit parfois par des

mouvements d'une rare violence. Des luttes d'intérêts, des luttes de classes, des luttes morales se préparent. Toutefois, jusqu'ici, le peuple n'a point accusé son empereur des difficultés qui l'étreignent, et il n'a signifié en aucun cas que le pouvoir impérial était responsable de ces crises de croissance ou d'organisation. Au contraire. De même qu'au temps des Shôguns, ces premiers ministres qui gouvernaient en usurpateurs aux lieu et place des mikados, on critiquait les ministres et non les Fils du Ciel, de même, aujourd'hui, les Japonais peuvent blâmer les dirigeants politiques, ils ne protestent point contre l'autorité impériale. Ils ont encore cette conception que, s'il y a des fautes commises, c'est précisément parce que le pur esprit mikadonal est mal interprété par les fonctionnaires ou les serviteurs de l'Empire, ou bien parce que cet esprit de justice suprême, qui est, par essence, l'esprit impérial, ne pénètre pas suffisamment les institutions.

Voici une anecdote qui le démontrera d'une façon typique. Il est d'usage qu'à la veille d'un grand événement, touchant à la Cour ou au Peuple, le Souverain en personne ou son délégué, aille en informer solennellement les mânes des Ancêtres, qui résident dans les *Miya*, les temples du Shinto situés à Isé. Les représentants les plus autorisés de la nation, le Ministre de l'Intérieur, les principaux leaders politiques ne manquent pas, eux aussi, de faire une visite de dévotion dans les occasions capitales. Or, il y a trois ans, quand se forma le ministère Kiyoura, con-

sidéré par les chefs ouvriers comme un gouvernement de réaction, les Délégués de la Confédération Générale du Travail prirent aussitôt le chemin d'Isé et se rendirent aux temples qu'habitent les Esprits fondateurs de l'Empire, pour les avertir respectueusement qu'ils se préparaient à lutter pour l'obtention du suffrage universel et pour le renversement du Cabinet Kiyoura. Leur sentiment démocratique s'alliait fort bien au devoir de piété envers l'âme des grands souverains disparus. Ils confondaient leur idéal monarchique avec leurs revendications.

Autre exemple de la force de cette discipline impériale. Le D^r Tetsujiro Inouye, de l'Université de Tokio, fut, en novembre 1926, obligé de donner sa démission de membre de la Chambre des Pairs, à la suite d'une polémique sur les origines des attributs de la royauté. Dans un de ses ouvrages, *Le Japon et la Morale Nationale*, le savant professeur avait soutenu cette thèse que l'on n'était pas bien fixé sur le sort de deux des joyaux sacrés qui furent censément confiés par la déesse Amaterasu au premier empereur Jimmu. Il disait que les originaux de deux des emblèmes, actuellement conservés dans les sanctuaires impériaux, avaient été perdus depuis longtemps et que deux pièces, le miroir et l'épée, n'étaient pas authentiques. Seule, à son avis, la pierre précieuse était bien celle de jadis.

Dans le camp des loyalistes, ce fut un terrible tollé! On demanda une punition exemplaire pour ce crime de lèse-majesté. Un magazine, le *Nihon Oyobi Nihonjin*, fit circuler une pétition contre

le D^r Inouye, qui, devant le flot montant des protestations, capitula et préféra résigner ses fonctions de membre de la Chambre des Pairs. Il ne fait pas bon, même à notre époque, de mettre en doute, avec des arguments critiques, les symboles de la puissance impériale. Le cas de cet historien en est la preuve...

C'est une chose curieuse que de voir se produire une évolution aussi accentuée que celle du peuple nippon, sous la présidence morale et sous la direction suprême d'un empereur éclairé par les lumières divines. On ne saurait bien comprendre un tel phénomène, que si l'on étudie l'histoire du Japon et que si l'on pénètre profondément la psychologie japonaise.

Cette « mystique impériale » a résisté aux révolutions qui ont bouleversé tant d'autres choses. Le Japonais moyen, qui n'hésite pas à pousser à fond toutes sortes de curiosités et à saper bien des principes, considère encore comme intangible le principe de l'autorité de l'Empereur sur l'ordre nouveau qu'il importe d'établir pour le bien commun.

Il est possible, que, dans l'avenir, l'idée impériale finisse par subir, elle aussi, des atteintes. Cela dépendra, à la fois, des circonstances et du doigté dont saura faire preuve le nouveau souverain. Pour le moment, alors qu'Hiro-Hito ouvre l'Ere de la Paix Resplendissante, force nous est de constater que le loyalisme monarchique est toujours vivace, toujours intense dans l'âme de ses sujets.

II

LE PARLEMENTARISME ET L'EVOLUTION DES PARTIS

Dans les *Lettres sur le Japon*, qu'il a écrites, en 1889, pour le « *Pioneer* », d'Allahabad, Rudyard Kipling raille les Japonais, au sujet de leur Constitution. Il rapporte, sur un ton sarcastique, l'entretien qu'il eut avec le directeur de l'*Opinion Publique*, un organe de Tokio

— Vous prenez votre Constitution très au sérieux, n'est-ce pas ? lui dit-il ironiquement.

— Oh ! oui, nous parlons tous politique, maintenant ! confessa le journaliste nippon.

Dans une autre lettre, le fameux auteur anglais nous explique qu'il eut été ingénieux de créer une entente internationale, — sous la présidence de la Grande-Bretagne, bien entendu — afin de protéger l'intégrité des territoires japonais et pour que les sujets du mikado, débarrassés de tout souci politique, aient l'entière faculté de s'adonner à leurs occupations artistiques.

Les Japonais avaient déjà d'autres ambitions,

en 1889 ! Ils ont montré, depuis cette époque, qu'ils étaient capables, tout en cultivant les arts traditionnels, de devenir une puissance mondiale. Cette constitution dont se moquait Rudyard Kipling, ils l'ont maintenue et ils en ont perfectionné les rouages. Sans doute, la politique ne leur a pas réservé que d'agréables surprises. Ils ont vu se produire d'immorales combinaisons, éclater de retentissants scandales, se multiplier des crises qui ont jeté le trouble dans les esprits. Leur éducation politique et parlementaire leur a fait subir un certain nombre d'épreuves. En trente-six ans, n'a-t-on pas compté cinquante et une sessions par suite des nombreuses dissolutions de la Diète et des convocations extraordinaires ? Et nous ne sommes pas au bout des opérations politiques de ce genre : la sagesse parlementaire et le fonctionnement des droits constitutionnels ne s'acquièrent que grâce à une assez longue tradition libérale.

Or, le Japon vivait dans un état de féodalité, il y a seulement soixante-quinze ans ! Les clans qui, naguère, gouvernaient le pays, ont été les premiers à s'adapter au nouveau système et à en retirer les profits immédiats. Encore aujourd'hui, leur puissance subsiste et ils sont loin d'avoir abdiqué devant les courants populaires qui ne sont pas disciplinés par des leaders suffisamment habiles ou ne possédant point une autorité assez décisive. Mais, en dépit de tous ces tâtonnements et à travers toutes les embûches, l'esprit public se forme ; les aspirations, d'abord confuses, de la masse deviennent plus claires ; le désir de pro-

grès, qui anime le pays entier, finit par percer et par imposer des solutions plus équitables.

Si, en 1889 — au moment où fut octroyée la Constitution d'Empire, comportant le régime parlementaire à deux degrés — cette innovation correspondait plutôt à une simple imitation des institutions étrangères, en 1927 — alors que débute l'Ere de la Paix Resplendissante — le Japon ressent le besoin de se moderniser davantage, de pousser plus loin ses expériences, en un mot : de se *démocratiser*. Nous avons constaté que le monarque lui-même, touché par l'esprit nouveau, se posait en réformateur. La colère du peuple — même aux heures les plus rudes, avons-nous dit aussi — ne s'est point encore tournée contre le pouvoir impérial. Elle s'est attaquée au régime des clans, au pouvoir accaparé par une oligarchie s'appuyant sur les grandes familles seigneuriales de l'Ouest et du Sud qui ont, au siècle dernier, renversé le shogun Tokugawa pour aboutir à la Restauration de 1869 et qui ont, depuis lors, estimé que le premier rôle dans l'Etat devait indéfiniment leur être réservé.

Des entraîneurs d'hommes, des visionnaires généreux, des lutteurs impénitents — comme Itagaki ou Okuma — se sont dressés contre cet accaparement et ont aidé à saper l'influence des clans. Mais qu'on ne s'y trompe pas ! Une fois promulguée la Constitution de 1889, radicaux, réformistes, constitutionnels sont restés trop souvent, sous des étiquettes diverses, les serviteurs des intérêts bureaucratiques, militaires ou aristocratiques. Nous avons vu tournoyer, à par-

tir de 1889, des poussières de partis dont les chefs se disputaient le pouvoir et ses faveurs plus qu'ils ne combattaient pour des principes déterminés. Ces groupements en continuelle reconstitution n'ont pris que lentement de la consistance. A l'heure présente, ils sont encore soumis à bien des fluctuations et à bien des modifications. Pourtant, après avoir vécu plutôt en marge de la nation, le Parlement s'identifie avec elle, il en devient peu à peu le moteur, et son action sera, désormais, prépondérante.

Notons un fait matériel mais qui, néanmoins, prouve que le Japon tient à cette institution, et que les représentants japonais n'aiment point le chômage forcé : c'est la promptitude avec laquelle ont été réédifiées la Chambre et le Sénat après un incendie qui les détruisit en octobre 1926. Trois équipes s'étaient partagé la besogne. Il a suffi de 70 jours et de 10 millions de yens (environ 120 millions de francs) pour réaliser ce tour de force. Il est vrai que les nouveaux édifices sont en planches et recouverts en tôles de zinc, en attendant que soit terminé, vers 1932, le splendide *Gijidô* de granit et de béton armé qui s'achève sur les hauteurs de Kojimachi.

Cet intérêt pour le Parlement est surtout dû au développement de l'instruction dans toutes les classes de la société. Voici qu'apparaît, entre autres, une classe moyenne considérable, ayant conscience de sa valeur, égale aux classes correspondantes des nations d'Occident. Industriels, commerçants, avocats, professeurs, médecins, journalistes, ingénieurs, financiers, tous ceux

qui sont passés par les écoles et les universités, tous ceux qui forment l'élite, tous ceux qui réfléchissent aux problèmes du jour se lancent dans la mêlée. Ils se substituent aux politiciens de carrière et aux créatures des clans. Ils prétendent qu'ils sont assez grands pour intervenir directement dans les affaires publiques, si bien que les vieilles équipes politiques finiront par être renouvelées et rajeunies. En outre, l'extension du suffrage universel contribuera à cette renaissance, car la porte est par là largement ouverte aux artisans, aux travailleurs des villes et aux paysans de la rizière. Il faut s'attendre à une refonte graduelle des partis avec ces éléments neufs et à une transformation sérieuse de la vie parlementaire.

L'homme qui a préparé cela est, comme il arrive souvent dans l'histoire, un aristocrate éclairé, le vicomte Kato Tomosaburo, décédé en août 1923 à l'âge de 62 ans, après une carrière extraordinairement bien remplie. Kato fut, d'abord, marin. Il se trouvait aux côtés de l'amiral Togo, en qualité de chef d'Etat-major de la flotte, au moment de la victoire de Tsoushima, en 1905. Ce n'est que dix ans plus tard, sous la présidence d'Okuma, qu'il entra dans la politique active en devenant ministre de la marine. Il garda son portefeuille dans les Cabinets qui se succédèrent avec le maréchal Terauchi, avec M. Hara. Ce fut lui qui eut la charge, après le Traité de Versailles, de doter le Japon des forces navales en rapport avec l'activité mondiale qui

devait se déployer dans le Pacifique. Ce fut lui qui établit le programme connu sous le nom de *Hachi Hachi Kwantāi*, propre à maintenir le pays sur un pied de puissante égalité avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Ce programme formidable entraît à peine en exécution quand survint la grande crise économique de 1920-1921. Alors, apparurent avec plus de relief, les conséquences financières, politiques et sociales de tous les bouleversements qui, pendant cinq ans, avaient dérégulé la production universelle.

Le reconstruteur de la marine japonaise se vit dans l'obligation, à la Conférence de Washington (décembre 1921-mars 1922), de renoncer au magnifique plan qu'il avait conçu. Il aperçut les résultats probables de cette course aux armements : les difficultés intérieures croissantes sous la montée démocratique, les tragiques éventualités du lendemain à l'extérieur en présence de la dénonciation de l'alliance anglo-japonaise et devant l'impérialisme de plus en plus irritable des Etats-Unis. L'amiral Kato eut la fermeté d'âme et la prudence politique de sacrifier une partie des ambitions navales du Japon et de ses propres ambitions. Il donna à la paix des gages absolus. Il admit les clauses qui consacraient, sur mer, l'infériorité de son pays vis-à-vis de l'Amérique et de la Grande-Bretagne. L'Amiral Kato, au cœur droit et juste, n'avait qu'une parole. Il signa, et il exécuta.

Quand il revint à Tokio, après ces laborieuses négociations, il fut accueilli avec une respec-

tueuse ferveur par tous ceux qui comprenaient qu'en marquant ainsi la volonté pacifique de l'Empire du Soleil Levant aux yeux de l'univers, il avait remporté une belle victoire, une victoire dont les bénéfices, pour ne pas être acquis à coups de canon, n'en étaient pas moins certains, puisqu'on avait éloigné les chances de guerre.

Les nationalistes nippons, au contraire, commencèrent à murmurer et à critiquer cette politique qu'ils qualifiaient de politique d'abandon. Quand, à quelques mois de là, l'Amiral Kato rendit le Chan-toung à la Chine, les murmures se transformèrent en violentes protestations. Il y eut même des manifestations dans la rue contre le chef qui, sans hésitation ni faiblesse, risquait toute sa popularité pour engager le Japon à des concessions qu'il estimait indispensables. Mais ce personnage, si frêle d'apparence, si menu si délicat, avait les yeux fixés sur le nouvel idéal. Il n'est pas douteux que les intrigues des clans réactionnaires, que les manœuvres dirigées contre lui l'aiguillèrent plus délibérément encore sur la voie qu'il avait choisie en politique extérieure et l'invitèrent à plus de radicalisme dans les réformes qu'il se proposait d'effectuer à l'intérieur.

Cette impulsion donnée par l'Amiral Kato à la politique générale devait être fortement accentuée dans la suite par les élections du 19 mai 1924 qui — bien que pratiquées selon l'ancien système — allaient inviter la Diète à prendre des mesures plus audacieuses.

Quelle évolution, en effet, de 1920 à 1924 !

La consultation de 1920 avait amené à la Chambre 460 députés sur lesquels le Seiyu-Kwai (fondé naguère par le prince Ito) en avait 280, le Kensei-Kwai (créé par le prince Katsura en 1911 et dont faisait partie le vicomte Kato) 105, le Kaku-shin-Club (ou club des Progressistes réformistes, organisé par les leaders Inukai et Ozaki Yukio), 55. Le reste était dispersé et sans grande importance.

Cette répartition devait être révisée par l'action du cabinet Kiyoura, cabinet de conservation qui essaya d'esquiver les réformes, de brider l'élan populaire, de dégager la politique des influences modernes pour la ramener au centralisme bureaucratique. Le vicomte Kiyoura, bien qu'ancien instituteur de village, n'avait d'admiration que pour les hommes de la Restauration. Il s'était élevé par son travail au sommet de la hiérarchie administrative, et il n'admettait que le principe d'autorité. Appelé au gouvernement par le régent, le 6 janvier 1924, il commença par dédaigner la Chambre des Députés et par choisir tous ses collaborateurs dans la Chambre Haute. Ce fut une belle levée de boucliers ! Les sénateurs, y compris leur président (pourtant prince Tokougawa et descendant direct des Shoguns), protestèrent presque autant que les représentants de la Diète.

Puis, le vicomte Kiyoura, dans l'espoir d'obtenir une majorité, débaucha une partie des députés du Seiyu-Kwai, miné par des querelles intestines. Ainsi fut formé un nouveau groupe-

ment, le *Seiyu-honto* (les vrais amis du gouvernement). Devant cette défection, le président du *Seiyu-Kwaï*, le vicomte Takahashi Korekiyo, renonça à son titre de vicomte et à la pairie afin de briguer un mandat populaire et de bien marquer son hostilité contre un gouvernement de bureaucrates et d'aristocrates. Il conclut une alliance avec le *Kensei-Kwaï* et avec le *Kakushin-Club*, qui réunit tous ceux qui se considéraient comme *les protecteurs de la Constitution*. C'est ce que l'on a appelé le Cartel japonais, le Cartel qui joua le 10 mai 1924, le Cartel qui balaya le vicomte Kiyoura et qui permit au vicomte Kato Komei (1) de s'attaquer, une fois président du Conseil, à ces problèmes essentiels : réforme électorale, réforme de la Chambre Haute, réforme administrative, réduction et réorganisation de l'armée de terre. Après la victoire du Cartel, trois partis dominaient le Parlement nippon : le *Kensei-Kwaï* (164 membres), après absorption du *Kakushin-Club* ; le *Seiyu-Honto* (90 membres), et le *Seiyu-Kwaï* (160 membres).

Le vicomte Kato ayant formé son Cabinet, le 11 juin 1924, réussit, dans les mois qui suivirent, à faire passer son projet de suffrage universel qui donne le droit de vote à tous les Japonais mâles au-dessus de 25 ans. Du coup, le corps électoral a été porté à douze millions d'inscrits, alors que,

(1) Il ne faut pas confondre l'amiral Kato Tomosaburo dont nous venons de signaler les services un peu plus haut avec le vicomte Kato Komei, diplomate de carrière, devenu le chef du *Kensei-Kwaï* qui tira, au moins en partie, les conséquences de la victoire électorale du 19 mai 1924. Les deux Kato ont eu chacun leur heure dans la direction de l'évolution démocratique japonaise.

précédemment, on n'en comptait que deux millions et demi, soit 4 % de la population.

Quant au Sénat, composé de 19 princes du sang, de pairs héréditaires pour plus de la moitié de ses membres, de représentants de l'Empereur et de citoyens payant le plus d'impôts fonciers, il a été élargi. Le vicomte Kato n'a pas osé mener la lutte à fond et enlever le droit de veto à la Chambre Haute qui possède des ramifications dans toutes les classes dirigeantes et qui se rattache, de la sorte, à toutes les puissances, avérées ou occultes du pays. Il s'est borné à enlever la majorité aux pairs héréditaires et à accroître le pouvoir de désignation de l'Empereur, c'est-à-dire du ministère.

Enfin, les réformateurs sont parvenus, malgré l'opposition des clans militaires et après des polémiques vraiment épiques, à réduire les dépenses du ministère de la guerre et à introduire un peu plus d'esprit libéral dans le corps des officiers.

Telle a été, dans l'ensemble, l'œuvre du cartel démocratique, œuvre qui marque un stade considérable dans l'évolution de la politique nipponne.

M. Wakatsuki, qui succéda, le 28 janvier 1926, au vicomte Kato, continua sa politique au milieu des discordes des partis en perpétuelle réorganisation. Il nous est impossible de décrire ces dosages de groupes et ces amalgames qui font passer la majorité tantôt du Kensei-Kwaï au Seiyu-Kwaï, tantôt du Seiyu-Kwaï au Kensei-Kwaï, ou bien de noter les apports du Seiyu-Honto à l'un ou l'autre groupe. Cela varie selon

l'opportunité de la politique qui reflète encore trop l'action des intérêts situés hors du Parlement.

Le fait le plus intéressant à signaler sous ce ministère a été le premier essai de suffrage universel, tenté le 3 septembre de cette même année 1926, à Hamamatsu, sous préfecture du département de Shizuoka, sur la grande voie du Tokaido, qui relie Tokio à Kyoto. Il s'agissait du renouvellement du Conseil municipal administrant une cité de 60.000 habitants. D'après la nouvelle loi, 16.041 citoyens étaient appelés à voter.

Hamamatsu est une ville qui comprend des propriétaires fonciers, des agriculteurs, des commerçants, mais aussi des artisans et des ouvriers qui travaillent dans diverses usines, notamment des fabriques de coton. Comment allaient se comporter tous ces éléments ?

La campagne électorale, qui ne provoqua aucun incident regrettable, fut suivie avec enthousiasme. Sans doute, l'aiguillon de la curiosité y était-il pour quelque chose. Tout de même, les électeurs nippons apportèrent beaucoup de sérieux dans la discussion de leurs affaires municipales. Sur les 16.041 inscrits, 13.864 exercèrent leur droit, ce qui prouve bien leur intérêt profond pour la chose publique.

A côté des vieux partis, le jeune parti travailliste, s'appuyant sur la Fédération générale des travailleurs ruraux et urbains, fit bonne contenance. Les résultats de la lutte acharnée qu'ils se livrèrent jusqu'à l'ouverture du scrutin furent

les suivants : sur 36 conseillers municipaux à élire, 13 anciens furent réélus et 23 nouveaux. Dans l'ensemble, les deux partis Kensei et Seiyu-Kwaï conservèrent le même nombre d'élus, c'est-à-dire 11 et 9. Le parti conservateur Seiyu-Honto en perdit 3 et en obtint 7 ; le parti indépendant en récolta également 7. Enfin, le parti travailliste, qui présentait 6 candidats seulement, réussit à en faire élire 4.

Cela promet pour les élections législatives lorsque le système électoral fonctionnera en grand.

A la suite de complications financières n'ayant rien de commun avec la politique générale du Gouvernement, le Cabinet Wakatsuki a été remplacé, le 19 avril 1927, par un Ministère présidé par le général Tanaka, ex-généralissime et représentant le clan de Nagato, qui est celui de l'armée. Son chef suprême est le prince Saionji, dernier des Genrô, âgé de 84 ans, mais conseiller très écouté du trône. Le général Tanaka qui se trouve, de ce fait, appelé à diriger la consultation nationale de 1928, n'a pas le même esprit que le vicomte Kato en politique intérieure ni en politique extérieure, tant en raison de ses origines que de son tempérament. Nous pourrions assister à un certain redressement nationaliste du Japon. Des remous se produisent déjà dans les groupes parlementaires et des fusions et confusions supplémentaires seront une fois de plus inévitables. Mais là n'est point la question. Tous les regards sont tournés vers le proche avenir. Ce n'est pas tant du côté de la Diète qu'il convient de regarder que du côté du peuple japo-

nais dont, malgré les intrigues des clans et la pression de puissants intérêts, l'âme s'éveille et attend du réconfort. Il a des inquiétudes et il a besoin de stabilité morale, de stabilité économique et politique. C'est la raison pour laquelle nous assistons à une floraison inouïe d'associations, de clubs, de sociétés d'études, non seulement dans la jeunesse lettrée, mais encore dans les milieux les plus humbles.

— Tout le monde parle politique au Japon, disait à Rudyard Kipling, le directeur de l'*Opinion Publique*. On en parle encore bien plus en 1927 qu'en 1889 ! On se réunit, on se consulte, on se syndique. Je lisais dernièrement, dans un journal de Kyoto, que les directeurs du célèbre Temple de Nishi Hongwanji, qui rayonne sur dix mille temples de même doctrine, avaient décidé de prendre une part active à la prochaine campagne électorale. Ils ont publié une brochure : *Politique et Religion*, dans laquelle ils exposent leurs vues sur la moralité qui doit guider les électeurs. Les bonzes, appartenant à la congrégation du Nishi Hongwanji, feront des conférences et soutiendront les candidats désignés par leurs supérieurs. Cinq cents orateurs ont été désignés par participer aux joutes électorales.

Les ouvriers, les paysans, les travailleurs de toute catégorie sont sollicités d'entrer dans les organisations électorales en formation. Les femmes s'agitent, elles aussi.

Les élections aux Conseils généraux, qui ont

eu lieu à la fin de septembre 1927, ont encore permis aux différents partis de s'entraîner un peu en vue du grand renouvellement parlementaire de 1928. Sur 1.480 sièges à fournir, 714 sont revenus au parti Seiyu-Kwaï, qui détient le pouvoir ; 590 au parti Kensei-Kwaï, qui, allié au Seiyu-Honto, est devenu le nouveau parti Minsei-to. Les indépendants ont obtenu 162 sièges. Quelques partis isolés, une quinzaine. Enfin, les trois groupes prolétariens réunis n'ont réussi à faire passer que 28 de leurs candidats. On a beaucoup moins voté que lors de l'élection municipale d'Hamamatsu. Sans doute, les électeurs nouveaux sont-ils plus embarrassés pour faire leur choix lorsqu'on propose à leur attention des problèmes généraux que lorsqu'on excite leur intérêt local. Mais ils prendront rapidement conscience de leurs droits, ils ne tarderont pas à être entraînés par les leaders qui stimulent leur pensée et qui les initient à la politique. Leur apprentissage se perfectionnera dans les mois qui précéderont les élections législatives.

C'est une sorte de printemps politique que traverse le Japon, un printemps qui grise certaines cervelles, qui en exaspère d'autres, qui exerce son influence sur tout le monde. Que sera la moisson ? Le bon grain l'emportera-t-il sur le mauvais, la désillusion sera-t-elle plus forte que la joie des résultats forcément relatifs de cette vaste épreuve ? Je pense que ce mouvement d'émancipation aura d'heureux effets. Il contient trop d'espérances pour que quelque chose d'essentiel n'en sorte pas. Le rythme dé-

mocratique pourra maintenant subir des à-coups et des retards. On ne le détruira pas parce qu'il correspond trop au désir de toute une humanité nouvelle.

S
ver
à l
ver
éva
Ma
pér
no
les
se
res
ses
me
gir
l'ic
un
ter
gr
ter
cla

III

LES MOUVEMENTS SOCIAUX

Si l'on voulait rechercher les origines du mouvement socialiste au Japon, il faudrait se reporter à l'ouvrage de Shinen Sato : le *Suito-hiroku*. On verrait que cet auteur a prêché, avant 1850, un évangile qui se rapproche de la doctrine de Karl Marx. Néanmoins, c'est surtout après la première période d'organisation de la Restauration que les novateurs, les amateurs d'expériences sociales, les animateurs du syndicalisme ont commencé à se montrer. Même aux époques les plus guerrières, l'Empire du Soleil Levant a eu ses rêveurs, ses utopistes, ses humanitaires. Il serait absolument contraire à la vérité historique que d'imaginer la société nipponne entièrement vouée à l'idéal de la chevalerie, ou transportée d'un élan unanime par des ardeurs belliqueuses. De tout temps, des sages ont prêché en faveur d'une plus grande justice parmi les hommes et ont entretenu l'espérance d'une amélioration du sort des classes pauvres.

Rappelons seulement l'histoire de Sakura So-

goro, sorte de martyr populaire dont la tombe, à Kozu-Mura, est un lieu de pèlerinage où brûlent constamment les baguettes d'encens. En 1644, Sogoro eut le courage de venir protester à Yedo contre les impôts tyranniques levés sur la communauté par son seigneur. Il savait que son geste de défense en faveur des paysans lui vaudrait la mort... Il fut, en effet, condamné au supplice. Ses trois enfants furent décapités sous ses yeux, et sa femme fut livrée au bourreau en même temps que lui. Mais son sacrifice est resté dans la mémoire des hommes qui continuent à le citer en exemple.

Il est bien évident que l'ère de Meiji a introduit les plus profonds changements dans les mœurs et dans les idées et qu'une vive impulsion a été donnée à tous les projets de rénovation sociale grâce à l'apport des théories occidentales.

Les réformes politiques devaient fatalement amener, tôt ou tard, une révision des relations du capital et du travail, éveiller peu à peu la conscience d'une élite ouvrière ou, du moins, préparer ses chefs à une vision plus réaliste de leurs intérêts. Lorsque le comte Itagaki fonda, en 1880, le Parti Libéral — *le Jiyuto*, — il ouvrit le chemin à des ambitions d'abord très timides, mais qui, par la suite, prirent une forme de plus en plus résolue.

Dans son encyclopédie intitulée *Fifty Years of New Japan*, le Comte Okuma nous indique que le premier syndicat des imprimeurs — bien éphémère d'ailleurs — fut fondé, en 1884, par Teiichi Sakouma. A quelques années de là, le philoso-

phe Tosouke Nakae groupait autour de lui des disciples en un cercle d'études sociales à tendances travaillistes. Puis, ce fut, en 1889, la formation du premier noyau des ouvriers métallurgistes. Cependant, c'est seulement le 25 juin 1897, que, par les soins de Fusataro Takano et Sen Katayama, fut fondée la Société amicale des Travailleurs, le *Shokko Giyukai*, société animée d'un esprit nettement syndicaliste et d'inspiration américaine. En effet, une poignée de Japonais ayant habité la Californie et ayant eu l'occasion de voir fonctionner le trade-unionisme dans le Far-West, avaient jeté les bases de cette association. Parmi ces jeunes théoriciens décidés à perfectionner, dans leur patrie, les conditions du travail, se trouvaient, outre Fusataro Takano et Sen Katayama, des leaders comme Tsunetaro Jô et Hannosuke Sawada, qui avaient également fait leur apprentissage politique dans le Nouveau Monde.

La grève des mécaniciens de chemins de fer de 1898 fut, pour les organisateurs du mouvement ouvrier, l'occasion de prêcher la solidarité et d'inviter tous les employés à s'unir. Alors fut institué un syndicat sur le modèle occidental, le *Kyoseikai* (Union des Métallurgistes) qui, bientôt, comprit un millier de membres et réunit 20.000 yens (246.000 francs) de cotisations.

Il était très difficile, au début, de distinguer, dans les aspirations des travailleurs, la part du socialisme et celle du syndicalisme. On peut considérer comme la première tentative pour amener les Japonais à une conception collectiviste,

celle de Tokichi Tarui, qui esquissa une « Ligue socialiste », à Nagasaki, dès 1882. Mais ce n'était là qu'un essai. Pendant une vingtaine d'années, le socialisme ne devait attirer que des intellectuels ayant, certes, une influence sur l'évolution de la pensée nipponne, mais se contentant, dans leurs petites chapelles, d'étudier les thèses de Saint-Simon, de Proudhon, de Fourier et de Karl Marx. En 1901, on vit naître un parti socialiste japonais, qui adhéra à l'Internationale. Il fut presque aussitôt dissous par le ministre de l'Intérieur. Pourtant, au Congrès d'Osaka de 1903, les socialistes reparurent pour protester contre la guerre avec la Russie. De même, on se rappelle qu'au Congrès d'Amsterdam, en 1904, Sen Katayama siégea à côté du délégué russe, Plekhanoff. Sur l'estrade, aux applaudissements de l'assistance, ils se donnèrent l'accolade.

La vague nationaliste qui déferla sur l'Empire du Soleil Levant, après le traité de Portsmouth, fut très préjudiciable aux propagateurs des idées socialistes. Ils furent sévèrement bridés en toute occasion et, parfois, même, ils subirent de rudes répressions. Le complot contre l'empereur, suivi du procès de Kôtokou, en juin 1910, et l'exécution de vingt-six des accusés furent un exemple terrible qui refroidit singulièrement le zèle de tous les critiques du régime.

Une fois de plus, les hommes qui professaient des idées avancées se réfugièrent dans les cénacles et les sociétés secrètes où ils continuèrent avec plus ou moins d'audace à prêcher le démocratisme humanitaire, le pacifisme, l'égalita-

risme, voire la solidarité chrétienne à la façon des salutistes et des pasteurs de la Y. M. C. A.

La discipline imposée, de 1914 à 1918, ne favorisa guère la marche du socialisme, même d'un socialisme réformiste très édulcoré. La grande masse des Japonais n'était pas touchée par la voix des théoriciens désireux d'expériences nouvelles.

Après la guerre, le terrain devint plus favorable. Comment le cataclysme universel n'aurait-il pas eu des répercussions jusque dans les îles nipponnes ? Bien que très éloigné du théâtre des hostilités et des bouleversements nombreux que provoqua en Europe la chute des Empires centraux, le pays du Mikado devait fatalement ressentir le contre-coup des crises politiques, économiques ou morales qui transformaient la société occidentale et la Russie.

L'industrialisation dont le Japon lui-même avait été l'objet au cours de cette tragique période posait tout un ensemble de problèmes qui portaient à de profondes réflexions les gens de toute condition. La migration d'une forte partie de la population dans les villes, l'apparition d'une classe de nouveaux riches épris de luxe, l'accumulation de fortunes considérables dans un petit nombre de mains, la multiplication des heurts entre le capital et le travail, la vue des scandales financiers et celle de la misère des humbles, — voilà autant de raisons qui allaient susciter des ardeurs spirituelles et sociales chez les Japonais.

Dans cette période troublée, les ouvriers prirent conscience de la nécessité d'un rapprochement. Leurs syndicats se reconstituèrent. Leurs

revendications se précisèrent. Contre la vie chère, ils manifestèrent parfois avec violence. Des grèves éclatèrent en 1918. Des émeutes dites « émeutes du riz » — à cause de la hausse de cette denrée indispensable — furent réprimées, mais n'arrêtèrent pas le mouvement...

Un souffle d'idées libérales anti-militaristes et anti-bureaucratiques accompagnait la poussée des travailleurs. L'avènement du Cabinet Hara prouva que la démocratisation commençait. Les luttes entre les nationalistes et les partisans des doctrines chargées de hardiesse se firent plus âpres. Le wilsonisme avait pénétré les âmes. Les écrits des socialistes français, anglais, allemands étaient abondamment répandus. La propagande bolchéviste semait également sa littérature.

Un fils de Samuraï, Sakae, avec une impitoyable fantaisie, multipliait les satires et brossait des tableaux de son temps où perçaient ses sympathies socialistes.

Toutes les idées s'enchevêtraient, se mêlaient, se confondaient. De même qu'en politique, il y avait des poussières de partis, c'était un tourbillon d'écoles. On trouvait de tout, vers 1920, au Japon. C'était une véritable boîte d'échantillons que l'on avait sous les yeux quand on observait la jeunesse : marxistes, communistes, bolchévistes, libertaires, socialistes partisans de l'action parlementaire ou socialistes révolutionnaires hostiles à la Diète, intellectuels internationalistes, syndicalistes manuels opposés à la règle des intellectuels : toutes les nuances, toutes les catégories, toutes les formes de l'action politique et

sociale étaient représentées à Tokio et dans les grands centres.

Il eut été paradoxal d'exagérer, en la mesurant, la puissance de rayonnement de chaque groupement ou des représentants de chaque idéal, mais on avait un choix complet de tendances. Les internationalistes étaient souvent imprégnés de culture bouddhique. En d'autres cas, ils cachaient mal un traditionnalisme encore très vivace. Qu'importe ! Les Japonais avides de formules nouvelles ne reculaient devant aucune des révélations occidentales, devant aucun système politique, devant aucune chimère sociale. Ils les adaptaient tant bien que mal à leur langue, à leur tempérament, à leurs propres rêves. Ils s'efforçaient d'importer tous les évangiles en pensant qu'il en resterait chez eux quelques bons grains. Ils s'adressaient à tous les pays étrangers, à tous les auteurs en renom. Les clubs d'étudiants se passionnaient pour Engels, Kropotkine, Nietzsche, Freud, Bergson ou Einstein. On discutait de tout et sur tout.

Dans le monde ouvrier, le malaise se traduisait par des grèves. Les salariés protestaient contre l'égoïsme capitaliste. Les paysans se dressaient contre les grands propriétaires fonciers. Les bonzes attaquaient les uns et les autres pour leur matérialisme grossier. Sans doute, tous ces élans et toutes ces critiques se présentaient dans un beau désordre. Les plans magnifiques de la plupart de ceux qui se posaient en leaders ne produisaient que des frissons sociaux et non pas des révolutions. Il y avait, dans les controverses, un

côté académique et théâtral qui se dépassait pas un auditoire restreint ou, même, la rampe. La montagne n'accouchait, trop souvent, que d'une souris. Mais le spectacle n'était-il pas curieux ? Si, de tant d'étincelles, ne jaillissait pas l'incendie, c'est que le gouvernement et la police veillaient, c'est que les vieilles forces de conservation toujours puissantes se coalisaient pour étouffer ces velléités traduisant des aspirations intenses de nouveauté.

En 1921, la Société fraternelle des Ouvriers était devenue la Confédération Générale des Travailleurs : *Nihon Rodo Sodo*. Des influences bolchévisites s'y étaient glissées. Une tentative d'une certaine ampleur eut lieu pour obliger le patronat à céder sur quelques points. Les électriciens commencèrent le mouvement. Le conflit s'élargit et s'étendit à d'autres syndicats. Toutefois, après une lutte de six semaines, l'échec fut complet...

La nature se mit, un peu plus tard, de la partie et le désastre du 1^{er} septembre 1923 porta des coups supplémentaires et terribles aux organisations ouvrières déjà nées ou naissantes. Durant les dramatiques heures du tremblement de terre, la police pourchassa avec fureur et, même, tua dans l'ombre bien des « radicaux ». Elle profita de l'occasion pour se débarrasser des gens que l'on accusait de rêver au « grand soir » ou de préparer un bouleversement quelconque des institutions. Il y eut, alors, des tragédies politiques insoupçonnées du public européen et, même, japonais.

Après la déroute sismique, tout fut à recons-

truire. Il n'y eut pas que des villes à rebâtir, des ruines à relever : les travailleurs avaient été si éprouvés qu'ils devaient être ralliés par leurs chefs, réadaptés à des disciplines conformes au malheur des temps, mieux préparés pour les luttes futures.

C'est l'œuvre qui se dessina au lendemain même du cataclysme et qui fut poursuivie avec opiniâtreté. A la fin de 1924, le nombre des syndicats de toutes catégories s'élevait à 450, et le nombre des syndiqués à 230.000. Ces chiffres sont faibles, évidemment, et l'on peut dire que le développement du syndicalisme japonais est loin d'avoir suivi le développement de l'industrialisation. Les statistiques du Bureau des affaires sociales, contenues dans le *Rodo Jiho*, indiquent que la population industrielle comprend 4 millions 245.619 personnes, dont 2 millions 882.983 hommes et 1 million 362.636 femmes. La proportion des syndiqués ne serait donc que de 5 %. Mais, bien que lentement, elle augmente sans cesse.

Il importe, au surplus, de noter que le gouvernement japonais encourage, en un sens, l'esprit corporatif, mais à la condition de le canaliser et d'avoir sur lui un contrôle direct. C'est le cas dans les milieux maritimes. Les dirigeants de Tokio ont là leurs hommes, leurs observateurs qui les renseignent, leurs délégués même. Leur tactique consiste à faire du despotisme libéral, à dominer l'évolution ouvrière. Le dogme de l'omnipotence de l'Etat doit, à leurs yeux, rester

le plus fort. Ils ont, jusqu'ici, maintenu cette règle avec énergie.

Ajoutons que les travailleurs n'ont pas encore obtenu leur statut légal. La loi sur les associations et les syndicats est toujours sur le chantier. La session parlementaire qui s'est close le 28 mars 1927 n'en avait pas encore abordé la discussion. On vit, par conséquent, dans le provisoire.

Parmi les syndicats, le plus important, — celui des Ouvriers de la Marine — dépasse 45.000 membres, tandis que les plus faibles ne groupent parfois qu'une centaine de travailleurs. Les organisations ne sont fortes que dans les grands centres industriels où la vie ouvrière est intense et où les leaders sont en mesure de montrer l'efficacité de leur action quand survient un conflit. Plus de cinquante pour cent des syndiqués sont installés dans les quatre ou cinq cités capitales du Japon ; le reste est dispersé dans des localités industrielles secondaires où l'influence des dirigeants de Tokio et d'Osaka rayonne faiblement. L'ignorance dans laquelle un nombre considérable d'ouvriers sont de leurs droits, certains restes de lois anciennes et de traditions féodales expliquent aussi la lenteur des progrès réalisés.

Il est possible, grosso modo, de distinguer trois sortes de syndicats : les unions de travailleurs appartenant à un même métier ; les unions qui rassemblent les ouvriers au service de l'Etat ; les unions où se rencontrent des salariés de catégories professionnelles diverses, mais qui pratiquent une politique de solidarité dans la lutte pour l'existence. Les premiers syndicats englo-

bent 50 % des forces ouvrières organisées ; les seconds, 30 % ; les derniers, 20 %.

Si l'on examine les 150 syndicats, vraiment dignes de ce nom, qui se détachent de l'ensemble tant en raison de leur nombre que de leur valeur corporative, on en distingue 51 pour les industries métallurgiques (avec 85.000 membres), 18 pour les industries des transports — y compris les gens de mer — (avec 70.000 membres), 8 pour les industries du coton (avec 10.000 membres). Les autres syndiqués se répartissent dans les industries chimiques, les mines, les travaux publics, les usines de gaz et l'électricité, les imprimeries, les fabriques de produits alimentaires, etc... Bien qu'ils ne soient que 2.000 environ, les ouvriers du livre sont parmi les plus actifs, les plus combatifs même et les plus disciplinés dans le monde des travailleurs nippons.

Il est encore à remarquer — alors que les femmes forment le tiers de la main-d'œuvre — combien faibles sont les effectifs des syndiquées : à peine 10.000 ! Dans tous les pays, il est vrai, le syndicalisme est moins attirant pour les ouvrières que pour les ouvriers. Cela tient aussi aux conditions spéciales imposées aux travailleuses du Japon. Sur 25.600 usines, 10.570 sont installées de telle sorte que les ouvrières se nourrissent et logent à l'intérieur même des établissements industriels. Une étroite surveillance est exercée sur elles. En cas de grève, elles demeurent sans communication avec l'extérieur.

Outre les syndicats qui viennent d'être énumérés, il existait, en 1924, — d'après le *Year*

Book — 1530 syndicats de petits fermiers et d'ouvriers agricoles totalisant 163.931 membres. Le plus en vue de ces syndicats est l'*Union des Fermiers (Nihon Nomin Kumiai)* qui affiche 52.000 membres. Naguère, les différends entre les propriétaires du sol et les fermiers étaient tranchés par les « anciens » du village. Mais, depuis 1922, — année qui vit éclore le premier syndicat paysan — les méthodes d'arbitrage se sont bien modernisées. L'*Union des Fermiers* réunit dans son sein les petits possédants et les ouvriers agricoles désireux, dit le programme, « d'étudier les meilleurs méthodes d'aménagement du sol, de cultiver la personnalité (*sic*), d'améliorer les conditions de la communauté rurale ». Un organe mensuel, *Terre et Liberté*, publié par le syndicat, préconise la socialisation des terres cultivables, le salaire minimum pour les journaliers, la protection légale des fermiers, l'établissement de coopératives, de banques et de sociétés de crédit agricole, des mesures d'hygiène pour les habitants de la campagne.

Il était naturel que les syndicats urbains ou agricoles fussent sollicités d'entrer dans la lutte politique, surtout à partir du moment où l'on pensait que le suffrage universel allait être institué. Aussi bien, depuis deux ans, on s'est demandé si, du syndicalisme et des divers mouvements sociaux qui font vibrer le Japon, ne sortirait pas un nouveau parti politique prolétarien. Les organisations qui s'occupent de la destinée des travailleurs ont cherché, — plutôt que de laisser leurs membres adhérer aux anciens

partis politiques — à les retenir dans une immense fédération. Elles ont commencé par estimer qu'il serait utile d'envoyer dans la future Diète des députés, défenseurs attitrés du prolétariat, et réunis en un groupe distinct, comme les représentants du *Labour Party* à la Chambre des Communes.

La Fédération Générale du Travail (*Rodo Sodomei*) qui domine et qui coordonne les efforts des syndicats ouvriers (ou, du moins, qui prétend jouer ce rôle malgré les divisions et les schismes), l'Union des Fermiers et les autres syndicats ruraux, l'Association pour l'Etude des Sciences Politiques et Sociales — qui est une sorte de *Fabian Society* nipponne — la Société de l'Egalité (*Suihei Sha*), qui renferme 800.000 des anciens *éta*, toutes ces sociétés ont examiné les moyens de cimenter une alliance en vue de l'action politique. En janvier 1925, les pourparlers ont été amorcés sur l'initiative de M. Suzuki Bunji, président de la Confédération générale du Travail, encouragé par la jeunesse intellectuelle et par les hommes les plus évolués du pays.

A la vérité, les intellectuels paraissent même plus zélés pour la formation de ce nouveau parti prolétarien que les travailleurs manuels. La raison en est simple. Il y a, parmi les intellectuels, un nombre de chômeurs plus élevé que dans toute autre catégorie d'individus au Japon. L'éducation générale a été poussée avec un tel zèle qu'on ne découvre pas plus de 3 % d'illettrés. Les diplômés abondent. Les porteurs de parchemins, sans emploi, sont légion. Si l'on s'en

rapportait à l'étude que publiait, en avril 1925, dans le *Taiyo*, M. H. Moriya, 25 % des élèves sortis des grandes écoles ou des universités chaque année ne trouveraient point à se caser. Pour certaines professions, la proportion des « laissés-pour-compte » atteindrait 41 % ! Si l'on considère, en outre, la tendance du gouvernement à réduire le nombre des emplois officiels (il a supprimé, depuis deux ans, environ 45.000 postes de fonctionnaires sur toute l'échelle administrative) l'on comprendra pourquoi la vie est dure pour les « intellectuels ». Ils ont à subir une concurrence qui devient de plus en plus rude du fait de l'intrusion des femmes dans beaucoup de carrières. A quoi pourraient bien s'occuper les « intellectuels » ainsi abandonnés à eux-mêmes, sinon à comploter, à réclamer une société plus clémente à leurs talents ignorés, à protester contre l'ingratitude du ciel et des hommes ? Voilà pourquoi le parti prolétarien fut, à l'origine, salué par eux avec tant d'enthousiasme.

C'est en raison même de la violence des propos de tous ces jeunes gens aigris, des infiltrations de la propagande communiste, des menaces contenues dans les projets des leaders les plus acharnés de ce « mouvement prolétarien » que le ministère de la justice fit voter, en 1925, une loi véritablement draconienne contre les sociétés secrètes et les fauteurs de ce qu'on appelle là-bas les « menées radicales ». De multiples années de prison et de travaux forcés sont promises à tous les propagandistes témoignant du désir de bouleverser la Constitution ou de favoriser une entre-

prise quelconque contre l'ordre public. Il suffit même, d'après cette loi, de répandre des bruits alarmistes, d'être tenu pour suspect, et c'est une peine minima de dix ans de réclusion. La police de Tokio avait préventivement dressé une liste comprenant un millier de gens à surveiller — dont une cinquantaine de femmes — afin de mater rapidement les plus dangereux des auteurs de « menées radicales ».

La Fédération Générale du Travail, vraisemblablement pour éviter des difficultés très graves avec le gouvernement, estima prudent, dans ces conjonctures, de se débarrasser des éléments communistes qui auraient pu l'entraîner trop loin. Lors de la réunion qui se tint à Osaka, au printemps de 1925, la C.G.T. expulsa de ses rangs six des principaux disciples bolchévistes. La majorité affirma alors son intention de n'appliquer que les méthodes réformistes et parlementaires pour atteindre ses buts. Mais, comme il fallait s'y attendre, les partisans d'une action révolutionnaire se retirèrent pour fonder un groupement à part. Dans l'ensemble, ils ne provoquèrent qu'un nombre restreint de défections, et ils ne furent suivis que par des troupes assez clairsemées.

A la date du 1^{er} mai de cette année 1925, on craignait des manifestations et des chocs entre les travailleurs appartenant aux deux fractions. Les réformistes l'emportèrent sans conteste au cours d'un meeting en l'honneur de la fête annuelle du travail auquel affluèrent 15.000 manifestants. Ce meeting eut lieu à Arimagahara —

réplique nipponne de notre Pré-Saint-Gervais. Les orateurs qui se succédèrent à la tribune ne traitèrent que de questions professionnelles, insistant sur la nécessité d'une fusion plus intime des salariés de toutes catégories en vue d'une coopération plus profitable sur le terrain des revendications légales.

Une dizaine de dissidents bolchévisants essayèrent de remuer les passions de la foule et l'un d'eux annonça l'imminence d'une guerre avec les Etats-Unis. Il fut immédiatement appréhendé. A part ces quelques incidents sans importance, la manifestation se déroula dans le calme le plus complet. La police se borna à de rares interventions. Cette fête montra que les prolétaires modérés savaient fort bien se conduire et discuter leurs affaires sans éclats inutiles (1)

Commentant ces premiers essais pour la formation d'un parti prolétarien, le professeur Ikuo Oyama — de l'Université de Waseda —, un spécialiste des questions sociales, disait alors :

« Cette tendance irrésistible de tous les salariés de la vie contemporaine japonaise n'a pas échappé à l'observation des leaders des grands partis politiques existants qui sont, en fait, les

(1) Le 1^{er} mai 1927 a été célébré, à Tokio, sans aucun incident. Plus de 20.000 travailleurs et aussi des délégations d'ouvrières en costume de travail ont participé à cette manifestation. L'itinéraire avait été fixé par les autorités japonaises et les cortèges étaient solidement encadrés par la police. Chaque groupement syndicaliste avait son drapeau et ses emblèmes. Ce fut un peu une parade à l'américaine plutôt qu'une démonstration d'un caractère agressif. Les manifestants étaient surtout des travailleurs manuels : ouvriers des chantiers navals, des usines métallurgiques, des filatures, des compagnies d'électricité, employés des transports.

représentants et les agents des capitalistes. Ils se rendent compte que, même au Japon, l'ère du capitalisme et de l'impérialisme touche à sa fin. Le Ministre des Finances, M. Hamaguchi, a été forcé d'en convenir lorsqu'il avouait que la vie économique et financière du Japon était à un point mort. Le recul de l'impérialisme est également attesté par la désaffection de la nation à l'égard des choses militaires, par la réduction des cadres de 4 divisions.

« Un autre signe symptomatique de ce recul de l'idée impérialiste, c'est de voir le général baron Tanaka descendre du sommet des plus hautes fonctions militaires pour prendre la direction d'un parti politique, le *Seiyu-kwai*. (Mais cette mesure a des raisons d'un autre ordre, dont la principale est, précisément, de présider, pour la diriger, à l'évolution démocratique de la nation.)

« Ce sont là — et il y en a d'autres — des preuves récentes et frappantes que le capitalisme et l'impérialisme sont domptés. Aussi, les partis politiques actuels sont-ils aux abois pour trouver un moyen de faire échec au grand mouvement qui se prépare. La création d'un parti indépendant des classes non possédantes est leur souci de tous les jours.

« La création de ce parti rallie les sympathies de la grande majorité de la jeunesse des Universités et des Ecoles, et elle sera un fait accompli avant les prochaines élections générales. »

En terminant, le professeur Oyama n'hésitait pas à avouer que le capitalisme et l'impérialisme

japonais avaient été matés rapidement parce qu'ils s'étaient heurtés au capitalisme et à l'impérialisme autrement puissants des Anglo-Saxons.

D'après lui, le Japon, considéré en lui-même, a épuisé presque toutes ses possibilités, — il est au bout de son rouleau. Il doit trouver un champ nouveau à son activité en Chine, mais il n'y pourra pas grand'chose, étant en compétition avec l'action conjuguée des Anglais et des Américains. Dans ces conditions, il n'y a guère qu'une ou deux issues capables d'améliorer la situation japonaise : l'une est la réforme générale des conditions intérieures, sociales et politiques, par la création d'un grand parti du prolétariat ; l'autre pourrait être la conclusion d'une alliance sino-russo-japonaise.

Peut-être, le professeur Oyama s'est-il montré, ce jour-là, trop optimiste en annonçant un accord aussi rapide des forces prolétariennes, mais son avis n'en contenait pas moins une part d'exactitude. Le parti prolétarien, sans doute, tentait de s'unifier, mais sans réussir à concilier tous les intérêts en jeu, notamment ceux de la masse rurale et ceux des travailleurs urbains, ceux des intellectuels et ceux des ouvriers manuels. Il se retranchait dans des déclarations vagues, et parfois simplistes, pour ne pas accuser ses divergences. Tout en témoignant de son attachement au nouvel idéal démocratique, il n'osait point attaquer le fond des problèmes et proposer des solutions pratiques. Il avait pour lui le nombre. Il groupait des espérances. Il ne

traduisait pas, par une organisation solide, l'obscur volonté des militants qui adoptaient ses revendications abstraites. Il a connu, dès la première heure, des divisions et des scissions, — il en connaîtra d'autres. Si l'avenir doit le consacrer, il faudra encore du temps pour qu'il arrive à une puissante discipline et qu'il entre dans la voie des réalisations importantes.

Le phénomène le plus notable, malgré ces dissensions, c'est que la querelle entre extrémistes et modérés a prouvé que l'influence de ces derniers s'affirmait, pour le moment, avec prépondérance. Après le Congrès d'Osaka d'août 1925, la Confédération générale du Travail est restée maîtresse de la situation. De même, les délégués de 35 fédérations ou unions, rassemblés à Tokio le 30 novembre 1925, ont adhéré en grande majorité à la politique réformiste. Cette fois, cependant, des troubles éclatèrent. Les dissidents dont les thèses étaient teintées de communisme se rebellèrent. La police intervint. Il fut ensuite annoncé aux promoteurs de cette conférence qu'il leur était interdit de poursuivre l'organisation d'un parti politique du prolétariat comme contraire à la « Loi sur le maintien de la Paix sociale », votée en 1925, dont il a été question plus haut.

Sous quelle forme les travailleurs reprendront-ils leur idée de ce vaste parti unifié? Ils y reviendront certainement, et ils ne s'en tiendront pas à un échec qui n'est que momentané. Un jour ou l'autre, sous un nom nouveau, nous les verrons encore étudier un système de coopération

politique pour mieux profiter des lois électorales et traduire leur puissance à travers le suffrage universel qui va être mis à l'épreuve en 1928.

En attendant, les groupes prolétariens iront à la bataille chacun pour son propre compte, tandis que le gouvernement manœuvre pour les maintenir en état de division et que les partis politiques plus ou moins inféodés aux clans s'évertuent, de leur côté, à les morceler à leur profit.

Voici, en résumé, à l'heure où Hiro-Hito monte sur le trône, comment ces groupes prolétariens se présentent :

1° Le *Rodo Nominto* (parti des ouvriers et des paysans) dont les chefs sont M. Motojiro Sugiyama et Ikuo Oyama, — le professeur de l'Université de Waseda dont nous avons cité les paroles. C'est le plus rouge, si l'on peut dire, car il emprunte certains de ses articles au socialisme russe. Il est pour un partage égalitaire de la terre et il irait jusqu'à la lutte des classes pour atteindre ses buts ;

2° Le *Nippon Ronoto* (parti des ouvriers et des paysans japonais) constituerait le centre de l'armée prolétarienne. Son président est M. Hisahi Asoo, — ex-secrétaire de la C.G.T. Il se déclare en faveur de l'union de tous les intérêts prolétariens, mais non pour la lutte des classes. Il n'est pas très fixé sur l'action qu'il entreprendra : action réformiste ou dictature du prolétariat. Le Secrétaire général du *Nippon Ronoto*, M. Muso Miwa, l'avoue avec quelque ingénuité :

« Nous n'avons encore pris, dit-il, aucune décision à ce sujet pour la raison que notre parti est encore trop jeune et que les masses que nous voulons libérer sont incapables d'avoir une opinion politique quelconque... » ;

3° Le *Shakai Minshuto* (parti social-démocrate) avec, pour leaders, M. Abe (de l'Université de Waseda) et Suzuki, le président actuel de la C.G.T... Ce sont les membres de la Confédération Générale du Travail qui dominent dans ce parti. Il apparaît résolument réformiste. Il souhaite avec intensité que les salariés deviennent la force politique principale du Japon. Un document officiel nous renseigne sur sa tactique :

« A maintes reprises, le parti social-démocrate a fait connaître son attitude à l'égard de toutes les classes privilégiées, nobles, clans féodaux, propriétaires terriens, magnats de la finance et de l'industrie qui ont monopolisé la politique à leur profit durant 50 ans. Après avoir déclaré la guerre à tous ces privilégiés, notre parti, qui représente les intérêts des ouvriers, des travailleurs ruraux, des salariés, des employés et des professions libérales cherchera à remplacer les lois et les institutions actuelles qui sont la cause de la misère sociale par des lois nouvelles basées sur l'équité. Mais notre parti entend opérer ce changement par la voie législative et non par l'action directe. Il est l'ennemi des mesures de violence qui ne mènent à rien, sinon à plus de misère... »

« Nous sommes, en réalité, apparentés à l'esprit et aux méthodes du *Labour Party* anglais

et de la *Social-démocratie* allemande. En Occident, le triomphe du socialisme et la défaite du communisme sont déjà un fait accompli. Au Japon, le mélange de ces deux éléments disparates nuit encore à la cause du prolétariat, mais leur scission commence à s'opérer. Encore est-il difficile de dire quelle est la tendance qui triomphera de l'autre et qui présidera à l'émancipation du prolétariat ! La faillite du communisme russe nous laisse espérer que cette tâche reviendra à notre parti ».

4° Le *Nippon Nominto* (parti des agriculteurs japonais) dirigé par M. Kitazawa (encore un professeur de l'Université de Waseda). Il a surtout pour adhérents les métayers, les fermiers, les petits propriétaires. Il est relativement le plus modéré, le plus opportuniste des groupements prolétariens. Il est possible de résumer son programme en trois points :

a) Emancipation politique, économique et sociale du prolétariat par des mesures en accord avec la situation actuelle du Japon ;

b) Révision du régime actuel de la propriété foncière, de la production et de la distribution des récoltes, par des mesures appropriées ;

c) Lutte contre l'organisation des partis politiques actuels, qui sont tous bourgeois, et rénovation du Parlement.

Pour terminer cette énumération, il n'est pas hors de propos de dire un mot des *Eta*, ces parias dont l'origine est assez obscure, et qui atteignent, encore aujourd'hui, le chiffre de deux millions dans leurs communautés des environs de

Tokio, d'Osaka, de Kyoto, de Nara et du Kyushû.

Sont-ils les descendants des Coréens réduits en esclavage par l'Impératrice Jingo? D'où viennent-ils exactement? Les savants sont en controverse là-dessus. Dans ce monde des « hommes pollués » se rencontrent les fils de tous ceux qui, pour une infamie quelconque, furent retranchés du corps social, non seulement les esclaves coréens, mais les *kerai* qui refusèrent de faire *hara-kiri* sur la tombe de leur seigneur, les déclassés de toutes catégories... Le professeur Basil Hall Chamberlain pense, en tout cas, que les *Eta* furent constitués en classe distincte au VII^e siècle ou au VIII^e siècle, lorsque le bouddhisme atteignit son plein rayonnement au Japon. Les *Eta* furent chargés de tuer les animaux vivants et de préparer les peaux. Cette fonction paraissait répugnante à tous les sectateurs bouddhistes : ceux qui la remplissaient devinrent des *eta*, c'est-à-dire « pleins de souillures ». On les appelle encore d'un mot plus méprisant : *yotsu* (quatre pattes).

Mis en marge de la société, parqués dans des quartiers séparés, traités comme des bêtes impures, les *éta* se marièrent entre eux, se multiplièrent, et quelques-uns prospérèrent. On en connaît de très riches. Mais ils ont conservé la tare originelle. Le préjugé est toujours sans pitié à leur égard qui les indique comme une race souillée.

Depuis l'ère de Meiji, ils ont été, en principe, lavés de cette tache. Les anciennes classes : *shi*,

nô, *kô*, *shô* (samurai, agriculteurs, artisans, commerçants, ont été abolies pour former un seul peuple comprenant des sujets égaux en droits. Pourtant, dans les actes d'état civil, les samourais sont mentionnés avec le titre de *shizoku* (hommes d'armes). Les personnes des trois autres classes sont qualifiées de *heimin* (peuple ordinaire) et, enfin, l'on a réservé pour les *éta* l'appellation de *shinheimin* (nouveau peuple ordinaire). En réalité, l'ostracisme continue, et la Société *Suiheisha* (la Société du Nivellement) travaille avec tous les partis avancés à faire réellement des *éta*, des Japonais comme les autres. Chaque incident, — et il en survient souvent — est exploité par les membres du *Suiheisha* pour dénoncer la triste situation qui est encore faite aux *éta*. Maintenant qu'ils ont le droit de vote, ils comptent bien trouver des défenseurs non seulement en dehors du Parlement, mais à la Diète même en agissant d'accord avec les partis prolétariens.

Encore une fois, quand on parle de ces partis nouveaux ne laissons pas notre imagination établir des parallèles trop précis avec les partis occidentaux. La phraséologie est la même dans les discours et les programmes ; la psychologie diffère très sensiblement. Les partis japonais sont menés par des théoriciens — la plupart professeurs — dont l'idéalisme est indéniable, mais qui ne sont préparés ni à la stratégie électorale ni, même, à la stratégie sociale du manie-ment des foules.

Lorsqu'il y aura une consultation nationale

on s'apercevra que les autorités officielles, les associations locales, les associations d'anciens militaires, très importantes au Japon sous le nom de *Zaïgo-gunjin*, les chefs d'industrie, disposent d'une influence considérable. De même, le socialisme japonais se pare des couleurs internationalistes, mais les autres pays ne font rien qui permette aux masses ouvrières orientales de croire qu'elles rencontreraient, dans les ouvriers d'Occident, des frères alliés. Il suffit d'évoquer les lois australiennes et l'attitude des Américains lors du vote du bill sur l'immigration.

Par conséquent, regardons les choses avec prudence et sous leur étiquette ou leur vernis occidental sachons découvrir le vrai Japon, celui qui garde encore une personnalité si accusée et un traditionnalisme si vivace.

IV

OU EN SONT LES JAPONAISES ?

Bien des gens se sont montrés surpris quand la crise financière d'avril 1927 a mis en vedette Mme Yone Suzuki, l'une des femmes les plus riches — sinon la plus riche — du monde. On est tellement habitué, en Europe, soit à considérer l'aspect frivole de la Japonaise et à célébrer la grâce des *geisha*, soit à louer les qualités traditionnelles des autres catégories de femmes nipponnes, que l'affaire Suzuki a été une révélation pour la plupart des Occidentaux ignorant les progrès féminins dans l'Empire mikadonal.

Qu'une femme se soit lancée dans des spéculations inouïes, qu'elle ait mené de front de grandioses entreprises financières, qu'elle ait réussi — au moins pendant un temps — à accumuler des richesses immenses, et cela par son talent personnel, par son énergie, par son habileté à tirer parti de la situation économique, voilà

qui a dérouté ceux qui ont accoutumé de n'admirer les Japonaises que sous la forme de fleurs précieuses ornant banquets et festins, ou dans leurs fonctions de modestes compagnes du foyer.

En 1905, quand M. Suzuki mourut, sa veuve hérita d'une petite fabrique de sucre. Jusque là, Mme Suzuki avait mené l'existence sans appareil d'une épouse soumise ne se mêlant point des affaires industrielles de son mari. Personne, dans le monde de la haute finance, ne la connaissait. Dès qu'elle fut maîtresse de la petite fortune qui lui avait été léguée, elle se révéla sous son véritable jour : une femme aux idées débordantes, jamais satisfaite de son gain, prête aux plus ambitieuses conquêtes.

Non seulement Mme Suzuki développa d'une manière considérable sa sucrerie mais, peu après, elle y adjoignit une distillerie, puis une brasserie. Elle fonda une banque pour faciliter ses opérations de crédit. Tout l'intéressait, tout tentait son activité. Elle devint l'âme ou la commanditaire d'une société d'assurances, d'une compagnie d'affrètement, d'une flotte de commerce, d'ateliers métallurgiques, de minoteries, de plantations de cotonniers, d'une fabrique de celluloïd. En moins de dix ans, cette extraordinaire Japonaise s'était taillé une part de lion dans quelques-uns des groupes les plus importants et les plus réputés de son pays.

Pendant la guerre, elle se livra à des spéculations sur les riz et sur les denrées alimentaires qui multiplièrent son avoir. Elle fut, du reste, honnie du peuple. Les bureaux du consortium

Suzuki à Tokio furent, un jour, envahis par des manifestants en furie. Celle que la rumeur publique appelait « l'accapareuse », la « profiteuse », et qui était accusée d'avoir fait monter le prix de la nourriture des pauvres, dût quitter la capitale sous un déguisement.

Elle n'en continua pas moins, après ce fâcheux épisode, à poursuivre ses desseins financiers et à échaffauder de nouvelles combinaisons. Un moment, sa fortune fut évaluée à 35 millions de livres sterling. Mais les plus adroits manieurs d'argent ne peuvent indéfiniment maintenir de trop audacieuses positions à la Bourse. Au printemps dernier, la firme Suzuki était obligée de déposer son bilan, malgré l'aide de la Banque de Formose et de puissants établissements de crédit. Mme Suzuki reperdait ainsi une bonne partie de ses profits..., ce qui ne veut pas dire qu'elle ne prendra pas, et à brève échéance, d'éclatantes revanches. On ne sait jamais, avec un cerveau pareillement organisé !

Cette femme d'affaires n'a pas mené une existence luxueuse à l'apogée de sa richesse. Elle a conservé les habitudes d'une simple bourgeoise, vivant loin du faste dans sa petite maison, et n'utilisant son argent que pour des spéculations toujours plus osées. Elle n'a pris d'autres distractions que des parties de gô ou les plaisirs du cinéma. Tout son temps, elle l'a passionnément consacré à la finance.

Sans doute, le type Suzuki n'est pas un type banal dans la société japonaise. La carrière de cette « businesswoman » est exceptionnelle dans

sa grandeur et dans ses déboires. Mais, ce qui est maintenant commun dans l'Empire mikadonal, c'est l'apparition des femmes dans de nombreuses professions, industrielles, commerciales, libérales. Il y a un mouvement d'indépendance, un élan vers les entreprises originales, une poussée démocratique qui, peu à peu, amène les Nipponnes sur une scène infiniment plus étendue que par le passé.

Il convient, à ce propos, de réagir contre un préjugé qui les représente comme ayant été soumises à une servitude écrasante au cours des siècles précédents. Elles ont occupé une place très importante — quelquefois de tout premier plan — à diverses périodes de l'histoire. N'est-ce point la reine Jingô qui, au troisième siècle, s'empara de la Corée? Et douze autres souveraines ont contribué à l'expansion et à la gloire des Iles où le Soleil se lève. Dans la politique et la religion, elles ont marqué profondément leur influence. De même, en littérature. Plusieurs poétesses brillèrent d'un vif éclat au huitième siècle, — poétesses dont les œuvres principales ont été conservées dans l'Anthologie de Manyô. Il y eut encore des historiennes, des romancières, des essayistes qui illustrèrent des genres jusqu'alors à peine esquissés et qui répandirent la splendeur de leur esprit dans des œuvres devenues classiques. Les grandes intellectuelles comme Murasaki ou Sei Shôganon dominèrent la société vers l'An 1000. Durant la Renaissance, la loi de femmes, notamment la loi poétique de Tchiyo, se fit aussi très généreusement sentir.

Quant au théâtre populaire japonais, qui l'a fondé, sinon la célèbre religieuse O Kouni?

Par conséquent, il serait injuste de s'en tenir à une opinion simpliste et d'ignorer à quel point les Japonaises ont contribué à la civilisation de leur pays. Si elles ont subi certaines servitudes imposées par les lois bouddhiques et confucéennes, elles n'ont point été uniformément reléguées dans des occupations terre-à-terre ou dans un esclavage sans issue. Toutes les époques ne leur ont sans doute pas été favorables, mais les Japonaises ont toujours exercé, parfois sous un effacement plus apparent que réel, une influence prépondérante dans la famille.

Le retour aux pratiques du shintoïsme — en opposition avec les doctrines bouddhiques et avec la morale de Confucius si hostiles à la femme — a favorisé, depuis la Restauration, la renaissance morale et matérielle des Japonaises.

Aujourd'hui, elles parlent d'émancipation totale, et les plus téméraires d'entre elles aspirent même à diriger la nation. Sans donc nous attarder à des considérations historiques détaillées, examinons leur sort actuel et voyons où elles en sont.

Il n'y a qu'à regarder l'aspect extérieur des choses pour voir combien, depuis la guerre surtout, les Japonaises ont secoué la tutelle masculine et pris des habitudes occidentales ou américaines. Les clans attachés aux modes anciennes et à la vieille morale en sont estomaqués ! On trouve, dans les feuilles conservatrices, d'innombrables dissertations sur l'abandon des vertus

qui faisaient de la femme nipponne la femme d'intérieur par excellence : *Oku Sama*, Madame l'Intérieur. Tel était le titre de toute femme mariée. Beaucoup, paraît-il, ne méritent plus cette appellation. La vie moderne et l'actuel industrialisme ont d'autres exigences. Dans les grandes cités de l'Empire mikadonal, on aperçoit des conductrices de tramways (la compagnie électrique de Tokio en a engagé 300 qui portent l'uniforme réglementaire), des femmes chauffeurs de taxis (on en compte une vingtaine dans la capitale), et même quelques aviatrices, telle Mlle Shigeno Kibe, qui s'est déjà fait remarquer par ses prouesses aériennes.

Les sténographes et les dactylographes, les secrétaires, les employées de bureau, les demoiselles de magasin ont envahi une foule de postes. Infirmières, institutrices, téléphonistes au service du gouvernement ou des entreprises privées se sont multipliées. Des milliers et des milliers de femmes travaillent ainsi après avoir forcé l'entrée des nouvelles carrières.

Dans les usines, un million d'ouvrières gagnent leur existence — principalement dans les filatures et les tissages. Il y aurait beaucoup à dire sur la manière dont elles sont encore traitées en quelques endroits. Une surveillance très sévère s'impose si l'on veut éviter des scandales comme ceux qui se sont produits au printemps de 1927 à Okaya, siège de manufactures de soie réputées. La tyrannie exercée sur les travailleuses non seulement par les patrons,

mais par le personnel ouvrier masculin poussa au désespoir une quarantaine de jeunes filles qui se jetèrent dans le lac Suwa. Cette épidémie de suicides n'était point, hélas, la première du genre. Une société s'est formée à Tokio, sous les auspices de personnalités philanthropiques, pour combattre cette désespérance et pour prévenir les actes de destruction volontaire. Une femme de cœur, Mme Takeyo Takahama, s'est mise à la tête de cette croisade afin d'obtenir des adoucissements au sort des femmes qui sont employées dans les divers établissements industriels où sont enracinés trop d'abus.

Il y a de très durs métiers d'ordinaire réservés aux hommes dans les pays occidentaux, où l'on rencontre, au Japon, de nombreuses femmes. Ainsi, plus de cent mille ouvrières travaillent dans les mines. Mais c'est surtout dans l'agriculture qu'elles rendent des services. Six millions de paysannes se livrent au labeur des champs, à la culture du riz et du thé, à l'élevage du ver à soie, aux besognes du jardinage. Les « rurales » participent donc largement à la mise en valeur du sol national.

Il n'y a là aucune nouveauté, bien que ces rurales commencent par endroits — très timidement, certes — à comprendre la force de l'association et à adhérer aux syndicats. Ce sont principalement les intellectuelles qui mènent la bataille en faveur des idées réformatrices et pour la conquête de nouvelles positions. Sait-on qu'en plus des 30.000 infirmières et sages-femmes que compte le Japon, un millier de femmes exercent — d'après les renseignements fournis par le

Fujin Sekai (le Monde de la Femme) — la profession médicale, et que les femmes dentistes sont presque aussi nombreuses que les dentistes hommes?

Un auteur anglais d'une autre époque, Sir Rutherford Alcock, remarquait que le Japon pouvait ainsi se caractériser : « Les femmes ne portent pas de crinoline, les maisons ne renferment pas de punaises, le pays n'a pas d'avocats ». Cette dernière observation n'est plus du tout de saison. On plaide beaucoup de nos jours et, bientôt peut-être, aux avocats se joindront des « avocates » pour aider à la juste interprétation des lois. Les Japonaises réclament leur admission au barreau. On ne voit pas bien pour quelle raison plausible, après avoir accepté les doctresses en médecine, on n'accueillerait point aussi favorablement à Tokio et dans les principales cités les doctresses en droit?

Quant à l'égalité politique, — *Nannyo-dokenron* — et à l'octroi du suffrage, les temps ne sont pas encore mûrs. Voici quarante ans que les plus hardies Japonaises l'ont réclamé pour la première fois. Leur prétention fut alors repoussée avec dédain. Elle parut même tout à fait ridicule. Or, elle ne choque plus autant à présent que le pays s'est habitué à des expériences radicales. Les associations féministes, sans avoir encore un fort rayonnement, groupent des propagandistes ardentes. Une première impulsion fut donnée par Mme Haruko Hiratsuka qui fonda l'« Association des Femmes Nouvelles ». Puis se formèrent plusieurs autres groupements ayant à

peu près les mêmes desseins politique : l' « Association pour le suffrage des femmes japonaises » (qui se relie à l' « Association internationale pour le suffrage des femmes ») et la « Société alliée pour l'obtention du suffrage féminin », créée voici seulement deux ans par les soins de Mlle Fusae Ichikawa et de Mme Ochimi Kubushiro, deux spécialistes des questions sociales au Japon. Vers la même époque, Mme Chiyoko Muto institua, à Osaka, le « Club féminin de la Camaraderie », afin de populariser un programme d'émancipation féminine. Nous ne citons là que quelques sociétés égalitaires, mais il en fleurit bien d'autres.

Les tenaces partisans du vote ont réussi, en tous cas, à faire présenter trois projets à la Diète en 1925. L'un eut permis d'accorder le bulletin de vote aux femmes dans toutes les consultations politiques. Le second ne prévoyait que le vote municipal. Le dernier réclamait pour les femmes l'autorisation légale d'adhérer aux partis existants et, au besoin, d'en former de nouveaux.

Les deux premiers projets ont été purement et simplement rejetés. Le troisième a donné lieu à un examen plus sérieux et a suscité un amendement aux termes duquel il serait permis aux femmes d'assister aux réunions publiques masculines. Bien que cet amendement n'ait pas été adopté, il a provoqué une discussion où il a été, du moins, démontré que les parlementaires nippons commençaient à ménager les susceptibilités des féministes et à compter avec l'influence féminine dans la politique générale.

Chaque année, les suffragettes reviennent à la charge (1). Elles espèrent, par leur opiniâtreté, arriver progressivement à leurs fins. En vérité, il n'y a pas encore d'élan populaire en faveur d'une telle mesure. Les suffragettes ne font du prosélytisme que dans des cercles assez restreints. Ce qui a réellement du succès auprès des Japonaises, c'est le principe même de l'accession de la femme à toutes les manifestations extérieures de la vie publique.

Les femmes du grand empire asiatique se refusent désormais à l'effacement systématique, à l'abandon de leur personnalité, à toutes les timidités imposées par les antiques coutumes. Si le suffragisme est la forme aiguë de cet état d'âme et n'invite pas encore à d'imposantes manifestations, les revendications pour une réforme complète de l'éducation sont, en retour, adoptées avec enthousiasme dans tous les milieux féminins.

Quelle désinvolture ont pris les Japonaises en ces dix dernières années !... La coquetterie, l'amour du changement, des raisons d'hygiène et

(1) Un petit incident s'est produit dans la dernière semaine d'octobre 1927 qui montre le double aspect des aspirations japonaises. Une femme qui avait tenté de voter à la place de son mari lors du dernier scrutin pour les conseils généraux et qui en avait été empêchée, résolut d'en appeler directement à l'Empereur. Elle se posta près du palais et, au moment où passait l'automobile du souverain, elle essaya de lancer un papier contenant une requête en faveur du suffrage des femmes. Cette militante échoua dans son entreprise et fut aussitôt appréhendée par la police. Mais son geste symbolisait, d'une part, le désir d'une réforme plus vaste et plus hardie des mœurs politiques ; de l'autre, l'attachement à cette idée que l'Empereur domine toutes les situations et qu'il reste l'arbitre suprême de la nation.

de commodité les ont poussées à cette transformation. Elles aiment beaucoup plus que naguère s'habiller à l'européenne. Elles ont adopté de nouvelles modes de coiffures, — même la mode à la garçonne... Elles ont changé leur démarche et le rythme même de leurs gestes. L'enseignement athlétique y est pour beaucoup. On imagine difficilement à quel point le goût des sports s'est répandu dans la jeunesse.

Les magazines qui s'occupent de la femme — ce sont les plus prospères, les plus copieux, parfois les mieux rédigés — prêchent constamment en faveur de l'énergie corporelle et du développement de la personnalité féminine. Une double campagne pour le moral et pour le physique est menée par d'acharnées propagandistes, si bien que les jeunes filles qui se marient n'ont plus au même degré cette réserve condescendante à l'égard de l'homme, réserve qui faisait le charme de leurs grand'mères... Fait très remarquable dans la société japonaise, des milliers de femmes, au lieu de se créer un foyer, vivent seules. Elles louent, avec une ou plusieurs camarades, une chambre ou un petit appartement. Ainsi agissent les femmes du prolétariat ou les ouvrières des grands magasins qui subsistent grâce à leur travail, et qui préfèrent éviter la domination masculine. Quant à celles des classes aisées et riches, il est plus rare qu'elles prennent ce genre d'existence, mais, alors, elles imposent certaines conditions à leur futur époux et elles leur annoncent qu'à l'instar de leurs sœurs d'Occident et d'Amérique, elles sortiront

beaucoup afin de s'occuper des œuvres de bienfaisance, des réunions mondaines, voire des « thés dansants » qui les attirent.

Et voici qui est beaucoup plus pittoresque et beaucoup plus surprenant : jusqu'ici, les religieuses de la secte Jodo étaient vouées au célibat. Or, un vent d'émancipation a soufflé dans leur direction. Trois mille d'entre elles ont réclamé des droits égaux à ceux des religieux — qui ont la permission, d'après les règles de l'ordre, de se marier. Leur requête a été repoussée et les chefs de la grande secte bouddhiste ont essayé d'étouffer la voix des religieuses. Mais l'affaire a transpiré et les journaux japonais n'ont pas manqué d'en parler.

A tous les degrés de l'échelle sociale, dans tous les milieux, c'est la même frénésie d'indépendance qui fait crier au scandale par tous les critiques demeurés fidèles aux préceptes du passé et aux anciennes disciplines.

Le nouvel ordre des choses est si vite et si profondément entré dans les mœurs que chaque jour naît un club, une organisation féministe, un comité se proposant d'apporter des satisfactions supplémentaires à celles qui recherchent la libération. Quelquefois, ces groupements se dissocient presque immédiatement. Ils vivent, comme les roses, l'espace d'un matin... Néanmoins, toute cette fiévreuse agitation, cette recherche incessante de formules d'existence plus élastiques, n'est-elle pas symptomatique ? La curiosité féminine s'attaque à tous les sujets. Comment faire le tour des clubs littéraires et

philosophiques, des cénacles, des académies féminines où l'on est tant avide de savoir et dans lesquels on se propose tous les raffinements de la pensée? Le Japon a ses pures intellectuelles, ses « bas-bleu », ses « précieuses ».

Au printemps de 1924, on a vu, pour d'autres motifs, éclore une « Société des Travailleuses » (*Rodo Fujin Kwai*), ayant pour présidente Mlle H. Kobayashi — précédemment fondatrice du « Club Progressiste des Femmes ». Cette société a pour programme l'élévation du niveau social et moral de la femme. Ce qui la distingue, c'est la présence, au sein d'un même organisme, de femmes d'un rang social très différent. Des auteresses, des femmes de politiciens, des bourgeoises riches y coudoient des femmes de condition modeste. Il y règne un certain égalitarisme. La « Rodo Fujin Kwai » a négocié avec la municipalité de Tokio — et elle poursuit le même dessein dans d'autres villes — pour organiser des restaurants à bon marché, des nurseries, des garderies d'enfants, des agences de placement, des hôpitaux pour les femmes qui peinent et qui vivent de leur salaire. Ces buts sont également poursuivis par le « Parti des Femmes du Travail », qui est composé d'éléments moins divers, et qui a une couleur politique plus accentuée. Il existe également une « Ligue des Femmes d'Affaires », à Osaka, sous la conduite de Mlles Kiyoko Nagata et Masue Masuda, qui s'occupe de l'assistance mutuelle entre femmes et qui leur facilite l'entrée dans les différents emplois qu'elles souhaitent remplir.

Pour indiquer à quel point les Japonaises sont éclectiques dans leurs activités, il convient de signaler l'apparition à Tokio, au début de 1927, d'une « Société Patriotique de l'Épargne ». Le Comité exécutif comprend quatorze femmes éminentes de l'aristocratie, du monde des affaires et de l'enseignement. Leur plan? C'est de constituer, au moyen d'une épargne minime mais quotidienne, un fonds d'amortissement pour le remboursement de la dette étrangère au Japon :

— « Nous nous proposons, — a déclaré l'une d'elles, Mme Moriya — de prélever de façon régulière quelque chose sur notre superflu, afin d'éteindre la dette publique, du moins la dette étrangère qui s'accroît avec rapidité et qui menacerait bientôt la solidité économique de notre pays, si le peuple tout entier ne prenait à cœur d'aider le gouvernement. Le rôle des femmes est ici tout tracé, car il s'agit d'amener, par la persuasion, nos maris, nos frères, nos fils et nos compagnes à consentir un petit sacrifice pour le bien général. »

Les membres de la « Société Patriotique de l'Épargne » ont donc commencé une croisade pour que chaque adhérent ou adhérente à ce système mette de côté, par jour, un sen destiné à l'amélioration des finances publiques. Des conférencières se sont répandues dans tout le Japon pour expliquer qu'en vingt-quatre ans — si tout le monde faisait son devoir — la dette totale, qui dépasse 5 milliards de yen, serait abolie. En huit ou neuf ans, on pourrait avoir

raison de la dette extérieure, qui s'élève à un milliard et demi environ.

Un autre mouvement, plus vaste encore, et qui prend beaucoup de force parmi les Japonaises est le mouvement destiné à relier en une vaste fédération tous les clubs, les sociétés, les ligues s'occupant de l'éducation de la jeune fille et de la femme. Les bases de cette institution destinée à coordonner les efforts tentés jusqu'ici fragmentairement ou localement pour les progrès féminins ont été jetées à Tokio, au printemps dernier. C'est une pédagogue très connue, Mme Fusako Yamawaki, aidée d'autres techniciennes, qui a réalisé cette « unification ». La « *Dainihon Rengo Joshi Seinendan* » (« Fédération des Jeunes Femmes unies du Japon ») a l'ambition de présider à un ensemble de réformes pour l'enseignement professionnel et rural, pour l'éducation postscolaire, pour les arts ménagers, pour tout ce qui touche au développement de l'esprit comme au bien-être de la femme.

Il faut bien dire que ces problèmes passionnent un public considérable et qu'ils sont discutés à l'envi par les journaux de la capitale et ceux de la province. Il est impossible d'ouvrir une gazette sans voir imprimé dans un même numéro un ou plusieurs articles sur la nécessité d'élargir ou de restreindre le champ des expériences offert aux Japonaises. C'est ainsi que j'ai suivi une polémique relative à l'entrée des jeunes filles dans les Universités sur un pied d'égalité complète avec les jeunes gens. Il existe à Tokio deux Universités féminines (privées), où l'ensei-

gnement supérieur est poussé assez loin. Mais on ne reçoit, dans les autres universités — universités privées ou universités d'Etat — qu'un nombre limité de femmes, ou bien on ne leur permet d'obtenir que certains diplômes parce que, dit-on, il n'y a déjà pas assez de débouchés pour les hommes et qu'on ne saurait plus ensuite comment caser les candidates reçues aux examens. De là, les protestations véhémentes des intéressées. Elles réclament le régime de la porte ouverte — alors que les défenseurs des privilèges masculins s'efforcent de n'entre-bâiller cette porte que peu à peu... Les étudiantes se sont enrôlées dans une ligue spéciale pour obtenir plus vite satisfaction et elles en appellent à toutes les autres ligues pour les aider dans leur campagne.

L'agitation est non moins vive pour que soient multipliées les facilités d'instruction aux filles du peuple et pour que la *jogakusei* (l'écolière) puisse passer plus aisément de l'école primaire aux écoles secondaires, et, ensuite, à l'université. Enfin, que de controverses sur les programmes d'études de la *jogakusei*, les modernes soutenant qu'il faut rénover de fond en comble ces programmes, les anciens gémissant sur l'abandon désastreux des préceptes qui, pendant tant de siècles, assurèrent la force et la gloire du Japon !

Comment remonter le courant moderniste qui prend une ampleur quasiment irrésistible ? Même dans le choix des poupées, les petites filles montrent que la mode occidentale influence

leurs goûts. Si les vieux artisans fabriquent encore des jouets d'une délicate esthétique, ils sont bien obligés, pour satisfaire leur clientèle, de sacrifier à l'exotisme.

Où l'indignation des admirateurs du passé a été portée à son comble, c'est quand ont été introduites les danses yankees? Ils n'ont pas eu de paroles assez frémissantes pour qualifier l'impudeur des two-steeps, des shimmiés et des charleston, importés sur la Terre des Dieux. Ces farouches censeurs ont dénoncé l'adoption de telles danses, vu la « détérioration de l'esprit national » qu'elles causeraient. Ils ont blâmé l'atteinte portée à la solidarité traditionnelle de la famille par l'habitude du dancing. Ils ont demandé l'interdiction, sur tout le territoire nippon, des danses américaines et occidentales au nom de la saine morale. On ne leur en a, d'ailleurs, accordé que la réglementation et non point la suppression...

Naturellement, les adversaires des conservateurs outranciers ont répliqué que ces attaques étaient, en grande partie, hypocrites, en découvrant qu'elles n'avaient rien à faire avec la morale. Derrière le scandale que l'on voulait créer et les lois que l'on prétendait édicter se cachait, disaient-ils, la volonté de défendre les maisons de thé ou de tolérance, la corporation des *geisha*, les matrones et les tenanciers jaloux de la prospérité des établissements où résonnaient les jazz-band et où jeunes gens et jeunes filles s'entraînaient aux rythmes américains.

En admettant qu'il y ait eu quelques abus,

n'était-il point ridicule d'attribuer à la danse nouvelle un tel pouvoir de corruption et des effets aussi fâcheux pour la mentalité de toute la nation? Et l'un des critiques de l'esprit réactionnaire écrivait ces lignes dans le *Japan Advertiser* du 10 mai 1926 : « Comme cette attitude hostile est loin de la vénération — le mot n'est pas trop fort — dans laquelle on tenait la danse occidentale, voici seulement quelques décades ! A cette époque, les fonctionnaires du gouvernement, les pairs, les éducateurs du pays, grâce à la valse, au two-step et à la mazurka, s'évertuaient à démontrer au monde occidental que le Japon était bien une nation « civilisée » et qu'il n'y avait plus lieu de maintenir des traités unilatéraux puisque les Japonais savaient danser... Le Club des pairs fut même construit, en grande part, pour ce motif qu'on disposerait là d'un endroit où les Nippons et les étrangers auraient l'occasion de se rencontrer à la salle de danse et où les hôtes de l'extérieur auraient la faculté de se convaincre de leurs propres yeux des « progrès du Japon. »

Après ces remarques caustiques, l'auteur de ces lignes concluait qu'il est plus sage de vivre avec son temps et de ne point prendre au tragique des excès inévitables, une fois que l'on s'est lancé dans la voie des innovations. Il est évident qu'il est impossible d'arrêter net l'évolution d'une société après avoir permis aux influences étrangères d'y pénétrer. Dès l'instant que le Japon admettait l'introduction des idées, des livres, des vêtements, des parures, des parfums,

des modes, des arts, de la philosophie, des coutumes des autres peuples, comment les femmes japonaises n'auraient-elles pas été entraînées à réfléchir sur leur condition, à souhaiter des modifications de toutes sortes dans leur statut, à s'éprendre de mille nouveautés?

Ces changements ne se sont pas opérés sans luttes, sans exagérations, sans crises morales. Cependant, à tout prendre, ont-ils eu de mauvais effets? Ne nous montrons pas pessimistes. Les Japonaises demeurent parmi les femmes les plus exquisés du monde, et leurs ancestrales vertus ne sont pas toutes annihilées par l'occidentalisme. La liberté est un bien indiscutable. Il importe d'en user avec prudence et, malgré quelques fausses notes, les femmes de l'Empire du Soleil Levant s'en sont servi jusqu'ici adroitement. Elles ont modifié à leur avantage beaucoup de règles matrimoniales vraiment trop sévères — et aussi la législation du divorce — elles ont donné plus d'initiative aux jeunes filles ; elles ont assuré un peu plus de protection aux travailleuses de toutes catégories ; elles ont obtenu une réforme importante du régime de la prostitution. Comment les en blâmer? Le mot civilisation est un mot mouvant que l'on ne saurait appliquer à une période absolument déterminée de l'ère contemporaine. Depuis la Restauration, les Japonaises l'ont interprété à leur convenance. Les femmes d'aujourd'hui ne sont point inférieures à celles de l'Ere de Meiji, parce qu'elles s'adaptent aux circonstances et parce qu'elles tâchent de vivre plus pleinement en s'empa-

rant des exemples européens pour obtenir plus de bonheur ou d'indépendance et en participant plus directement à la gestion des affaires de leur patrie. Ce qu'elles peuvent perdre en grâce et en humilité, elles le rattrapent en intelligence. Et ceci compense cela.

Leur soif de perfectionnement n'est, d'ailleurs, pas apaisée. Nous les observerons encore dans les batailles futures qu'elles livreront pour accroître les avantages déjà acquis. Elles sont sûres, dès maintenant, de marquer fortement de leur empreinte l'Ere de Showa et d'arriver à un épanouissement plus conforme à l'idéal moderne tout en retenant du passé les leçons impérissables.

V

LE MODERNISME INTELLECTUEL, RELIGIEUX ET SPORTIF

Le Japon tout entier est enflammé du désir de savoir. Il y a très peu d'illettrés. Le respect de l'intelligence se retrouve dans toutes les classes de la société. Une longue tradition a aiguisé chez ce peuple artiste et sensible une intense curiosité intellectuelle. C'est pourquoi ses dirigeants sont obligés de lui donner satisfaction dans la mesure du possible — c'est-à-dire dans la mesure où le permet l'équilibre du budget — et de multiplier les écoles à tous les degrés. Chaque année, c'est un concert de récriminations parce que les crédits destinés à l'instruction publique ne paraissent jamais suffisants. D'autre part, les âpres discussions auxquelles donnent lieu les programmes d'enseignement dénotent l'intérêt que chacun porte aux questions de pédagogie nationale.

Le rescrit impérial de 1872, après la Restauration, s'était fortement inspiré de l'exemple français en matière d'éducation. Une profonde réforme fut entreprise, en 1916, pour moder-

niser toutes les institutions universitaires. On vit actuellement sur cette réforme, complétée par les lois de 1919 qui l'ont encore élargie et assouplie aux nécessités de l'existence d'après-guerre. L'école primaire est fréquentée par 98 % des garçons et par 99 % des filles qui, légalement, doivent y être inscrits. C'est assez dire que les déserteurs sont rares... On compte 25.000 de ces écoles au Japon, avec une dizaine de millions d'enfants comme élèves. Dans les écoles moyennes, on en trouve 230.000. Sur ce chiffre, environ cent mille sont admis à passer dans les écoles secondaires, correspondant à nos lycées et collèges. De là, ils sont dirigés, après de sévères épreuves, sur les instituts techniques, les grandes écoles, les universités qui reçoivent une trentaine de mille des meilleurs sujets. Plus on approche de l'enseignement supérieur, plus la sélection est rigoureuse. Dans les établissements d'enseignement secondaire, les élèves demeurent pendant sept ans pour préparer les examens de sortie ou pour atteindre l'enseignement supérieur.

Cinq universités impériales accueillent les étudiants reconnus les plus instruits : les Universités de Tokio et de Kyoto, celle de Tohoku à Sendai, l'Université de Kyu-Shu à Fukuoka, l'Université de Sapporo dans le Hokkaïdo. Ces universités, comme les nôtres, possèdent des chaires spéciales ou bien sont réputées pour tel enseignement particulier, adapté aux besoins de la province où elles sont situées. Dix-neuf universités libres, organisées sur le modèle des Universités d'Etat, sont autorisées à décerner

des diplômes, tout aussi recherchés que ceux des universités précitées. Les plus célèbres sont l'Université de Waseda (fondée par le Comte Okuma) où les sciences sociales tiennent une large place ; le Keio Gijiku, dont le fondateur fut le célèbre Fukuzawa ; le Meiji Gaku-in ; l'université de Ryukoku et Otani à Kyoto pour les études bouddhiques ; celle de Kansai, à Osaka, pour le droit commercial... Il est impossible de consacrer à chacune d'elles une description complète.

En 1926, a été ouverte l'Université Impériale de Séoul, afin d'attirer les étudiants coréens. Deux écoles, l'une pour le droit et les lettres, l'autre pour la médecine, ainsi qu'un collège d'ingénieurs ont été créés à Port-Arthur. L'année précédente, c'est l'Université de Médecine de Moukden qui avait été inaugurée.

Le Japon, en ces derniers temps, s'est beaucoup préoccupé de l'enseignement technique et professionnel. Il apporte tous ses soins à la formation de jeunes équipes compétentes. Déjà vingt écoles gouvernementales de ce genre ont été ouvertes dans les principaux centres de l'Empire : écoles de commerce, de chimie et de pharmacie, d'électricité, d'agriculture, de sériciculture, d'horticulture ; écoles forestières, écoles de pêcheries, etc... Comment dénombrer encore les instituts officiels ou privés pour la musique, les Beaux-Arts anciens et modernes, les langues étrangères, les sciences appliquées ? Comment vous entraîner dans une visite détaillée des écoles normales pour instituteurs et institutrices, des écoles militaires et navales ? Impossible de nous

arrêter à toutes les institutions libres qui traduisent l'ardent désir de rayonnement spirituel qu'ont les jeunes Japonais. Mentionnons seulement en passant, une école de journalisme, la « *Nihon Shimbun Gakuin* », qui a commencé ses cours au printemps 1927 sous la présidence de M. Shizuo Nagao.

Il n'est guère de branche dans l'enseignement qui ne soit représentée dans la capitale ou dans les principales villes de l'Empire. Les savants professeurs, les chercheurs, les hommes d'avant-garde ne feront jamais défaut au Japon. A peine apprennent-ils qu'en Europe ou en Amérique de nouvelles découvertes ont eu lieu ou que de nouvelles expériences pédagogiques sont tentées, qu'ils envoient des missions, se renseignent, se documentent, et tâchent, à leur tour, d'en tirer profit, sans préjudice des initiatives qu'ils peuvent prendre pour leur propre compte.

J'ai entendu un critique soutenir cette thèse que l'école primaire au Japon était trop traditionaliste, qu'elle ne sacrifiait pas assez à l'esprit du jour, tandis que le haut enseignement était au contraire trop révolutionnaire. De là, un déséquilibre entre la jeunesse qui, ne poursuivant pas d'études secondaires et supérieures, demeure imbue des idées du passé, et la jeunesse admise dans les universités qui dépasse trop vite les leçons ancestrales et qui court vers les nouveautés occidentales pour se parer d'un modernisme excessif.

Je ne saurais mesurer exactement la valeur de cette remarque. Un fait certain est que les étu-

dians japonais ont un goût très vif de tout ce qui est étranger. Ils sont extraordinairement attirés par les doctrines exotiques et par toutes les modes du dehors. Ils se grisent avec facilité de tous les alcools intellectuels. Il faut bien que jeunesse se passe ! Dès qu'ils goûtent à la liberté, ils rêvent de toutes les émancipations, et, parfois, ils ne choisissent pas très sûrement leurs modèles. En d'autres occasions, ils digèrent mal ce qu'ils ont appris pêle-mêle, et ils aboutissent à de criantes contradictions. Mais ce bel enthousiasme est-il spécial aux Japonais ? Ce qui fait paraître le leur plus violent et plus pittoresque, c'est qu'il est le symbole des enchevêtrements d'une double civilisation.

L'époque actuelle est une époque de pleine transformation. Comment ces jeunes gens ne donneraient-ils point des inquiétudes à leurs maîtres ? Certains d'entre eux vont souvent d'un seul élan aux idées les plus avancées. Ils prennent fait et cause pour les théoriciens qui leur versent des rêves utopiques.

Il semble, néanmoins, que l'élite de la jeunesse japonaise, prise dans son ensemble, soit tantôt plus idéaliste, tantôt plus réaliste que les générations précédentes. Elle n'a pas le même respect de l'ordre établi, elle est plus jalouse de son indépendance, elle pousse plus loin ses espoirs, mais elle s'arme mieux pour les luttes de la vie, car elle traverse une période de l'histoire où s'impose plus que jamais, aussi, la nécessité de profiter de toutes les inventions morales et matérielles pour réussir. Elle est

empreinte de pragmatisme et de radicalisme, au sens français du mot. Elle est sportive, mais elle n'aime pas le militarisme. Elle a le sentiment de la coopération, et elle affirme des goûts sociaux, mais elle ne se soumet qu'avec peine à la discipline de la caserne. Lorsqu'a été établi, en 1925, le projet d'entraînement militaire obligatoire pour les jeunes gens des écoles secondaires et des universités, destinés à devenir des officiers de réserve, il s'est élevé dans leurs rangs de nombreuses protestations. L'application de ce régime, malgré le bénéfice d'une réduction du temps sous les drapeaux, a suscité maintes difficultés. Les autorités du pays se montrèrent fort embarrassées, à un moment donné, en raison de l'opposition d'une notable partie de la jeunesse à ces lois militaires. A l'université de Waseda, les étudiants conspuèrent les professeurs qui s'évertuaient à leur expliquer, au cours d'une conférence, le mécanisme et les avantages du système. Ils déclarèrent, à leur tour, que l'on voulait caporaliser le Japon, et qu'ils s'y refusaient.

Ces incidents — et bien d'autres — démontrent que la jeunesse universitaire entend tout discuter, et que, dès l'instant qu'on lui fait une proposition, elle la passe au crible de son esprit critique, ou laisse aisément parler ses passions sur le thème offert à son imagination. Il lui arrive encore de déclencher des grèves et même d'aller aux projets extrémistes. Des jeunes gens de bonne famille ne se sont-ils pas enrôlés sous la bannière de Moscou ? Un procès récent, — qui a fait beaucoup de bruit — a amené sur les

bancs des accusés trente-huit étudiants de l'Université de Kyoto, fondateurs d'un club révolutionnaire et propagandistes d'une doctrine contraire à la sûreté de l'Etat. Parmi eux se trouvait le jeune baron Eiichi Ishida, qui fut inculpé de crime de lèse-majesté.

Comment n'y aurait-il pas de semblables entraînements quand on connaît la fièvre de lecture qui s'empare des étudiants et la fougue qu'ils apportent dans leurs recherches dès qu'il leur est permis de se lancer dans le vaste champ des connaissances humaines ? M. Hiroshi Kikuchi nous a donné, à cet égard, un aperçu instructif dans le *Chuokoron* (La Revue Centrale) sur le mouvement intellectuel de son pays et sur les influences étrangères au Japon.

« Le Japon, nous dit-il, depuis l'Ere de Taisho, a positivement dévoré les œuvres de l'esprit qui ont été importées chez lui. C'est un grand creuset littéraire, de même que les Etats-Unis sont un vaste laboratoire où fusionnent les races. C'est peut-être la seule nation au monde qui ait réussi à digérer à la fois la littérature russe, les littératures scandinaves et anglo-saxonnes, la littérature française. Il n'existe pas d'endroit sur la terre où des hordes (*sic*) de jeunes gens sont pareillement épris de littérature. D'après Gordon Craig, le Japon arrive le second, sur huit grandes nations, pour les traductions et les adaptations de livres étrangers. Je serais surpris qu'il n'occupât pas la première ou la deuxième place pour la rapidité avec laquelle il traduit les œuvres nouvelles. Ces traductions ont même souvent été

opérées sans l'autorisation des écrivains étrangers, ce qui a donné lieu à des procès au sujet des droits d'auteur. Bien que je n'aie pas de statistiques précises, je peux avancer que notre zèle ne craint pas un zèle rival dans cet ordre de l'activité intellectuelle. »

Le théâtre, comme la littérature, a forcément aidé à la diffusion des idées nouvelles et a beaucoup emprunté à l'Occident. Un groupe de novateurs, pour réagir contre l'inspiration et la forme des vieux drames, a fondé — en opposition au *Kabouki* — une association qui, depuis 1924, donne des pièces modernes et ultra-modernes : ce sont les membres du Petit Théâtre Tsukiji et leurs émules. Ils repoussent toute scène conventionnelle, tout ce qui ne se rapporte pas à l'âge présent, tout ce qui n'est pas une interprétation fidèle à la vie. Ils ont fort à faire, car le *Kabouki*, ou théâtre populaire, conserve une immense quantité de fidèles. D'ailleurs, plusieurs écoles se disputent au sein même du *Kabouki*, — écoles d'auteurs et d'acteurs — qui prétendent, chacune à sa manière, renouveler le genre.

Sans entrer dans ces querelles, assez assimilables à celles des Anciens et de Modernes, disons que le Tsukiji a offert, cette année, aux Japonais épris de modernisme — outre une interprétation du *Marchand de Venise* — le *Jeu de l'Amour et de la Mort*, de Romain Rolland, *la Mort de Tintagile*, de Maeterlinck, et aussi *Les Aveugles*, la *Jeanne d'Arc* de Bernard Shaw; enfin, une pièce japonaise, *Enno Gyoja*, écrite par l'un des premiers animateurs du théâtre nouveau, le pro-

fesseur Tsubouchi. C'est ce dramaturge qui, voici vingt ans déjà, fonda, avec Sawada Shojiro, un de ses élèves devenu acteur, le *Bungei Kyokai*, une sorte de théâtre libre où il travailla à la manière d'Antoine. Notre intention n'est pas d'approfondir cette question du théâtre japonais qui excite l'intérêt de tant de gens, qui met aux prises tant d'écrivains, de critiques ou d'amateurs. Elle est simplement de signaler la renaissance dramatique esquissée par les écoles les plus osées.

Pour le cinéma, ç'a été un véritable engouement. Le premier film fut introduit au Japon en 1896 par le président de la Chambre de Commerce d'Osaka, M. K. Inabata. Aujourd'hui, cinq grandes compagnies cinématographiques produisent des films originaux. Les cinéastes nippons exercent à l'envi leur verve ou leur imagination. Ils ont, pour interpréter leur scénarii, des artistes de grande classe et d'une rare virtuosité. Le Japon, pays des nobles attitudes et qui a un humour très particulier, devait naturellement fournir à l'écran des productions d'une haute tenue ou d'un comique spécial. Là aussi on retrouve des écoles qui tiennent, les unes pour les tragédies à sabre, les autres pour les histoires d'amour d'un romantisme plus actuel. C'est ainsi que l'on peut applaudir tour à tour, si l'on assiste à une représentation cinématographique, un farouche drame de samuraï, les élans passionnés d'une Dame aux Camélias nipponne, et les facéties d'un Charlot japonais exécutant mille tours impayables.

Les sociétés cinématographiques présentent de nombreux films étrangers : américains, français, allemands, italiens. Parmi ceux qui ont été importés de chez nous, il y a *Les Misérables*, *Salambo*, *Les Marchands de Plaisir*, *Le Miracle des Loups*. D'après les statistiques officielles, 60.000 cinémas distribuent des émotions variées aux Japonais. A Tokio on prétend que plus de la moitié de la population passe chaque semaine par les salles où sont déroulés les films à la mode.

C'est grâce à la presse encore que l'esprit moderne se répand et exalte les jeunes énergies. Les journaux japonais et les périodiques qui sont imprimés au Pays du Soleil Levant dépassent le chiffre de 3.500 et il pousse des feuilles encrées en toute saison. La presse de la capitale et celle d'Osaka sont particulièrement puissantes. Elles sont dotées de la plupart des perfectionnements européens ou américains au point de vue matériel. Nos confrères nippons sont alertes, mordants, spirituels. Ils publient aussi des caricatures excellentes. Ils sont redoutés plus qu'ils ne sont aimés. Aussi bien, ils partagent ce destin avec les journalistes des autres pays. Il est inutile d'expliquer que l'extention du suffrage universel provoque en ce moment même une extension de la presse, surtout de la presse locale, et que la politique, en se généralisant, offre aux Japonais des occasions multiples d'exercer leurs talents de polémistes.

Une demi-douzaine de journaux de langue anglaise paraissent au Japon : le *Japan Advertiser* et le *Japan Mail* à Tokio, le *Japan Chronicle*

et le *Kobe Herald* à Kobé, la *Japan Gazette* à Yokohama. Ces journaux jouent un rôle d'intermédiaire très utile entre l'Extrême-Orient et l'Occident. Il est seulement regrettable que la France n'ait pas un organe du même genre pour aider à son rayonnement et pour mieux exposer ses desseins dans le monde asiatique.

Six agences principales d'information aident à la diffusion des nouvelles générales et tiennent le public japonais au courant des grands événements internationaux.

Mais ce qui provoque un enthousiasme presque aussi vif que le cinéma au Japon, c'est la T.S.F. On installe partout des postes. Depuis 1926, les sans-filistes, constitués en association générale, voient leurs rangs s'accroître dans des proportions inouïes. Les postes commandés par Tokio ont déjà 264.000 abonnés ; ceux d'Osaka, 90.000 ; ceux de Nagoya, 51.000 ; de Dairen, 30.000. Trois quotidiens sont consacrés à la radiotélégraphie et à la radiotéléphonie, et une dizaine de revues sont également spécialisées dans les études de T.S.F. Les autorités japonaises favorisent de tout leur pouvoir la multiplication et le renforcement des postes. Bientôt, les sans-filistes de l'Empire prendront une part extrêmement active à toutes les conversations mondiales qui s'échangent dans l'éther. Entre un air de jazz, une proclamation bolchéviste, un chant hindou et un tam-tam africain, nous entendrons à Paris de gracieuses chansons de geishas et les musiques des restaurants à la mode de Tokio !

Dans les sports, les Japonais ont tenu à mon-

trer qu'ils ne redoutaient pas d'entrer en compétition avec les Occidentaux. Ils apparaissent régulièrement aux Jeux Olympiques. Sans délaissé pour cela les anciens exercices athlétiques, ils s'adonnent de préférence au tennis, au baseball, au golf, au rugby, et même au ski. L'un des plus ardents promoteurs des sports modernes est le prince Chichibu, qui est lui-même un alpiniste fervent. Les Japonais se sont classés parmi les meilleurs nageurs et les meilleurs coureurs à pied du monde. Aux Jeux Olympiques de Gothebourg, en 1926, une Japonaise, Mlle Kinue Hitomi, a remporté, pour sa part, de beaux succès dans les diverses épreuves féminines internationales. Aussi bien, pour renforcer cet esprit athlétique, des Jeux Olympiques d'Extrême-Orient ont été créés sur le modèle de ceux d'Occident.

Les journaux accordent une place prépondérante à toutes ces manifestations sportives qui passionnent la jeunesse. Depuis une quinzaine d'années, c'est un mouvement irrésistible qui transforme à la fois les muscles et l'état d'esprit des Japonais du vingtième siècle. Chaque année, une semaine, dite *Semaine de l'Empereur Meiji*, est réservée aux 118 championnats nationaux. Elle se termine dans le Stade Meiji, l'un des plus beaux du monde, le 3 novembre, anniversaire du premier des souverains modernes. On ne compte pas moins de 6.000 participants à ces épreuves, et dans les défilés d'ensemble où paraissent les associations sportives, il convient d'ajouter encore 25.000 personnes. C'est la fête athlétique la plus brillante de l'année.

Ne s'élève-t-il pas de protestations contre ces mœurs nouvelles, contre l'occidentalisme envahisseur, contre le matérialisme de l'époque ? Oui. Car au Japon, comme en d'autres pays, il y a des gens qui, sans cesse, regrettent le passé et se lamentent sur la corruption de leur temps ! Des réactions nationalistes s'opèrent contre l'esprit nouveau. Des ligues ont été fondées qui, sans être opposées à tout progrès, luttent pour sauvegarder le patrimoine moral du vieux Japon. Telle est l'*Association pour la Culture Orientale* qui compte maintenant cinq ans d'existence. Elle a été créée en 1923 avec le concours de parlementaires, d'universitaires et de lettrés. Son but est de maintenir les règles de pureté et de simplicité shintoïstes et de puiser aux sources de la morale confucéenne des inspirations conformes aux traditions nationales. Il faut bien dire que dans les années qui suivirent la guerre on assista, dans certains milieux, à une sorte de réveil en faveur des idées asiatiques : « Eh ! quoi — disaient les partisans de ce retour à l'orientalisme intégral — les événements qui se sont déroulés en Europe, les atrocités qu'on nous a révélées durant les hostilités, les batailles d'intérêts qui ont été livrées pendant les négociations de paix, les égoïsmes partout triomphants, tout cela ne prouve-t-il pas que l'Extrême-Orient est spirituellement supérieur aux autres nations du monde ? Pourquoi accepterions-nous des leçons, alors que nous sommes capables de nous diriger nous-mêmes et du moment que nos vieilles croyances nous offrent le moyen de rester plus

généreux que les autres peuples? Nous avons une civilisation qui surpasse celles de l'Occident et de l'Amérique. Ne nous laissons ni intimider, ni gouverner par des nations qui ne sont pas qualifiées pour une telle mission. »

Ainsi raisonnaient ceux qui entendaient résister aux influences du dehors et qui s'imaginaient que l'on pourrait barrer la route aux idées, aux curiosités, aux aspirations d'un autre ordre.

En réalité, le libéralisme n'a pas cessé de progresser au Japon et le gouvernement en est même arrivé à étudier un projet de loi sur la liberté religieuse, qui a fait couler quantité d'encre de Chine. Bien que la Constitution admette, en principe, la liberté des cultes, en fait, les religions étrangères sont simplement tolérées. Elles sont exercées sans que les groupements ou les associations qui les propagent aient une personnalité juridique ou des droits de propriété. Or, le Bureau des Cultes désirerait donner à toutes les dénominations chrétiennes (qui réunissent 100.000 fidèles) une existence légale. Il voudrait, surtout, réglementer les sectes bouddhiques et les soumettre à un statut moins vague que celui qui est en vigueur. De là, des protestations et du côté des sectes bouddhiques et du côté des religieux et pasteurs étrangers qui craignent que l'Etat ne s'immisce trop avant dans l'administration intérieure des sociétés, ne pèse sur leur direction et ne s'ingère dans l'exercice des cultes.

Le shintoïsme, qui est, avant tout, un culte national, une religion ancestrale, une éthique

basée sur la mythologie impériale, ne redoute pas ce genre de contrôle. Mais les sectes bouddhiques sont fort jalouses de leur indépendance. Il en existe six principales : les sectes de Tendai, Shingon, Nichiren, Zen, Jodo et Shin. Elles ont donné naissance à bien d'autres sectes secondaires ou dissidentes. On peut dire pourtant que ces six sectes essentielles continuent à recruter de nombreux adeptes. Au moment de la Restauration, elles durent restituer un certain nombre de temples shintoïstes qu'elles avaient accaparés, ou bien laisser célébrer dans leurs temples le culte des « Kami » alternant avec leurs propres cérémonies.

Si le bouddhisme a, de la sorte, été obligé de faire la part des choses et de s'assouplir à des règles nouvelles, s'il a perdu de la splendeur qu'il possédait aux xv^e et xvi^e siècles, il conserve encore une puissance qu'il serait vain de nier. Plus de la moitié de la population japonaise, qui est fort éclectique dans sa religiosité, fréquente les temples bouddhistes qui sont au nombre de 72.000 environ. Les monastères, les établissements d'enseignement, les sanctuaires bouddhistes détiennent de vastes richesses. Kyoto demeure la capitale d'études relatives, non seulement au pur bouddhisme, mais à toutes les croyances orientales. Les bonzes ne sont pas tous, comme on le croit trop souvent en Occident des personnages purement contemplatifs figés dans un rêve immobile. Ce sont, au contraire, des gens d'affaires remarquables qui s'ingénient, eux aussi, à s'adapter à leur temps, à préparer les

voies de l'éternelle sérénité en s'installant avec un confort parfait sur cette terre.

Une institution comme le Hompa-Hongwanji, par exemple, qui répand les doctrines de la secte Ghisa et dont le siège central est à Kyoto, possède à elle seule 9.813 temples et 489 salles de catéchisation et de réunion. Plus de 11.000 prêtres commandés par le grand abbé Kosho Otani se chargent de l'exercice du culte et de la propagande qui est menée à l'américaine (1).

Le Hompa-Hongwanji ne se contente pas, du reste, de s'étendre sur les îles du Soleil Levant. Il envoie des missionnaires aux Etats-Unis et aux îles Hawaï. Il dispose là de 75 temples où se regroupent surtout les immigrants asiatiques. En Chine, il a installé aussi 28 temples et il a attiré 40.000 disciples. Pour le recrutement des fidèles, il organise volontiers des conférences avec projections cinématographiques et il utilise la presse avec beaucoup d'adresse.

Le bouddhisme japonais, qui vise à devenir la religion de l'Extrême-Orient et qui a même des ambitions internationales, est naturellement hostile au catholicisme. Il est assez intelligent pour tolérer à côté de lui les religions basées sur le christianisme, mais dès qu'elles dépassent un

(1) Le prédécesseur de l'abbé actuel, le comte Otani Kozui — fait unique dans les annales de la secte — démissionna de ses hautes fonctions pour s'occuper d'affaires financières et industrielles. Il s'est promené à travers le monde et il a passé l'été de 1926 à Paris où il s'est livré à des enquêtes serrées sur notre civilisation et sur notre économie nationale. Ce personnage très curieux a fondé des comptoirs en Turquie, à Java et en Chine.

certain degré de prospérité, il s'insurge. C'est ainsi que la secte Jodo a mené une très vigoureuse campagne, en 1923, lorsqu'il fut question d'envoyer une ambassade au Vatican. Les autres sectes prirent aussi parti contre ce projet. Des personnalités importantes comme le prince Saionji, le vicomte Kuroda, le baron Ijouin soutenaient la thèse de la présence, exactement comme M. de Monzie chez nous. Le Japon, disaient-ils, doit être représenté auprès de toutes les forces temporelles ou spirituelles du monde. Toutefois, les 140.000 yens demandés pour l'établissement de l'ambassade auprès du pape furent refusés, la majorité des députés redoutant des représailles électorales de la part des bonzes et de leurs fidèles.

La question n'est pas close. Elle sera certainement reprise (1). M. Matsuoka a fait paraître récemment dans la revue diplomatique le *Gwaiko Jiho*, un article où il exprime l'espoir que le Japon sera un jour représenté au Vatican. Mais l'opposition soutient que Rome a toujours trop de tendances à s'ingérer dans la politique des pays étrangers, qu'un ambassadeur du Pape à Tokio ne manquerait pas de suivre cette règle et d'apporter du trouble dans les affaires japonaises.

Ces polémiques éclairent la psychologie japo-

(1) Le Vatican poursuit son œuvre de rapprochement avec le Japon. Le 30 octobre 1927, Pie XI a consacré de ses propres mains, dans la basilique de Saint-Pierre, le premier évêque indigène, Mgr Hayasaka. C'est un geste d'une portée politique indiscutable, geste destiné à encourager les partisans de l'expansion catholique en Extrême-Orient.

naise. Comme il est loin le temps où les chrétiens étaient persécutés ! Il ne s'agit plus, désormais, que de savoir s'ils obtiendront ou non un ambassadeur auprès du Saint-Siège. L'esprit de tolérance a donc fait d'immenses progrès. Les Japonais en sont arrivés à une philosophie débonnaire en matière religieuse. Une fois de plus, c'est le modernisme qui les a portés à cette bienveillance, — un modernisme qui, à tout prendre, leur fait beaucoup plus de bien que de mal, malgré les sombres pronostics des esprits chagrins.

VI

CATACLYSMES ET RECONSTRUCTION

Une légende populaire prétend que la déesse Amaterasu O mi Kami a emprisonné, sous la terre du Japon, un monstre gigantesque — poisson ou dragon, on n'est pas bien fixé — qui frissonne dès que la déesse soulève le bras. Il suffit d'un geste pour que le monstre soit calmé... Mais, quand il s'agite, que de désastres ! Toute la terre est ébranlée, la panique règne chez les humains, la fureur des éléments accumule les ruines... En vérité, cette légende exprime bien la douleur des impitoyables surprises que subissent les Japonais, la tyrannie à laquelle ils sont livrés et qui fait d'eux les jouets de forces naturelles à l'indomptable fantaisie, la multiplicité des chocs qu'ils reçoivent et des alarmes qui les troublent. Il n'y a qu'un monstre, obéissant aux secrets desseins de la divinité, pour déchaîner de pareils cataclysmes.

Aussi bien, les habitants de l'archipel — qu'ils croient, dans la simplicité de leur âme, à la vieille légende, où qu'ils aient une conception plus scientifique de ces bouleversements — vivent tous sur un perpétuel qui-vive. Un dicton

groupe les quatre sujets principaux de leurs craintes : « Tremblement de terre, incendie, tonnerre et pouvoir paternel : voilà des choses également redoutables ! » Ils ont raison de commencer par le tremblement de terre, car c'est ce qui les effraie le plus et ce qui leur cause le plus de dommages.

Pour le seul Japon — sans parler de Formose — on a enregistré plus de 30.000 secousses caractérisées entre 1885 et 1905, soit, en moyenne, près de 1.500 par année, ou quatre par jour. Dans cette statistique ne sont pas comptées les oscillations que, seule, révèle l'aiguille du sismographe... D'après les chroniques nipponnes couvrant une période historique de 1.400 ans, on a signalé environ 230 tremblements de terre d'une gravité plus ou moins accentuée. Dans les temps modernes, c'est la catastrophe de 1703, où vingt mille maisons sont anéanties et où cinq mille personnes trouvent la mort ; le séisme de décembre 1854 qui, en ravageant la région du Tokaïdo, éprouve sévèrement Yedo (qui devait, plus tard, devenir Tokio) avec soixante mille maisons par terre et, aussi, de nombreuses victimes ; celui de novembre 1855 qui cause des dégâts matériels identiques et encore plus de pertes humaines. Plus près de nous, en octobre 1891, voici deux cent vingt-trois mille demeures balayées par la tempête ou incendiées, 28.000 morts, 17.200 blessés dans Mino et Owari. Rappelons les tremblements de terre de 1905, 1906, 1914, les séismes de novembre 1916, qui détruisirent la partie septentrionale de l'île Awaji, ceux

de décembre 1922 qui ébranlèrent le territoire de Shimabara, dans le Kyu-Shu, et où périrent tant de gens...

Mais le souvenir le plus terrible se rapporte certainement à la catastrophe qui se produisit le 1^{er} septembre 1923 (deux-cent-dixième jour du calendrier chinois) date qui coïncide généralement avec le passage des grands typhons. Ce jour-là, le monstre souterrain entra dans une si formidable colère que rien jusqu'alors n'avait pu donner une idée suffisante de son génie destructif. Yokohama, le Liverpool de l'Empire du Soleil Levant, et Tokio, la capitale, parurent un moment menacés de complète annihilation. Ce fut, pour les témoins, une vision dantesque que celle des blessures causées par les soulèvements du sol, du panorama des incendies, des scènes de torture, des gigantesques entreprises de démolition par l'eau, le vent, le feu, que l'observation de la fureur combinée des éléments contre les deux grandes cités. Des quartiers entiers furent ainsi dévorés par la flamme ; des grappes énormes de population furent consumées dans la fournaise, d'autres groupes d'habitants furent noyés en série. Impossible d'échapper !

Partout les incendies se multipliaient, les édifices s'écroulaient, les quartiers attaqués par toutes les forces irrités s'effondraient. Partout, des odeurs de mort, des puanteurs infernales, des émanations intolérables : des ruines fumantes s'entassaient, des hommes, des paysages, des choses disparaissaient en de courts et effroyables spasmes. Après chaque choc important, c'était

une apothéose de fulgurances, une transformation de la ville en champ de bataille où tout était meurtri, déchiré, tordu, confondu comme par l'effet d'une artillerie géante !

Notre ambassadeur, M. Paul Claudel, a écrit ses impressions sur ces tragiques journées et il a dit « cette chose d'une horreur sans nom de voir, autour de soi, la grande terre bouger comme emplie tout à coup d'une vie monstrueuse et autonome... C'est comme si l'on voyait une personne sur qui l'on a toujours compté qui, tout à coup, travaille pour son propre compte et s'abandonne — sans égards pour nous — aux convulsions du délire et de l'agonie ».

Notre représentant au Japon nous a, également, tracé ce tableau de Yokohama en pleine détresse : « Cela commence par des espèces de chaînes de montagnes incandescentes qui sont les parcs de charbons incendiés, et cela a pour fond un demi-cercle de collines d'une braise presque uniforme historiée çà et là de flammes plus claires. Dans l'intervalle, sur une étendue de je ne sais combien de kilomètres carrés, tout brûle ! Une vapeur ardente flotte sur cette cuve qu'attisent encore, par bouffées véhémentes, les derniers souffles du typhon qui expire. De temps en temps, une détonation, une flamme immense qui monte au ciel : c'est un gazomètre qui saute, un dépôt de produits chimiques qui vient d'être touché. Et tout le temps, ce brasillement ininterrompu, pareil à l'innombrable conversation d'une foule, ce bruit de feu que nous connaissons tous quand nous allumons dans notre che-

minée un tas de bûches et de fagots secs, l'innombrable travail du feu appliqué avec une allégresse et une énergie épouvantables à son œuvre dévorante. Rien ne lui échappera cette nuit... »

A ce spectacle poignant, d'autres spectacles plus émouvants s'ajoutèrent : ceux de toutes les misères provoquées par la catastrophe, des blessés que l'on essayait d'évacuer, des égarés, des désespérés, des demi-fous : de tous ces pauvres gens chassés, — et dans quelles conditions ! — de leurs demeures.

Oui, une fois de plus, le Japon justifiait son surnom fatidique. S'il est le pays chéri des dieux, le pays des délices printanières, le pays des plus exquises poésies, il est, hélas ! en même temps, le *Tensaï-Kokou*, le pays des cataclysmes. Dans la première semaine de mars 1927, c'était au tour de la province de Tango d'être éprouvée plus particulièrement. Un communiqué du Ministère de l'Intérieur indiquait, par suite de ce tremblement de terre, 2.300 tués et 3.500 blessés. Quant aux dégâts, ils se chiffraient ainsi : 3.606 maisons détruites et 1.657 endommagées par le séisme.

Mais que sont ces chiffres à côté des statistiques de 1923 ! A Tokio, près de la moitié de la ville avait été rasée : 200.000 maisons n'existaient plus après les journées de septembre. 1.500.000 individus s'étaient trouvés subitement sans abri ; on avait ramassé 65.000 cadavres. Le nombre de ceux qui avaient disparu dans la fournaise et qui s'éteint noyés, était évalué à

40.000. A Yokohama, le sinistre avait dépassé en amplitude les ruines de la capitale. En comptant les victimes des localités environnantes, c'est encore 75.000 victimes qui s'ajoutaient à l'effroyable holocauste.

Or, à l'étranger, on se demanda un instant, devant l'ampleur des pertes, si les deux villes seraient restaurées ou bien si l'on choisirait un autre emplacement pour Tokio. C'était mal connaître le farouche attachement des Japonais à leurs cités. Quinze jours à peine après ces malheurs, le communiqué suivant était envoyé à toutes les ambassades et légations de l'Empire du Soleil Levant pour que fut connu en tous pays la volonté expresse du Mikado :

« Le 12 septembre, l'Empereur a promulgué une proclamation dans laquelle il condamne les actes égoïstes et fait appel à la collaboration du peuple tout entier pour porter secours aux sinistrés. La proclamation dit que Tokio ne perdra pas sa situation de capitale, qu'il faut — au contraire — faire effort pour la développer. Elle annonce qu'un organe spécial sera créé pour hâter la reconstruction.

« Le Gouvernement a décrété la suspension des droits de douane sur l'importation des matériaux de construction. »

Les pertes subies étaient estimées, en chiffres ronds, à six milliards de yens (73 milliards de francs aux taux de 12 fr. 30 le yen). Coup dur, sans doute, mais non irréparable. En effet, le Japon, ayant des finances parfaitement saines, pouvait obtenir les crédits dont il avait

besoin, crédits intérieurs ou extérieurs. Sa dette nationale ne représentait que 390 millions de livres, soit environ, 7 livres par tête d'habitant, alors qu'en Italie cette dette est de 100 livres, en Angleterre de 163, en France de 200 livres par habitant. L'encaisse métallique du Japon couvrait la circulation dans la proportion de 85 %. Par conséquent, le gouvernement nippon était parfaitement en mesure de faire face à toutes les éventualités.

Le peuple entier avait foi dans une prompte rénovation. Il semblait qu'il n'y avait qu'à se mettre à l'ouvrage pour l'exécution de gigantesques projets visant à l'extension et à l'embellissement des villes sinistrées. Cependant, — ainsi qu'il advint pour nos propres régions dévastées par la guerre — une fois les premiers travaux de déblaiement exécutés, on n'obtint pas l'accord parfait des initiatives gouvernementales et des initiatives privées sur le programme de reconstruction. Les controverses entre les grands bâtisseurs, les rivalités entre spéculateurs, les luttes de parti intervinrent alors et ralentirent la renaissance de Tokio et de Yokohama. Les uns accusaient le gouvernement d'avoir des conceptions trop étriquées, les autres de gaspiller les fonds publics inutilement. Le Parlement hésitait et cherchait des transactions visant à satisfaire à la fois les bâtisseurs et les sinistrés, les municipalités et les contribuables.

Comment éviter ces luttes? Elles étaient fatales après un cataclysme aussi pénible pour les nerfs de la population que pour les finances particu-

lières et publiques. Malgré ces querelles et ces atermoiements, il importe de voir l'ensemble des réformes réalisées et les résultats obtenus après cinq ans seulement de labeur. Si tout n'a pas marché d'une manière aussi parfaite que le souhaitaient, au début, les reconSTRUCTEURS à l'ardente imagination, ce qui a été accompli fait encore le plus grand honneur à l'énergie japonaise. Peu à peu, les passions se sont calmées, l'esprit de coopération s'est affirmé, la nécessité de ne pas se laisser dépasser par le voisin a invité les grandes municipalités à déployer une activité plus intense.

Tokio et Yokohama ont compris que tout retard dans leur construction favoriserait l'épanouissement des villes rivales, et elles ont réglé leur association d'une manière de plus en plus étroite.

Une des questions les plus délicates que le gouvernement japonais eut à trancher tout d'abord vis-à-vis des firmes, sociétés et habitants des deux villes si éprouvées, fut celle des devoirs incombant aux compagnies d'assurances. Ces sociétés pouvaient, légalement sans doute, invoquer le cas de force majeure, les incendies ayant été provoqués par les tremblements de terre qui sont catalogués parmi les cas où elles sont déliées de toute obligation. De plus, les compagnies occidentales ou américaines de contre-assurance invoquaient également cette raison juridique pour ne pas payer.

Des polémiques passionnées furent engagées, au Japon, sur les devoirs des compagnies

d'assurances, surtout de celles qui, n'étant pas établies dans les districts éprouvés, pouvaient équitablement fournir une aide aux porteurs de polices. Le gouvernement finit par trouver un système qui rallia l'adhésion des compagnies d'assurances. En premier lieu, l'indemnité versée aux sinistrés devait l'être à titre gracieux, *mimai-kin*, afin que ne fut pas créé un précédent illégal. Ensuite, le total des remboursements, fixé à 10 % des valeurs assurées, devait être couvert à raison de 2 % par les Compagnies et de 8 % par le gouvernement lui-même qui se chargeait d'avancer cette partie des fonds par un prêt à long terme et à très bas intérêt (2,5 %).

Les Compagnies d'assurances ont, de la sorte, versé, pour leur part, au public, 200 millions de yens (deux milliards 460 millions de francs), mais il est bien évident qu'elles ont sagement agi. Si elles n'avaient pas consenti ce sacrifice, leur clientèle les aurait abandonnées et se serait adressée dans l'avenir à de nouvelles sociétés.

Les reconstruteurs réconfortés par ces gestes généreux et soutenus par l'espérance de jours meilleurs, Tokio et Yokohama se transformèrent en d'immenses chantiers. Les deux villes n'en devaient plus former qu'une seule. Deux projets essentiels guidaient les ingénieurs dans leur besogne : l'un comprenait le creusement d'un canal et l'autre l'établissement d'un grand boulevard d'une longueur de trente kilomètres environ pour mieux relier la capitale au port. Ce boulevard se compose d'une large chaussée pour les véhicules et de deux larges trottoirs

ombragés de pins. Il est divisé en six sections ornées chacune d'un square. On a ménagé à mi-chemin, au village de Kawasaki, un immense parc doté d'un lac qu'alimentent les eaux du canal. Cet ensemble forme le port de Yokohama-Tokio, qui deviendra une zone franche où les matières destinées à être réexportées, après avoir été manufacturées, ne paieront aucun droit. Le Japon tient à disposer, en face des Etats-Unis, d'une base puissante d'expansion commerciale. C'est pourquoi il ne néglige aucun moyen de perfectionner les facilités de transport de cette colossale agglomération Tokio-Yokohama.

Sept cents millions de yens (8 milliards 610 millions de francs) ont été prévus pour ces travaux activant les communications ainsi que pour la réédification même de la capitale et le développement de ses divers services municipaux.

Les rues ont été modernisées. Le réseau comprend désormais cinquante-trois artères d'une largeur supérieure à 22 mètres totalisant 119 kilomètres et cent vingt et une artères de 11 à 22 mètres d'une longueur additionnée de 139 kilomètres. A Tokio, existent 486 ponts nouveaux ou rétablis et, à Yokohama, 126. Six de ces ponts permettent de dégager le trafic par dessus la rivière Sumida. D'autre part, tous les canaux ont été approfondis et agrandis. Quant aux parcs, on en compte trois principaux d'une superficie totale de 68.000 tsubo (204.000 mètres carrés) et cinquante-deux, plus modestes, couvrant 47.000 tsubo (141.000 mètres carrés). Le plus important est celui qui s'étend au nord de

la Sumida avec ses 39.000 tsubo (177.000 mètres carrés). Si la terre gronde, c'est là que doit chercher refuge la population. A Yokohama, voici, pareillement aménagés, aujourd'hui, trois parcs dont l'ensemble est de 51.000 tsubo (153.000 mètres carrés). On y trouve maints abris bétonnés et camouflés avec art par la verdure. Yokohama s'est renforcée par l'adjonction d'une vingtaine de villages ou communes des environs.

Tokio a, aussi, beaucoup gagné en étendue. En 1925, sa superficie atteignait seulement trente milles carrés. Elle a été portée à 200 milles carrés en incorporant 84 villages de la banlieue. Toutefois, la population (1.995.303 âmes) est à peu près la même qu'en 1923. Cela s'explique par le terrible déchet qu'a causé le cataclysme. N'a-t-il pas fallu combler les vides avant de reprendre la marche ascendante ?

Où l'on a réalisé des progrès très sensibles, c'est dans le système des transports en commun : tramways et, surtout, autobus. Alors qu'en 1922 le chiffre des voyageurs ne dépassait pas 124 millions, les tableaux de 1925 indiquent 500 millions de personnes ayant usé de ces moyens pratiques de locomotion.

Les gens de Tokio ont encore à leur disposition un chemin de fer aérien, et, bientôt, les principales voies ferrées qui desservent la banlieue seront électrifiées. En outre, les travaux d'un futur métropolitain sont commencés.

L'esthétique de la capitale s'est, forcément, beaucoup modifiée. A l'intérieur, il est vrai, les maisons particulières sont demeurées purement

ja
de
no
ne
l'a
sé
ch
tri
qu
le
cil
cou
cou
On
lon
od
plu
dis
l'ea
dég
con
C
nip
flue
au
con
rem
env
des

(1)
avan
comp
Toki
bre

japonaises. C'est toujours la même exquise pureté des lignes dans les appartements dont le *tokonoma* constitue l'ornement principal ; la même netteté de décor ; les fins tatamis recouvrant l'aire des pièces ; les mêmes cloisons ou *shodjis* séparant, symétriquement, la multiplicité des chambres. Le goût classique persiste. Mais l'électricité a recruté de nombreux abonnés dans les quartiers naguère les plus pauvres (1). L'eau et le gaz sont aussi amenés plus aisément à domicile par les services publics. La voirie est beaucoup plus soignée. La rue a perdu, du même coup, quelques-uns de ses types pittoresques. On ne voit plus guère les vidangeurs portant, en longues séries, des seaux d'où se dégageaient des odeurs nauséabondes. Les chiffonniers n'opèrent plus individuellement. Les porteurs d'eau ont disparu partout où les canalisations prodiguent l'eau à volonté. Tokio est balayée, nettoyée, dégagée de ses poubelles et de ses impuretés, comme Paris, durant la nuit.

Ce qui change l'aspect de la grande ville nipponne, c'est son architecture générale. L'influence occidentale s'y exprime à chaque pas et, aussi, l'influence américaine. Pour toutes les constructions d'importance, le ciment armé a remplacé les armatures de bois. Les Japonais ont envoyé des étudiants suivre les cours des écoles des Beaux-Arts en France, en Angleterre, en

(1) Le Japon arrive immédiatement après les Etats-Unis et avant l'Allemagne pour l'usage de l'éclairage électrique. On compte 23 millions de maisons qui reçoivent ainsi la lumière. Tokio et Osaka tiennent naturellement la tête pour le nombre des abonnés.

Allemagne, aux Etats-Unis ou en Russie. Ceux-ci ont rapporté des notions qu'ils ont cherché à adapter au style national ou qu'ils se sont efforcés d'imposer dans toute leur originalité. Ainsi, l'on peut voir à Tokio toute une série de monuments publics et d'édifices copiant la Renaissance française ou italienne, d'autres encore copiant le dix-huitième siècle anglais. Il y en a qui ne seraient pas déplacés à New-York, car ce sont des skyscrapers réduits. Quelques-uns procèdent de « l'expressionnisme » germanique et du « colossal » ou, encore, du genre viennois. Bref, l'on trouve de tout, même des palais qui n'ont aucun style caractérisé, qui sont simplement « européens », et dont la moderne banalité serait acceptée dans n'importe quelle ville d'Occident.

Les architectes japonais ont été plus heureux lorsqu'ils ont tout bonnement emprunté à l'Europe ou à l'Amérique des procédés de construction plus vigoureux, ou bien quand ils ont appris à user de matériaux plus puissants mais en conservant, dans leurs œuvres, des lignes extrême-orientales. On découvre, mariant, de la sorte, l'utile à l'agréable, des maisons aux structures solides, mais d'un aspect très japonais. De même, le grand théâtre du Kabouki (le théâtre où l'on joue le drame populaire), a été érigé avec de la pierre et du ciment. L'intérieur comprend une machinerie aussi perfectionnée que celle d'un théâtre parisien. Toutefois, les toits incurvés, la façade, l'élégance générale sont proprement nippons. Des temples, — tel celui de

l'Empereur Meiji — sont assis sur des fondations et sont étoffés d'une matière beaucoup plus résistante que les anciens temples, sans que leur dessin puisse en rien choquer les traditionalistes fervents.

Les grands magasins Mitsukoshi, qui correspondent au *Louvre* ou au *Printemps* de Paris, avaient été en grande partie détruits. Ils représentent toujours, à présent qu'ils ont été restaurés, un mélange d'occidentalisme, d'américanisme et d'orientalisme. Avec leurs quatre mille employés, ils ont repris leur pleine activité. De même, les grandes affaires de tout ordre : Société Matsui, compagnies de navigation, sociétés métallurgiques, sociétés de tissages, agricoles, séricicoles, établissements bancaires, etc... A Tokio et dans la banlieue immédiate, la métallurgie et les industries chimiques, par exemple, disposent à elles seules de 10.055 fabriques et occupent 114.850 personnes des deux sexes. Le textile travaille aussi avec une rare intensité. La capitale efface le souvenir de ses malheurs par une politique acharnée de production.

Il y aurait, dans l'ordre municipal, bien des innovations encore à signaler : la réfection des écoles populaires, l'impulsion donnée aux œuvres d'assistance publique, la création d'asiles de nuit, de refuges pour les aliénés et pour les incurables ; enfin, la suppression projetée du Yoshiwara, la « Cité sans nuit », la ville des plaisirs évoquée par tant de romanciers ou de moralistes, et la réforme des règlements sur la prostitution. Mais cela nous entraînerait trop loin :

il nous suffit, pour l'instant, de noter les radicales transformations de Tokio.

D'autres cités, moins touchées que la capitale par l'adversité, et subissant l'émulation économique, sont animées d'une ardeur pareille dans la lutte pour la vie et dans l'effort de modernisation. Telles sont Kobé et Osaka que l'on est en train de réorganiser entièrement et d'équiper de la façon la plus moderne. Osaka commande le delta du Yodo, le fleuve qui répand ses bienfaits dans la fertile plaine de Settsu. C'est le Manchester du Japon, flanqué à distance égale de Kobé et de Kyoto, l'ancienne capitale. On aura une idée de la puissance des échanges d'Osaka en apprenant que le total des marchandises importées en 1924 a atteint le chiffre de 11.317.281 tonnes (soit une valeur de 2.685.923 yens ou plus de 35 milliards de francs) tandis que les exportations se sont chiffrées par 7.937.798 tonnes (d'une valeur égalant 3.340.419.897 yens, c'est-à-dire plus de 41 milliards de francs). La population est un peu plus dense que celle de Tokio. Elle dépasse deux millions d'âmes. Son budget normal s'élève aujourd'hui (dépenses normales) à 255 millions de yens (plus de 3 milliards). D'immenses travaux pour l'agrandissement du port ont été entrepris et, aussi, pour la circulation à travers le plus grand Osaka. Kobé-Osaka forment, face à la Chine, une agglomération commerciale et industrielle qui fait pendant à l'agglomération Tokio-Yokohama face aux Etats-Unis.

Kobé n'est qu'à une demi-heure de chemin

de fer d'Osaka. C'est un centre d'importation remarquable qui complète l'activité d'Osaka, réservée plutôt à l'exportation. Comme à Osaka, c'est à coups de millions que l'on perfectionne le port et la cité. Ainsi, pour l'élargissement du port, on a déjà prévu 62 millions de yens (près de 400 millions de francs). L'Etat a pris à sa charge la moitié des frais et la ville l'autre moitié. Afin de mieux démontrer l'ampleur du projet, disons que la digue brise-lames qui, précédemment, n'avait qu'une longueur de 3 kilomètres, en mesurera sept une fois terminée. La surface du port, qui est, actuellement, de 10 millions de mètres carrés, atteindra 17 millions de mètres carrés. Il possédait trois jetées où douze paquebots du plus fort tonnage pouvaient accoster. Quatre nouvelles jetées permettront de porter à 28 le nombre des navires de haut bord qui auront la facilité de s'arrimer. Tout cela sera terminé en 1933.

C'est ainsi que, grâce à la double impulsion donnée à Kobé et à Osaka, le Japon poussera hardiment ses affaires en Extrême-Orient et rayonnera avec plus d'intensité, au moment où les luttes commerciales prennent dans le Pacifique une formidable ampleur.

Pour compléter ce système d'expansion maritime, il a été décidé de faire aussi, de Nagoya, l'un des grands ports du pays. Nagoya, à mi-chemin entre Yokohama et Kobé, est devenue la quatrième ville de l'Empire mikadonal. En vingt ans, sa population a quintuplé et comprend, aujourd'hui, 760.000 habitants. C'est

assez souligner que le tremblement de terre de 1891 n'a pas amoindri sa vitalité. Nagoya est le débouché naturel d'une plaine dont la richesse en riz est proverbiale. Toute la province qui l'entoure cultive le ver à soie. Les fabriques de ciment, de porcelaine, d'horlogerie ; les usines où l'on construit des appareils d'aviation et des moteurs ; les fabriques de wagons et de cars électriques donnent, à la cité du golfe d'Owari, un cachet industriel remarquable. Mais son port, qui est en eaux peu profondes, ne suffit plus. On va le rendre plus accessible, créer des embarcadères, l'outiller pour qu'il soit en mesure de recevoir des bâtiments de 5.000 tonnes et de se spécialiser dans le transport de certaines marchandises. Nagoya participera mieux ainsi à l'œuvre de rayonnement national à laquelle se sont attachés les dirigeants du Japon.

Ceux-ci ont encore montré leur prévoyance en installant une autre solide base commerciale vis-à-vis de la Corée. Tokio-Yokohama tourne, nous l'avons dit, sa face double vers l'Amérique, et Kobé-Ôsaka dirige ses volontés vers la Chine. Fukuoka-Hakata vise la presque île Coréenne. Fukuoka, aujourd'hui chef-lieu de préfecture du département de même nom, est l'ancienne ville seigneuriale avec un magnifique promontoire. Mais c'est Hakata qui fait l'objet de tous les soins des bâtisseurs nippons ; Hakata, qui est la cité industrielle réputée pour ses fabriques de soie et pour ses faïences ; Hakata qui, par ses lignes de navigation, se relie à Nagasaki vers le

Sud, et à Shimonoseki et Osaka au nord-est (1). Il est apparu aux Japonais que le trafic immédiat vers la Corée et la Mandchourie pouvait être largement augmenté si le port était mis en état de recevoir des cargos d'assez fort tonnage et si les bateaux de passagers et de marchandises étaient multipliés en direction de la Corée. Fukuoka-Hakata prospère de jour en jour, et cette prospérité ne fait que commencer.

Selon des plans méthodiques et quelles que soient les entraves de la politique, les difficultés financières, les mauvais coups du sort, la nation japonaise s'acharne à fortifier toutes ses positions en Asie. Les catastrophes subies dans le récent passé ont temporairement ralenti son élan. Elles ne l'ont pas brisé. La crainte des désastres futurs ne l'empêche pas d'avanter de poursuivre ses dessins. Le vieux pays de Yamato croit à son éternité. Si grièvement qu'il puisse être touché dans sa chair ou dans son sol, il ne renoncera ni aux luttes contre les éléments déchaînés ni au progrès, récompense de ces luttes.

— Le Japon peut être blessé, me disait, un jour, un ami de Tokio ; il ne saurait mourir de

(1) A la différence du tunnel sous la Manche dont on parle toujours et qu'on ne construit jamais, on va commencer la construction de celui qui doit relier l'île de Hondo (l'île principale du Japon) aux îles de Kyû-shû. Entre Moji (Kyû-shû) et Shimonoseki (Hondo), le détroit n'a guère qu'un mille et demi de large et 50 pieds de profondeur d'eau environ.

Le coût total de l'opération est estimé à 30 millions de yen ; elle durera cinq ans ; mais on espère avoir terminé les opérations de forage avant la fin de l'année fiscale 1927-1928. La réalisation de cet important travail évitera les frais de transbordement toujours onéreux et redonnera un peu de vie à la grande île du Kyû-shû.

ses blessures, puisqu'il est d'essence immortelle.

Pour se convaincre de la sincérité de ce sentiment, il n'y a qu'à constater ce qu'ont réalisé les habitants de Tokio, de Yokohama et, d'ailleurs, après des cataclysmes répétés. Une statue doit symboliser à merveille, dans la capitale reconstruite, cette conviction profonde des Japonais dans leur haute destinée. Ils projettent d'incruster les cendres de 30.000 morts de la catastrophe de 1923, dans un formidable Bouddha de cent pieds de haut qui serait, à la fois, un hommage aux victimes et un signe de leur résurrection. Ils veulent diviniser ceux qui ont péri pour marquer leur confiance dans la continuité de l'Idéal qui soutient les générations successives : la grandeur japonaise.

Le Bouddha monstre qui s'élèvera dans le Hifukusho enseignera aux passants, en même temps que la sérénité à travers les épreuves les plus cruelles, la nécessité du sacrifice et la permanence de la foi dans l'avenir du pays.

VII

EMIGRATION ET COLONISATION

M. Kiyoshi Kawakami a posé, au début de 1927, dans la *Revue des Nations*, le problème de l'expansion japonaise sous une forme très modérée, qui n'exclut pas une argumentation énergique. Il a étudié les rapports avec les Etats-Unis et la situation créée par la fermeture des portes anglo-saxonnes. Aussi bien, malgré les déceptions subies, l'écrivain nippon ne croit pas que son pays se lancera dans des aventures guerrières pour imposer au Nouveau-Monde l'excédent de sa population.

« Le Japon, dit-il, n'hésiterait pas à livrer une guerre défensive chez lui ou dans ses alentours immédiats, mais envoyer une expédition à travers le Pacifique, pour résoudre le problème de l'immigration, jamais ! »

En revanche, M. Kiyoshi Kawakami réclame la liberté de s'étendre « quelque part ailleurs, et logiquement dans l'Asie Orientale ». C'est une nécessité économique vitale qui, d'après lui, pousse le Japon à s'épanouir de ce côté, car ses

habitants se trouvent de plus en plus à l'étroit sur le territoire national. En tous cas, s'ils y demeurent, il faut les nourrir.

— « Le Japon, nous explique M. Kawakami, est forcé de chercher les moyens de son expansion économique par tous les procédés *pacifiques*. S'il n'y parvient pas, ou si les puissances, sous un prétexte ou sous un autre, bloquent la route à ce légitime et pacifique désir, son destin ne peut être que la stagnation, la famine et la déchéance. *Le Japon ne peut, bien entendu, accepter ce sort. La race qui le peuple est virile, vigoureuse et prévoyante* ».

Comment donc pratiquer cette expansion pacifique et empêcher des débordements capables de provoquer des conflits armés ? On devine que les dirigeants de l'Empire ne cessent d'y penser. Examinons d'abord les chiffres qui s'imposent à l'attention générale et qui ont leur éloquence.

D'après le dernier recensement, terminé le 1^{er} octobre 1925, le Japon proprement dit (la Corée et Formose étant exclus de ces statistiques), compte 59.736.704 âmes. Il vient au troisième rang des nations les plus peuplées, après les Etats-Unis (105.710.620 âmes) et l'Allemagne (62.475.872 âmes). En cinq ans, sa population s'est accrue de 3.773.651 unités, c'est-à-dire 6,7 %. Cela représente une augmentation moyenne de 750.000 individus par an. Les chiffres les plus récents montrent que cette moyenne tend à grossir puisque 941.000 naissances ont été enregistrées en 1926. Il est à noter que la population mâle dépasse la population féminine, de

façon appréciable. Sur les 59.736.704 habitants recensés, on trouve 30.012.820 hommes et 29.723.884 femmes, soit un excédent de 288.936 en faveur des premiers. Il y a 101 hommes pour 100 femmes. Le même phénomène ne s'observe qu'aux Etats-Unis, au Canada et en Suède. Dans les autres pays, l'élément féminin domine. Au point de vue de la densité moyenne, on évalue à 157 habitants par kilomètre carré. Mais il ne faut pas oublier que le Japon est, en grande partie, composé de roches volcaniques et de terres impropres à toute culture. La densité *réelle* de la population atteint, dans certaines provinces, 929 habitants par kilomètre carré, soit deux fois et demi de plus que la Belgique, trois fois plus que l'Italie, quatre fois plus que l'Angleterre, cinq fois plus que l'Allemagne. Le Japon détient le record (1).

Avec Formose et la Corée, l'agglomération totale atteint le chiffre de 84 millions et demi d'habitants. Or, pour nourrir tout ce monde, il faut environ 148 millions d'hectolitres de riz, par an. L'Empire ne produit pas cela, et il est, en conséquence, obligé d'en importer une proportion qui peut varier, selon les récoltes, de 3 à 6 %. En 1925, ces importations ont coûté 120 millions de yens.

(1) Les statistiques de 1927 attestent que le rythme de l'accroissement de la population japonaise s'accélère très sensiblement. Le Japon proprement dit a largement dépassé le 62^e millions et la population totale de l'Empire le 84^e million d'âmes. Il y a maintenant plus d'un million de naissances en excédent chaque année.

Le gouvernement de Tokio a projeté un système de production intensive à Formose, en Corée et dans le Hokkaido. Toutefois, il faut du temps, — au moins dix ou quinze ans — pour que ce système porte ses fruits et, en attendant, l'industrialisation croissante du pays amène les gens dans les villes au détriment des campagnes. Osaka a dépassé les deux millions d'âmes ; Tokio en comprend 1.995.303 ; Nagoya, 768.560 ; Kyoto, 679.976 ; Kobé, 644.212 ; Yokohama, 405.888, etc...

Il n'y a que trois solutions pour éviter les éclatements de cette population, si elle continue à augmenter selon un pareil rythme ; l'application du malthusianisme, l'émigration pratiquée au besoin par la force (comme l'indique en dernier recours M. Kawakami), ou, enfin, une organisation telle de la production et une mise en valeur si complète des ressources coloniales, que l'on obtienne de quoi subvenir aux besoins de tous.

Le malthusianisme ne fera jamais assez d'adeptes, au Pays du Soleil Levant, pour arrêter le flot montant de l'humanité nipponne. Cette méthode répugne à la moralité populaire.

Le second procédé mène tout droit à la guerre, et nous avons observé, déjà, que les tendances pacifistes et démocratiques dominaient le Japon d'aujourd'hui.

C'est la troisième solution qui, pour le moment, fixe l'attention des autorités publiques. Comme naguère en France, le conseillait Guizot, elles disent : « Enrichissez-vous, produisez, et

vous aurez de quoi satisfaire votre faim et votre soif ».

Cela permet de saisir la politique d'expansion économique et la politique coloniale qui est actuellement poursuivie. Les Japonais, ayant acquis une situation privilégiée en Mandchourie, grâce au traité de 1905, ont d'abord tenté la colonisation agricole du pays et poussé leurs affaires en Mongolie. Ils y ont dépensé des sommes considérables en se servant de l'instrument de pénétration que leur offrait le chemin de fer de la Mandchourie du Sud. Ils s'étaient imaginé qu'ils arriveraient à dominer politiquement ces provinces — qui comptent 22 millions de Chinois — et à les assimiler. Mais ils se sont heurtés à des difficultés sans nombre. Ils ont installé 200.000 colons. Cependant, la pratique leur a démontré que ces colons s'acclimataient difficilement, qu'ils ne pouvaient lutter contre le bas prix de la main-d'œuvre chinoise pour les besognes rurales, qu'ils ne parvenaient pas à s'imposer à une population indigène dont les habitudes séculaires et l'inertie foncière ne se pliaient pas à leurs règles. Ils ont compris que la Mandchourie ne serait pas pour eux un déversoir d'hommes, mais simplement une terre d'expériences économiques, un vaste marché absorbant leurs marchandises, une source de richesses variées, à condition de ne pas s'imposer brutalement aux Chinois. Ceux-ci doivent être amenés progressivement à une collaboration intéressée sans que soit heurté le sentiment national. Cette évolution de la tactique japonaise a été net-

tement marquée ces temps derniers. Les hommes d'Etat de Tokio ont renoncé à l'allure conquérante du début pour se consacrer à l'œuvre de la mise en valeur de la Mandchourie, qui forme, avec la Mongolie du Sud, un territoire aux ressources infinies et qui se complètent. Ils ne songent plus qu'à installer là des bases industrielles et commerciales qui leur assureront dans l'avenir une prédominance matérielle indiscutable.

C'est, à l'heure présente, un capital de près de deux milliards de yen qui a été consacré à la Mandchourie, dont 800 millions de yens ont été absorbés rien que par la Compagnie du Chemin de Fer de la Mandchourie du Sud, puissamment soutenue par le gouvernement japonais. Lorsque le chemin de fer fut repris aux Russes, il n'existait qu'une seule voie de Port-Arthur à Chang-Choung. Le réseau, maintenant complété, doublé jusqu'à Chang-Choung, perfectionné de toutes manières, comprend 694 milles en exploitation. De Dairen, il monte vers le Nord, à Moukden, rejoint la ligne qui se dirige sur Pékin, se rattache ensuite, à Ssupinkaï, à la ligne de Taonan, atteint Chang-Choung, où il se relie à la Compagnie des Chemins de Fer de l'Est chinois. Avec la ligne de Moukden à Antoung et les lignes auxiliaires, il constitue un vaste système de communications en relation avec les lignes asiatiques, qui sont elles-mêmes en rapport avec les chemins de fer menant vers le continent européen. A Dairen, les Japonais ont établi des ateliers, des forges, des entrepôts considérables. De là partent aussi des bateaux qui font le service jusqu'à Changhaï.

C'est encore la tête de ligne qui dessert Hong-Kong et Canton avec escale à Chefoo et Tsingtao.

Le port de Dairen a naturellement été agrandi et bien outillé. Il est actuellement le second de la Chine, venant après Changhaï. L'exploitation des mines de Fushun, Yentai, Chatzuyao et de celles de Shihpeihing et de Toachiatun a été poussée activement. De même, les mines de fer d'Anzan et les aciéries du même nom ont reçu, depuis 1916, une forte impulsion. A Moukden, les Japonais ont transformé la ville, fondé des usines d'électricité et de gaz, modernisé les moyens de transports, créé une cité où l'on trouve toutes les commodités occidentales.

Dans la zone du chemin de fer mandchourien, ne vivaient, naguère, que quelques milliers de Chinois. Ceux-ci approchent aujourd'hui du million. Ils sont de plus en plus attirés par les avantages que procure l'entreprise japonaise. En 1924, s'est formée une association pour le développement du coton en Mandchourie. Des usines cotonnières ont été construites à Moukden, à Liao-Yang, ainsi que plusieurs filatures de soie. D'autres industries connaîtront certainement avant peu, la prospérité : industries de la laine, pelleteries, cuirs, fabriques de colle. Les produits forestiers seront également traités : scieries mécaniques, bois de construction, fabriques de pâte à papier et d'allumettes, sont assurés de beaux développements. Enfin, dans les industries minières, les prospections promettent des bénéfices non moins importants. Les Japonais, après avoir

travaillé au petit bonheur, en croyant facile la conquête de la Mandchourie, reviennent, cette fois, à la charge avec méthode. Ils profitent des leçons infligées par quelques rudes faillites. S'ils s'arment de persévérance — et chacun sait qu'ils n'en manquent point — et si, malgré les crises économiques récentes, ils étendent leurs avantages, ils obtiendront en Mandchourie une situation économique dont les profits seront incalculables. Toutefois, leur pénétration, quoique pacifique, commence à se heurter à une violente agitation entretenue par le nationalisme chinois. Les Soviets — cela va de soi — l'encouragent secrètement. L'attitude des autorités chinoises de cette province pourrait bien susciter des conflits aigus un jour ou l'autre.

Ces réserves faites, il n'y a qu'à regarder l'œuvre des Japonais en Corée et à Formose, pour se convaincre qu'ils sont, lorsqu'ils s'y appliquent, des administrateurs remarquables. Un financier anglais, M. Georges S. Sale, qui connaît à fond l'Extrême-Orient, a proclamé son admiration au retour d'un voyage récent à travers les régions soumises à la règle nipponne protégées par l'Empire.

— « La Corée, a-t-il dit, est une contrée où la main-d'œuvre est abondante et bon marché. L'agriculture, les forêts, les mines, les entreprises hydro-électriques, et cent autres que les Japonais ont à peine amorcées, en font un pays de grand avenir pour le Japon. La Mandchourie, de son côté, m'a encore plus étonné. Il y a là, au point de vue culture, d'immenses possibili-

tés, à peine utilisées le long de cete admirable voie du Sud-Mandchourie que les Japonais entretiennent de main de maître. Le monde occidental, peu familiarisé avec ces régions lointaines, ne sait pas ce qu'il doit de reconnaissance au Japon, pour avoir maintenu en paix ces provinces si malheureuses au temps où elles étaient abandonnées au fonctionnarisme chinois !

« Quant à Formose, la transformation accomplie par les Japonais est tout simplement prodigieuse, lorsqu'on pense qu'il y a trente ans à peine, cette île ne produisait à peu près rien. Il faut là voir pour y croire.

« Aussi bien, après être rentré à Tokio et après avoir synthétisé mes impressions, il m'a semblé qu'on ne saurait mieux comparer le Japon économique qu'à une maison à quatre étages, dont les fondations et les deux premiers étages ont été érigés prudemment et les deux derniers étages ont été élevés avec trop de hâte et avec des matériaux mal choisis. Ces deux derniers étages sont l'œuvre du temps de guerre, anormal lui-même comme ce qu'il a produit. Voilà pourquoi, quand soufflent les typhons et que la terre tremble, la superstructure se lézarde, tombe même, en faisant des victimes, tandis que les fondements et les étages inférieurs ne bougent pas.

« Tel m'apparaît le Japon d'aujourd'hui avec, en réserve, les superbes jardins de Corée, de Formose et de Mandchourie, entretenus avec un soin jaloux. ».

C'est, précisément, ce qui a été bâti avec trop de hâte que les Japonais restaurent à présent ou

même reconstruisent de fond en comble sur un nouveau plan.

Au début, ils eurent la main lourde en Corée. La répression du mouvement de 1919 fut opérée sans ménagements. Depuis, l'opinion s'est répandue que les fonctionnaires impériaux gouvernaient selon des principes tyranniques. Il convient de réviser ce jugement et de ne pas s'en tenir qu'à des incidents douloureux si l'on veut parler de l'œuvre accomplie par les Japonais, au Pays du Matin Calme. C'est un budget de 210 millions de yens qui est, chaque année, consacré à ses progrès intellectuels et matériels. Prenons les écoles publiques. En 1918, on en comptait 466. Aujourd'hui, 990. La population des divers établissements d'enseignement, voici vingt ans, ne dépassait pas une centaine de mille d'élèves. En 1924, elle approchait de 600.000. Des écoles pratiques d'industrie et d'agriculture ont été instituées ; une université a été ouverte à Séoul. La Justice a été de beaucoup améliorée, et les prisons, qui étaient parmi les plus horribles de l'Extrême-Orient, réformées. L'hygiène moderne a été introduite. D'autres faits parlent d'eux-mêmes : le rendement agricole de la Corée est, actuellement, *cinq fois* ce qu'il était au moment de l'annexion, en 1910. Un enquêteur américain, peu suspect de japonophilie, M. Alleyne Ireland, vient d'écrire un livre *The New Korea*, pour démontrer que l'administration impériale nipponne est au moins aussi libérale que l'administration anglaise, française ou américaine, dans les colonies. Le bilan des Japonais, affirme-t-il,

est à leur honneur, quand on le compare à celui des autres peuples : « Pour une ombre d'indépendance politique perdue, les Coréens ont obtenu des avantages matériels considérables et ils ont vu, dans tous les domaines, leur horizon s'élargir ».

Les partisans de l'indépendance intégrale en Corée ne sont plus très nombreux. Mais ceux qui visent à plus de liberté aperçoivent deux solutions : la première serait l'union avec le Japon et une représentation coréenne à la Diète pour que les intérêts du pays y soient défendus à égalité avec ceux des autres provinces de l'Empire ; la seconde consisterait dans l'octroi d'un self-gouvernement. La Corée deviendrait, dans ce cas, un dominion dans les limites de l'Empire. L'une ou l'autre de ces solutions ne paraît pas devoir être adoptée avant un assez long temps. Toutefois, ces projets montrent que l'élite coréenne a évolué vers l'idée de collaboration avec les Japonais et qu'elle n'est plus réfractaire, comme par le passé à ce rapprochement. L'amiral Saïto, qui a gouverné le pays dans des circonstances difficiles, a beaucoup aidé à ce revirement. En 1920, le Prince Yi, héritier de l'Empereur de Corée (qui fut obligé de céder ses droits au Mikado), a épousé la princesse Masako Nashimoto appartenant à la famille impériale japonaise (1). Cet événement a paru symbo-

(1) Le couple princier a présidé à Paris, avec beaucoup de grâce, le 12 octobre 1927, la cérémonie de la pose de la première pierre de l'Institut japonais dans la Cité Universitaire du parc Montsouris.

lique à beaucoup de vieilles familles coréennes et a désarmé quelques rancunes. On a considéré cette union comme le symbole d'une politique nouvelle et, en effet, c'est surtout depuis cette époque que les Japonais ont redoublé d'efforts pour hâter les progrès de la Corée.

En améliorant ainsi les conditions de la vie, l'Empire protecteur a créé un nouveau problème, car la population coréenne, qui restait stationnaire, avant sa tutelle, augmente chaque année de cent mille individus environ. De là, un mouvement d'émigration. Le Japon ne reçoit chez lui que les travailleurs qui peuvent justifier d'un engagement ou de recommandations écrites de la part de certaines entreprises. Il dirige plutôt l'excédent coréen vers la Mandchourie et les autres provinces de l'Est chinois. C'est pour cela que 150.000 Coréens vivent dans la province de Moukden ; 500.000 dans celle de Ki-lin et 180.000 environ dans le Priamorski sibérien. Ces émigrants, généralement indolents, fournissent néanmoins des sujets intéressants qui s'adaptent aisément aux conditions des pays où ils trouvent refuge. Mais ils ne sont pas toujours très bien traités, surtout par les Chinois de Mandchourie.

A Formose, le gouvernement japonais a suivi également une politique réaliste. Près de 60 % de la population (qui comprend 3 millions d'individus) s'adonne aux travaux de l'agriculture. C'est de ce côté que le Japon a exercé son esprit de perfectionnement, pour mettre les indigènes au courant de méthodes moins primitives que

celles qu'ils employaient depuis des siècles. Il existe, à Formose, une classe d'insulaires à peine civilisés — *do-ban*. — Il y a aussi de nombreux métis sinoformosiens et, enfin, quelques centaines de mille de descendants chinois. Ces derniers sont les plus évolués et les plus riches. Les Japonais ont fortement encouragé, en plus de la culture du riz, celle de la canne à sucre, qui donne d'excellents résultats, du thé et des fruits. Ils ont, également, développé la pêche, l'élevage, les exploitations forestières.

Formose, comme tout le reste de l'Asie, a été touché par le souffle des idées nouvelles. Certains de ses enfants ne se contentent plus des avantages économiques qui leur ont été de la sorte offerts par le Japon. Un parti de « Jeunes Formosiens » est né. Ce sont d'anciens étudiants, revenus principalement de Chine ou des écoles de Tokio, et qui, groupés en une société patriotique, réclament l'indépendance et même un Parlement. Une délégation de ces novateurs s'est rendue, à l'automne 1926, auprès des autorités de Tokio, pour leur soumettre un memorandum résumant leurs revendications. Le gouvernement japonais ne s'en est pas ému. Formose demeurera longtemps encore sous la direction japonaise. La masse de la population est loin d'être mûre pour une action politique raisonnée et pour se passer de la tutelle du Japon.

Puisque le Japon se borne à intensifier ainsi son action coloniale sans écouler en Mandchourie, en Corée ou à Formose, le trop-plein de sa popu-

lation, puisque l'Australie, le Canada, les Etats-Unis lui sont fermés, où envoie-t-il ses émigrants ? On est frappé, en consultant les statistiques, de ce fait que quelques milliers seulement de sujets nippons quittent, chaque année, leur patrie. C'est en Amérique du Sud qu'ils se rendent de préférence. Voici quel était, au 1^{er} octobre 1924, le nombre de ces colons fixés à l'étranger :

Brésil	41.774
Argentine	2.383
Pérou	9.864
Chili	581
Bolivie	716
Paraguay et Uruguay	15
Mexique	3.310
Philippines	8.390
Indes orientales hollandaises ...	4.161
Straits Settlements	4.935

On voit que, pour une population qui augmente d'un million d'individus par an, la proportion de ceux qui s'expatrient est extrêmement faible. Le Brésil occupe la première place parmi les pays qui accueillent les Japonais. Ceux-ci se fixent de préférence dans l'Etat de Sao Paulo ou de Santa Fé. Un correspondant de la *New York Tribune*, M. Neville O'Neill, s'est rendu, à la fin de 1924, dans la petite colonie d'Iguape où les immigrants jaunes se sont organisés.

« Ce centre, exclusivement japonais, nous rapporte le journaliste américain, compte près de

12.000 âmes. Le gouvernement brésilien, désireux de voir la culture du riz se développer sur cette côte de l'Etat de Sao Paulo, lui a octroyé une concession de 12 millions d'acres d'un terrain de choix. Le succès a dépassé toutes les espérances. Et si le Brésil peut maintenant exporter de grosses quantités de riz, c'est de là qu'il les tire.

« En outre, les colons japonais ne sont adonnés à la culture du thé, qui était en train de disparaître du Brésil.

« La colonie d'Iguape est tellement un coin de terre japonaise que nombre de Brésiliens ignorent jusqu'à son existence. Peu d'étrangers y pénètrent. Les Japonais y ont leur journaux, leurs écoles et sont presque tous aisés. Mais il y a place pour de nouveaux arrivants de la mère patrie et la culture du riz dans ces parages offre encore des possibilités indéfinies.

« Il ne faudrait cependant pas s'imaginer que tous les émigrants japonais sont voués à la culture du riz et du thé. On compte parmi eux une quinzaine de mille individus, dont la plupart sont domestiques dans les meilleures familles du pays. Leurs services sont très appréciés ».

Toujours d'après le même reporter, on commence à s'inquiéter, au Brésil, de cet afflux des Asiatiques. En dépit de la bienveillance passablement intéressée qu'on y témoigne aux Japonais, il semble bien que l'on préférerait l'immigration des gens de race latine. Aussi a-t-on déjà suggéré l'idée de transplanter les travailleurs nip-

pons dans la vallée de l'Amazone, dont le climat est très dur pour les Blancs.

Pour parer à ces critiques qui les représentent comme peu assimilables et qui les opposent aux individus des autres races, les Japonais se sont entendus avec les autorités catholiques. Une œuvre d'évangélisation, dirigée par les Jésuites de Tokio, a pour but de convertir les futurs immigrants avant leur départ de la terre natale. Une autre mission est installée au Brésil pour les recevoir, compléter leur éducation et les aider dans leurs entreprises, une fois qu'ils sont parvenus dans leur nouvelle patrie. C'est à raison de 6.000 à 7.000 par an que les Japonais débarquent maintenant aux Etats-Unis du Brésil qui ont tant besoin de main-d'œuvre.

Avec le Mexique, le Gouvernement de Tokio a signé, en octobre 1924, un traité de commerce et de navigation et il a obtenu des facilités pour ses immigrants. Même politique en ce qui concerne les relations avec le Pérou. Le premier traité de commerce, datant de mars 1894, avait été dénoncé par le Pérou le 11 octobre 1922. Après une période de pourparlers, qui ne dura pas moins d'un an, durant laquelle le précédent traité fut prorogé, un nouveau traité fut finalement élaboré et signé le 30 septembre 1924. Il est en tout semblable au traité que le Japon a précédemment conclu avec la République de l'Equateur. Les sujets des deux parties contractantes sont mis sur un pied absolu d'égalité pour les droits de séjour, de voyage, de trafic, etc... Aucune différence n'est faite entre Japonais et

Européens ou Américains. Le traité est valable pour cinq ans. Il peut être dénoncé par l'un des deux pays contractants avec un préavis d'un an.

Ces dispositions ont été agréables aux Japonais, ne serait-ce que pour des raisons d'amour-propre.

La question générale de l'immigration, *qu'ils considèrent comme une question internationale*, n'est pas résolue par toutes ces conventions de détail. Ils n'en parlent pas autant qu'ils y pensent. Ils attendent. Il serait futile de supposer qu'un problème de cette envergure ne se réveillera pas et ne s'imposera pas à l'attention du monde. Pour le moment — l'époque ne s'y prêtant point politiquement — on se contente, au Japon, de solutions provisoires, et on le laisse sommeiller.

VIII

LE PREMIER CONGRES PANASIATIQUE

L'idée d'une ligue asiatique réunissant tous les peuples d'Orient et d'Extrême-Orient a souvent percé dans l'imagination et dans les œuvres des théoriciens chinois, japonais ou hindous. Mais, cette Société des Nations de couleur, est-il vraiment possible de l'organiser? S'agit-il d'une association purement idéologique, ou bien d'une association de pays formée dans un dessein politique précis?

Par expérience, nous savons déjà, en ce qui concerne les Blancs, combien il est malaisé de constituer un Bloc occidental et combien sont heurtées les relations des hommes de la race blanche. Dès que l'on s'avance sur le plan de la réalité, on constate la divergence de leurs intérêts ; on mesure la difficulté d'établir entre eux les correspondances morales nécessaires ; on apprécie la délicatesse de la besogne diplomatique qui tend à les rapprocher.

Or, les groupements asiatiques sont encore plus disparates que les nôtres. Ils s'opposent plus jalousement les uns aux autres. Ils se détestent

plus furieusement peut-être que les groupements occidentaux. Comment marier l'ascétisme et le fatalisme hindou à la déliquescence chinoise et à l'énergie farouche des Nippons? Comment réaliser l'harmonie de tempéraments aussi contraires? Comment faire la part de l'utopie et de ce qui est pratique? Sur quelles bases instituer la coopération des peuples asiatiques dont l'évolution n'a pas suivi les mêmes rythmes? Tel est le problème.

Au moment de la guerre des Boxers, vers 1900, retentissait déjà le cri : « L'Asie aux Asiatiques ». Il a été bien des fois répété depuis. De nombreux écrivains ont tenté de formuler une doctrine offrant un faisceau d'arguments en faveur d'une confédération panasiatique qui contrebalancerait la puissance du monde occidental. Dans son livre sur les *Idéaux de l'Orient*, Okakura Kakuzo s'est efforcé de montrer les liens créés par la religion, la morale et l'art pratiqués chez les peuples répartis entre le Golfe de Bombay et le Pacifique, entre l'Océan Indien, la Vallée du Fleuve Bleu, les steppes de Mongolie et de Mandchourie et l'archipel nippon. Il est remonté aux sources communes de la civilisation qui anime encore l'Inde, la Chine, la Corée et le Japon, et il a conclu que les forces spirituelles qui les inspiraient étaient suffisamment intenses pour permettre la reconstitution d'une grandiose famille asiatique. Cependant, Okakura Kakuzo ne donne pas, dans ses projets, un rôle égal à chacune des nations de cette ligue. Il la voit présidée par le Japon. C'est sous l'égide de l'Empire

du Soleil Levant qu'il préconise une telle renaissance (1). La domination du pays, à la fois le plus puissamment construit sur les traditions asiatiques et le plus pétri de nationalisme, lui paraît indispensable. Ce n'est point là ce qu'espèrent les autres nations d'Extrême-Orient qui n'ont pas regardé sans méfiance les progrès du Japon, son expansion continue, l'affirmation éclatante de sa personnalité.

« C'est de l'Asie elle-même — affirme Okakura Kakuzo — c'est sur la route antique de la race que doit être entendue la grande voix ! C'est du dedans que doit venir la victoire ! »

Cependant, si le Japon, champion des idéaux de l'Orient, est en mesure, jusqu'à un certain point, de défendre le fonds commun de la civilisation ancienne, les autres peuples n'ont pas, au même degré, le sens de la discipline et la volonté de s'élever au-dessus de leur routine pour entreprendre la croisade préconisée par le mora-

(1) A la veille de la guerre mondiale de 1914, le professeur Têruaki Kobayashi disait aussi, dans son ouvrage sur *La Société Japonaise* : « En somme, les qualités des civilisations orientales se réduisent à ces deux-ci : le caractère métaphysique de l'Inde et le caractère pratique et moralement instructif de la Chine. Leur défaut principal : l'absence totale de progrès matériel et de développement scientifique. Aussi, lorsque les sciences nouvelles seront venues féconder l'esprit oriental, lorsque la civilisation matérielle trouvera place à côté de la civilisation morale, dans un pays pourvu d'une solide constitution, — comme l'était, autrefois, Rome — la civilisation idéale ne tardera pas à prendre naissance dans ce pays, puisque y sera réalisée l'harmonieuse unification du développement parfait du corps, de l'intellect, du sentiment, de la volonté. Cette œuvre grandiose l'Empire du Japon, seul, peut espérer l'accomplir, car à lui seul s'en présente l'occasion et lui seul possède la foi indispensable à une telle entreprise ».

liste japonais. C'est pourquoi les disciples d'Okakura Kakuzo voudraient, pour les amener à une efficace collaboration, faire miroiter à leurs yeux les avantages qui les engagent à s'allier sous la suprématie intellectuelle du Japon. Le sentiment de révolte des peuples de couleur contre l'Occident est un sentiment négatif. On ne saurait s'en contenter. Pour se retrouver et se reconstruire, le monde asiatique a besoin d'idées positives et de matériaux solides. Seul, l'Empire des Sources du Soleil est, pour le moment, en état de fournir ces idées et ces matériaux ; mais, encore un coup, sa tutelle suscite tant de craintes et de jalousies qu'il se trouve par là même assez mal handicapé.

Aussi bien, les Japonais partisans de l'*Asie aux Asiatiques* se sont surtout appliqués, depuis la dernière guerre, à développer ce thème d'une doctrine de Monroe adaptée à l'Extrême-Orient sous le contrôle de leur pays.

La désillusion que leur apporta le Traité de Paix — où ne fut pas solennellement inscrite l'égalité des races, — le spectacle des divisions européennes, les crises qui agitèrent l'Occident après l'effroyable tension subie pendant plus de quatre années de combats, incitèrent ces critiques à de sévères considérations. Les délégués du Japon s'étaient rendus à Paris pour les négociations de Paix avec enthousiasme et dans l'espoir qu'un code de fraternité humaine sortirait des délibérations des vainqueurs. Ce fut, pour eux, une déception cruelle de constater que l'on écartait les questions qui les touchaient particu-

lièrement... Il suffit, pour s'en convaincre, de relire quelques-uns des articles qui furent alors publiés. Dans le *Japan Magazine* de juillet 1919, M. Shoji Fujii expliquait à ses compatriotes qu'il devenait urgent de s'organiser sur le plan asiatique, puisque les puissances avaient négligé de résoudre les problèmes capitaux : « La formule *l'Asie aux Asiatiques* peut facilement prêter, disait-il, à de fausses interprétations. C'est, en effet, une manière inexacte d'exprimer nos vues politiques. Une doctrine de Monroe pour l'Extrême-Asie se comprend mieux et laisse moins de place à l'ambiguïté. On n'a pas à lui donner le sens d'une menace dirigée contre les intérêts anglais dans l'Inde, pas plus qu'on ne saurait prétendre que la doctrine américaine de Monroe menace les intérêts britanniques au Canada. Jusqu'ici, les publicistes et les orateurs japonais ont apporté des réticences dans l'exposé de cette thèse ; néanmoins, depuis la guerre européenne, ils sont plus francs, et plus disposés à aborder ce sujet. La guerre a soulevé un intérêt quasi universel en faveur du droit qu'ont les peuples à disposer d'eux-mêmes. Cette idée a été chaleureusement accueillie au Japon et en Chine, car nous voyons là un moyen d'affirmer notre indépendance à l'égard de toute pression occidentale. Nous avons autant soif de liberté que l'Angleterre, la France, l'Italie ou l'Amérique. Les Orientaux qui ont fait autant que les autres races pour gagner la guerre doivent, en conséquence, être traités sur le même pied que les nations occidentales, et jouir des mêmes droits.

L'amour de l'humanité et de la justice ne sont point les vertus exclusives des Occidentaux. En tous cas, si les Occidentaux sont aussi généreux et aussi équitables qu'ils l'annoncent, nous voudrions bien qu'ils le prouvent aux Orientaux. Le Japon et la Chine exigeront, désormais, que les puissances d'Occident les traitent selon les mêmes principes qu'elles se traitent entre elles. »

M. Shoji Fujii nous rapporte qu'en avril 1919, un meeting monstre fut tenu au Temple de Hongwanji à Tokio et que, là, des motions furent adoptées où il était affirmé que le Japon tenait dans ses mains la paix de l'Extrême-Orient, et qu'il maintiendrait cette paix en dépit des intrigues de certaines nations occidentales pour créer des troubles en Chine. « Le Japon, concluait-il, a pour but d'unir tout l'Extrême-Orient afin de préserver son indépendance, ses droits, son honneur. Rien ne l'empêchera de remplir sa mission. »

Un autre rédacteur du *Japan Magazine* (dans le numéro d'août 1919) s'efforçait de définir l'« asiatisme ». Ce n'est pas la même chose, nous indiquait le Dr Masataro Sawayanagi, que le cosmopolitisme. L'asiatisme n'est point aussi vaste, mais d'autre part il n'est pas aussi étroit que le nationalisme. Il procède d'un certain idéal de race. Il n'entre pas en conflit avec les principes généraux d'humanité. Il cherche seulement à fixer les devoirs qui incombent aux Asiatiques de diverses nationalités : « Les nations ne sont pas capables de passer d'un bond de l'extrême nationalisme à l'extrême cosmopolitisme.

Elles doivent, pendant une période, se contenter de la solidarité de race. L'Asie en est à l'époque de l'*Asiatisme*, comme l'Europe a dû franchir l'étape de l'euro-péanisme et comme l'Amérique aura son temps d'américanisme. »

Connaître mieux ses voisins, d'abord, est important avant de regarder plus loin. Le Dr Masataro Sawayanagi conseillait à ses compatriotes de ne pas l'oublier : « L'attitude observée vis-à-vis des délégués japonais à la Conférence de la Paix, poursuivait-il, dévoile la pensée des gens d'Occident disposés à nous traiter en étrangers plutôt qu'en égaux. Peut-être n'y a-t-il pas de mauvaise intention de leur part, mais nous avons ressenti cet isolement. Les délégués occidentaux ont tant de points de contact qu'il est, après tout, naturel qu'ils s'entendent mieux entre eux qu'avec nous... »

Ayant rappelé que les nations devaient lutter à l'intérieur même pour dissiper les préjugés de classe, installer la véritable démocratie, faire triompher le libéralisme, l'écrivain japonais en revenait à son leit-motiv : « Notre but, c'est l'asiatisme, qui constituera l'étape la plus importante vers le cosmopolitisme... Les nations occidentales redoutent les Orientaux. L'opposition du premier ministre d'Australie à la race jaune en est la preuve. Lorsque le Kaiser inventa le spectre du « péril jaune » il confessa naïvement la frayeur que l'Asie inspirait à tous. C'est un cauchemar qui trouble le cœur des Occidentaux. Si l'on ne prend pas des précautions, cet état d'esprit est de nature à provoquer une guerre

entre l'Occident et l'Extrême-Orient. Nous devons donc nous préparer à une telle éventualité. Une fédération de toutes les races d'Asie est le meilleur moyen d'y parer. Donc, faisons triompher l'*Asiatisme* ! »

Voilà quelles étaient les idées exprimées par certains Japonais de l'élite après la Conférence de Paris. Il s'y mêlait une rancœur assez compréhensible en raison de l'échec subi par la diplomatie de leur pays. La rupture de l'alliance avec la Grande-Bretagne et les incidents relatifs au bill américain de l'immigration devaient, à quelques années de là, alimenter la propagande asiatiste. Des doctrinaires, comme Toyama, résolument anti-anglais et anti-américains répétaient que les peuples d'Extrême-Orient agiraient prudemment en se liguant contre les influences anglo-saxonnes. D'autres soutenaient même qu'un rapprochement avec la Russie, puissance asiatique, donnerait à réfléchir aux dirigeants de Washington.

En tout cas, peu à peu les partisans de l'asiatisme ne se contentèrent plus de paroles : ils décidèrent de tenter la mobilisation des forces asiatiques en créant un organisme propre à favoriser leur entreprise. Ainsi fut fondée la *Société de la Grande Asie* (O Asia Kyokwai) au mois de juillet 1924. Le *Hochi* nous a renseignés sur les débuts de cette société, dont la première assemblée fut tenue dans l'hôtel des Amis de la Constitution. Il n'y avait point là que des étudiants, des jeunes exaltés, des personnalités sans mandat. Plus de deux cents invités appartenant à la poli-

tique, à la religion, à la finance, au monde des affaires avaient tenu à manifester leur asiatisme. M. Iwasaki, député, au nom des organisateurs de la Société, prit le premier la parole pour demander de porter à la présidence M. Oishi Masami, personnage très influent, quoique très âgé, de l'ancien parti Seiyu Kwai. A peine assis au fauteuil ce Nestor déclara « que jamais il n'y aurait de meilleure occasion pour réaliser l'union de la famille asiatique et l'alliance de tous les peuples de couleur ». Puis, ce fut le tour du député Ogawa Heikichi qui protesta à la tribune contre le traitement infligé par les Etats-Unis aux immigrants japonais. « Nous ne devons plus compter, s'écria-t-il, sur des échanges stériles de notes diplomatiques. La parole est au peuple lui-même, à son esprit de décision, à ses fortes résolutions. Nous, peuple du Yamato, si nous ne voulons pas périr, nous devons avoir pour but de lutter pour tous les peuples de couleur. Plus encore, nous devons élargir le débat et avoir en vue le bien de l'humanité, en général, si nous voulons amener l'Amérique à la repentance... » D'autres orateurs développèrent le même thème, et les représentants de divers groupes politiques tombèrent d'accord sur la nécessité de la discipline nouvelle de même que sur le titre de *Société de la Grande Asie* dont leur association devait se parer. Il fut décidé que, chaque année, plusieurs assemblées auraient lieu pour fixer la tactique et favoriser la propagande asiatique. Deux assemblées, — celles du printemps et de l'automne — seraient impératives. Tokio devenait le siège

central de l'organisation préparée pour rayonner dans toute l'Asie par la constitution de multiples sections.

Ces idées firent leur chemin puisque, le 1^{er} août 1926, on vit se réunir à Nagasaki un Congrès panasiatique où se rencontrèrent une cinquantaine de délégués du Japon, de l'Inde, de la Chine, des Philippines, de l'Indochine, de la Corée et du Siam.

Le programme proposé par les représentants nippons comprenait cinq articles essentiels :

1° Recherche des moyens propres à établir des échanges permanents d'idées et à réaliser la coopération matérielle des peuples asiatiques ;

2° Construction de chemins de fer transasiatiques ;

3° Fondation de centres de propagande dans les principaux pays asiatiques ;

4° Création de banques destinées à faciliter le crédit interasiatique ;

5° Organisation du commerce panasiatique.

C'était là un programme idéal qui ne fut pas discuté dans le calme. Loin de là ! La fraternité asiatique ne se manifesta pas avec la sérénité bouddhique. Pour commencer, les Chinois accusèrent les Japonais de se livrer à des tentatives d'impérialisme et de vouloir accaparer le mouvement à leur profit. Les Japonais protestèrent et quittèrent la séance avec fracas. D'autre part, il y eut une scène de pugilat entre le président, et un représentant de la Corée. Les Philippins et les Hindous furent obligés de séparer les combattants.

D'après débats s'élevèrent également au sujet d'une proposition relative à l'adoption d'un drapeau commun à toute l'Asie. La délibération ne fut pas moins vive autour d'une motion qui réclamait une langue unique — dans le genre de l'esperanto — pour l'Extrême-Orient. Des savants promirent de trouver le mécanisme de cette langue qui faciliterait les communications verbales entre jaunes.

Les incidents qui se sont déroulés à Nagasaki ne sauraient, toutefois, nous faire oublier les tendances qui s'y sont affirmées. A travers les joutes oratoires et en dépit des quelques épisodes de jiu-jitsu qui ont troublé le congrès, le désir de s'émanciper de toute souveraineté européenne et de former un front unique a été marqué.

Un délégué chinois n'a-t-il pas proposé aux adhérents à la Ligue asiatique de prendre l'engagement d'aider les Indes et les Philippines à reconquérir leur indépendance? Il est vrai que, par prudence, les Japonais ont protesté. Ils redoutaient des manifestations nuisibles à leurs relations avec l'Amérique et la Grande-Bretagne.

Le monde officiel de Tokio s'abstint prudemment de prendre part à ce Congrès, et il affecta même de le traiter comme un événement sans grande portée.

La police veillait. Elle n'eût pas toléré que cette discussion prit un tour susceptible de créer des difficultés internationales. Mais comment ignorer l'état d'esprit de la plupart des délégués des nations asiatiques représentées à Nagasaki? Pour la première fois, — quelles que soient les

diss
Ori
éta
Une
mill
taire
C
tats
épo
d'en
Soci
lem
aver
D
pas
dent
raie
des
l'y
mie
entr
plus
tiser
mur
ce p
un
sacr
péen
civi
le

(1)
du 1

dissensions intestines des peuples d'Extrême-Orient et leur éloignement du but proposé — était esquissée la Société des hommes jaunes. Une organisation visant à l'indépendance de millions et de millions de gens jusqu'ici réfractaires à une politique commune se dessinait.

Certes, il ne convient ni d'exagérer les résultats du Congrès de Nagasaki et de les dresser en épouvantail devant l'Europe, ni de se contenter d'en noter les péripéties ridicules. Avant que la Société des Nations du Pacifique fonctionne réellement, que de temps s'écoulera ! Mais c'est un avertissement... (1)

D'ailleurs, cet esprit panasiatique pourrait ne pas évoluer dans un sens fatal aux intérêts occidentaux, si les peuples de race blanche considéraient avec plus de libéralisme les revendications des nations d'Extrême-Orient. Le Japon, si on l'y aidait intelligemment, ne demanderait pas mieux, au fond, que de servir de trait d'union entre les deux mondes et que d'éviter les chocs plus ou moins lointains que d'aucuns prophétisent. Ecoutez ce que disait à ce sujet M. Sugimura, l'un des diplomates les plus avertis de ce pays : « Si les nations de l'Europe faisaient un dixième des efforts que les Japonais ont consacrés à la compréhension de la civilisation européenne, elles pourraient mieux apprécier notre civilisation. Cette compréhension réciproque et le respect mutuel qui s'ensuivrait entre les

(1) Le deuxième Congrès panasiatique s'est tenu à Changhaï, du 1^{er} au 4 novembre 1927.

peuples de l'Occident et de l'Orient serviraient puissamment à consolider la paix du monde ».

M. Sugimura ne me paraît pas du tout avoir tort. Si l'on parle trop du déclin de l'Europe au Japon et en Extrême-Orient, c'est parce que les dirigeants européens ont commis trop d'erreurs de psychologie et de politique. Il y a des écrivains de l'école de M. Tadanao Nakayama qui sont découragés par cette méconnaissance des sujets asiatiques de la part des Occidentaux. Ils proclament que l'avenir appartient aux continents nouveaux qui ne sont pas épuisés par la guerre ou par des systèmes économiques périmés. « De même, dit M. Nakayama (*Hochi* du 17 janvier 1927), qu'un homme de génie qui reste à la campagne ne peut devenir fameux jusqu'à ce qu'il soit consacré par la grande ville, de même le Japon ne pouvait devenir célèbre avant que le flot de la civilisation qui se déplace de l'Ouest à l'Est ait avancé... L'Europe dégénère déjà et sombre dans la décadence et la ruine. Se relèvera-t-elle? D'aucuns pensent qu'elle sortira de ses difficultés, mais je ne le crois pas, car elle suivra le sort de la Grèce et du monde romain. La civilisation qui s'échappe d'Europe a trouvé un meilleur terrain en Amérique et promet de s'épanouir en fleurs et en moissons plus belles que celles du vieux Monde. De son côté, l'Asie voit se développer une civilisation qui lui est propre. Ainsi les deux centres de l'univers seront les Etats-Unis et l'Asie.

« C'est un phénomène significatif que notre Empire soit placé entre deux zones de civilisa-

tion. Le Japon occupe une place unique qui commande les relations des deux groupes. C'est ainsi que le rustre d'hier est en train de devenir l'homme de la grande ville. »

Nous avons cité cette opinion parce qu'elle correspond à l'orgueil et à l'espérance de trop de Japonais qui ignorent la vitalité, la force des traditions, l'immensité des ressources dont disposent encore les Européens. Mais elle aide à mieux pénétrer les ressorts secrets de l'asiatisme.

Il est vrai que d'autres Japonais ne partagent pas le jugement si défavorable aux Européens de M. Tadanao Nakayama. Ils se rendent mieux compte de la valeur de la civilisation occidentale. L'an dernier, un anthropologiste américain, le Dr Frederick Starr, fit une conférence à Tokio en prenant pour sujet « Le Japon est-il vraiment oriental? » Il soutint que ce pays avait lutté contre ses tendances naturelles en adoptant notre civilisation et qu'il eut mieux agi en conservant plus étroite sa parenté avec les peuples asiatiques au lieu de rechercher les exemples et les amitiés de l'Angleterre, de la France ou des Etats-Unis: Il lança ce pronostic que « si le Japon s'évertuait à jouer un rôle d'homme blanc dans un monde d'hommes blancs, il aurait le même sort que l'Allemagne ».

Cette conférence du Dr Frédéric Starr, prononcée au Pan-Pacific Club, souleva d'ardentes controverses. Un journaliste japonais, notamment, lui répondit dans le *Japan Advertiser* (14 décembre). Il insista dans sa réplique sur le fait que l'empire mikadonal avait emprunté

comme religion le bouddhisme à la Chine, à l'Inde et à la Corée. Or, peut-on dire que le bouddhisme, qui est une religion inspirant des vertus passives, convienne au Japon, au même degré qu'aux autres peuples asiatiques ? N'a-t-il pas, jusqu'à un certain point, entravé l'originalité nipponne ? N'est-il pas en contradiction avec les qualités naturelles d'initiative et d'énergie des Japonais qui, par là, sont beaucoup plus près des Occidentaux que des Chinois ?

N'est-ce point aussi à la Chine que le Japon a pris son écriture et ses idéogrammes qui sont un tel obstacle aux progrès scientifiques et aux besoins modernes ?

« Le Dr. Frédéric Starr, expliquait en raillant le journaliste de Tokio, semble croire que tout ce que le Japon a imité de l'Occident est mauvais... Si nous avions adopté plus tôt et plus complètement le système de la construction en acier et en ciment armé, nous aurions évité, en 1923, beaucoup de désastres ! »

Et le contradicteur de l'anthropologiste yankee de terminer en disant que le plus sage parti, pour le Japon, est, tout en retenant ses qualités traditionnelles et asiatiques, de savoir choisir tout ce qui peut l'aider à grandir, à se fortifier, à s'ennoblir. Au-dessus des grandes civilisations régionales ou continentales — qui gardent des traits particuliers — il y a la *civilisation*, — sans autre épithète — qui offre de généreuses possibilités d'entente à tous. Le Japon tient à y participer et à en bénéficier.

C'est, en somme, l'avis de tout Japonais

moyen que n'exaspère pas le panasiatisme et qui ne verse pas dans un occidentalisme outrancier. Il demeure dans un opportunisme vigilant afin de profiter des occasions qui lui permettront de donner au pays les avantages de tous les progrès.

Deux novateurs nippons ont récemment émis la prétention de fonder une Quatrième Internationale, — qui serait l'Internationale des Jaunes. C'est là un projet dont nos arrière-petits neveux ne verront pas l'éclosion. L'Empire du Soleil Levant ne se prêtera pas à des aventures de ce genre. Il veut bien défendre la civilisation asiatique, mais sans perdre les profits de la civilisation occidentale grâce à laquelle il a, précisément, le premier rang en Asie.

IX

DEVANT LE CHAOS CHINOIS

Dans une réunion tenue à Kobé au début de 1926 et où se rencontraient déjà quelques-uns des leaders panasiatistes, le fameux Sun-Yat-Sen préconisait une alliance russo-sino-japonaise. Sans doute, il s'était posé pendant longtemps en adversaire du gouvernement de Tokio dont il avait dénoncé les menées impérialistes en Chine et dont il avait blâmé avec virulence l'aide donnée au président Yuan Che Kai. Il l'avait aussi engagé à ne pas bouger pendant la guerre de 1914, mais, depuis lors, le chef cantonais estimait que la formation d'un bloc asiatique s'imposait et que les partisans de l'indépendance totale à l'égard de l'Occident devaient s'entendre. « Il faut rejeter loin de nous, disait-il, tout ce qui pourrait s'infiltrer sous le déguisement d'une civilisation occidentale qui, en réalité, est une civilisation éhontée, suant l'astuce et pourrie de logique intéressée... »

Le Japon ne répondit pas à cette invite et continua sa politique de prudente expectative à l'égard de la république chinoise, sans vouloir

rien briser avec les puissances européennes et avec les Etats-Unis.

Il s'en est tenu à cette ligne de conduite réaliste, refusant d'entrer en hostilité avec la Russie, et refusant aussi de se solidariser entièrement avec les peuples anglo-saxons pour le règlement des affaires de Chine. Ce qu'il veut, c'est, à la fois, l'ordre en Extrême-Orient et le maintien de ses droits spéciaux sur le Liao-Tung et la Mandchourie. Il souhaite qu'aucune domination étrangère ne s'implante en Asie et, cependant, il ne peut laisser le bolchévisme travailler impunément au bouleversement d'un continent où il possède tant d'intérêts matériels et moraux. Il se trouve être le gardien des progrès accomplis au nom de la modernisation des Etats et le protecteur de la race jaune. Son rôle est de sauvegarder l'apport des méthodes occidentales en même temps que la liberté du monde asiatique. C'est là une position infiniment délicate et qui oblige les diplomates nippons à déployer toutes leurs qualités de souplesse pour ne pas être pris dans de redoutables équivoques et pour ne pas aggraver les conflits qu'ils désirent résoudre.

Personne ne nie aujourd'hui que le Japon soit la première puissance du Pacifique. Or, c'est grâce à la guerre menée victorieusement contre la Chine, à propos de la réforme de la Corée, en 1894, qu'il a commencé à s'imposer à l'attention des nations. Ayant rêvé d'imiter l'Occident, de s'adapter à la lutte politique, de manier les armes nouvelles, c'est en Chine qu'il a étrenné sa jeune audace. Avant de compter parmi les grands pays

du monde, il s'est essayé à prendre la première place dans son propre milieu. C'est la Chine qui lui a servi de tremplin.

Sollicité par ses parrains occidentaux de participer à l'expédition contre les Boxers, en 1900, il se comporta très brillamment. Il fut ainsi reconnu l'un des champions de la plus haute civilisation. La défaite qu'il infligea aux Russes en 1904-1905, le classa définitivement au rang qu'il ambitionnait. Notons que c'est avec l'indemnité de 200 millions de taëls — somme considérable pour l'époque — reçue à la suite de la campagne de 1894, qu'il réorganisa sa marine, qu'il doubla les effectifs de son armée, qu'il se procura le matériel destiné, un peu plus tard, à battre les Russes. Le traité de Portsmouth montra que les Etats-Unis et, aussi, l'Angleterre (bien que plus discrètement) s'effrayaient des succès trop rapides de l'Empire japonais, dont ils limitèrent les effets par une pression concertée.

En 1911, ce fut l'annexion de la Corée qui permit au Japon de se développer encore dans le cadre asiatique. Enfin, la grande guerre lui offrit l'occasion, en 1915, de s'installer à Tsingtao aux lieu et place de l'Allemagne, et d'aboutir au Traité des vingt et une demandes imposé à la Chine en plein désarroi, traité qui, s'il avait été exécuté, aurait simplement réduit les 350 millions de Chinois à la vassalité ! Ce document est un chef-d'œuvre d'impérialisme. Il découvre bien la soif ardente de domination qui, à ce moment-là, dévorait les dirigeants de Tokio.

Mais ces choses sont loin... La guerre a passé.

Une évolution profonde s'est dessinée dans l'esprit politique du Japon. Les troubles sociaux et les secousses économiques l'ont porté à réfléchir sur l'organisation générale de l'Asie. Il s'est rendu à la Conférence de Washington. Il a restitué Tsing-Tao, et abrogé les Vingt et une demandes. Il a signé le concordat des huit nations relatif à l'émancipation chinoise. D'où vient ce virement? L'*Osaka Mainichi* du 21 janvier 1927 nous en fournit une explication :

« Le programme wilsonien de l'idéal démocratique, qui a été pour le monde entier l'évangile de la paix, fut, pour le Japon, l'occasion de se débarrasser de ses diplomates de la vieille école et de mettre en avant ceux de la nouvelle imbus d'idées généreuses. Notre équipe de représentants à Washington fut, pour la première fois, composée de jeunes hommes pleins de cet idéal nouveau (le baron Shidehara, M. Matsudaira, ambassadeur aux Etats-Unis, MM. Saburi, Debachi, etc. »).

Et l'*Osaka Mainichi* ajoute :

« Le dessein de cette diplomatie nouvelle n'est pas de courir après l'expansion territoriale, non plus qu'après les alliances, mais il consiste simplement dans la poursuite de la prospérité intérieure économique par le développement de nos relations commerciales avec les nations amies. »

Ainsi, aux clans militaristes, aux hommes qui songeaient à ne soutenir le prestige japonais que par la force, par la brutalité même si les circonstances l'exigeaient, s'est substituée une école plus avertie des dangers de l'impérialisme, et

qui, sans vouloir être dupe des manœuvres égoïstes des autres pays, entend régler son jeu en évitant les vains déploiements d'armes. Cette école considère que la Chine doit, désormais, être ménagée. N'est-ce pas le Japon qui, en grande partie, a éduqué l'élite de la jeune génération chinoise — civile ou militaire — dans ses universités et ses écoles techniques ? N'est-ce point le Japon qui a inculqué des idées de libération à beaucoup de ceux qui se sont engagés dans le mouvement révolutionnaire ? N'est-ce pas le Japon qui a donné l'exemple de la protestation contre les traités inégaux et qui a fini par s'en dégager ?

C'est, en effet, une page mémorable de l'histoire de l'Empire du Soleil Levant que celle de cette lutte contre les privilèges de l'Occident, lutte qui a duré de 1867 à 1899, lutte où se sont manifestées, en vue de l'affranchissement définitif, la ténacité nationale et la subtilité asiatique. Le malheur est que la Chine procède par bonds, par convulsions, par épisodes anarchiques, tandis que le Japon, unifié par une vigoureuse discipline, a pu s'émanciper par étapes bien réglées.

La constitution nipponne et le tempérament chinois diffèrent très sensiblement. Tout cela, les diplomates de la nouvelle école japonaise le savent et l'admettent sans difficulté. Ils n'ont pas moins une sympathie très réelle pour les efforts chaotiques auxquels se livrent les leaders de l'indépendance asiatique. Sous leur influence, la majorité de la population du Japon est devenue sinophile. On suit, dans toutes les classes de la

société, les épisodes de l'interminable révolution avec la secrète espérance qu'elle finira tout de même par la libération des tutelles étrangères.

Si, pendant longtemps, les divers cabinets de Tokio accordèrent leur appui aux grands chefs militaires du Nord : Yuan-Che-Kaï, Tuan-Chi-Jui, Chang-Tso-Lin, ils ne négligent pas, maintenant, d'entretenir des intelligences dans les partis sudistes. Ils sont d'avis qu'il est prudent de miser sur les principaux tableaux. Malgré les excès des « rouges » à Hankéou, Kiu-Kiang et Nankin, le gouvernement japonais s'est montré modéré dans ses blâmes et ses demandes de réparations. Il est approuvé par l'opinion publique, qui est pacifiste, à l'exception des clans militaires et navals dont l'influence décroît sans cesse.

Quel est le but du Japon ? Il lâcherait volontiers les concessions, les principes d'extra-territorialité, le contrôle douanier à la condition d'obtenir la sécurité de ses propres sujets et un traité commercial favorisant ses exploitations en Chine. Il tâchera de ne pas trop se compromettre pour négocier, à l'instant propice, avec les factions dominantes et avec les chefs lui paraissant de taille à sortir le pays du gâchis. Il sera patient jusqu'à l'extrême limite. Il étudiera toutes les combinaisons propres à une médiation entre les partis rivaux. Naturellement, le Japon agira, selon sa manière, en déployant son activité dans la coulisse et en respectant toutes les apparences, à moins que des événements exceptionnels ne l'obligent à sortir de cette réserve.

A ce sujet, le baron Shidehara formulait ainsi

son sentiment dans un article du *Referee* (15 mai 1927) :

« C'est aux Chinois eux-mêmes qu'il appartiendra de décider qui prendra les rênes du gouvernement de la Chine et quelle sera la sage politique à poursuivre. Si une politique cadrant avec le caractère chinois et capable de provoquer la prospérité à l'intérieur et d'assurer le prestige à l'étranger se révèle, cette politique gagnera du terrain. Si elle ne répond pas à ces espérances, cette politique périra d'elle-même. La vie nationale de ces populations a ses racines dans une suite de milliers d'années et elle se développe dans une atmosphère particulière. Aucun programme d'institutions politiques et sociales, qui serait imposé à la Chine de l'extérieur, n'a la moindre chance de succès durable ! »

Le baron Shidehara demandait aux puissances d'Occident de ne livrer aucune fourniture d'armes aux différentes factions en lutte et il parlait ainsi de la situation toute particulière du Japon :

« Les droits primordiaux de notre pays ne doivent être ni réduits, ni modifiés par un changement quelconque — politique ou social — de la Chine. *Il nous est donc imposé de nous tenir en contact avec ceux qui exercent une autorité effective dans chaque région et de faire tous les efforts possibles pour protéger l'existence et les biens de nos nationaux.* »

Il concluait que l'intégrité et la souveraineté nationales de la Chine seraient scrupuleusement respectées, le Japon n'ayant que le désir d'un

rapprochement économique des deux peuples et ne formant que des vœux pour la réalisation des aspirations légitimes du peuple chinois. Le baron Tanaka, en prenant possession du pouvoir, n'a pas exprimé une autre doctrine. Il s'est montré seulement beaucoup plus catégorique à l'égard de la propagande des Soviets. Il a déclaré dans un de ses premiers discours :

« En ce qui concerne l'activité communiste en Chine, le Japon ne peut rester indifférent, parce qu'il a un intérêt vital à la conservation de la paix en Extrême-Orient et que, d'autre part, il est à même d'être affecté directement par les résultats de cette activité. La question touche étroitement à la paix mondiale et au bonheur de l'humanité. Aussi le Japon est-il prêt à collaborer avec les autres puissances en tenant compte, toutefois, de la nature des problèmes qui sont en jeu et de l'opportunité d'appliquer telles ou telles solutions. J'ai la ferme conviction que notre voisine, la Russie, avec laquelle nous sommes en relations amicales, voudra bien comprendre cette manière de voir. »

Aussi bien, le baron Tanaka passant de la théorie aux actes, a déployé toute sa diplomatie pour détacher le généralissime de l'armée nationaliste, Chiang-Kai-Chek, des influences bolchévistes. Il n'est pas douteux que la rupture qui s'est produite entre le chef sudiste et Borodine, l'œil et l'agent de Moscou auprès du Kouo-min-tang, a été, au moins partiellement, l'œuvre du Japon. En même temps, le président du Conseil japonais a envoyé 700 fusilliers marins du côté de Tsin-

Tao et il a prélevé sur les garnisons de Mandchourie 2.000 hommes de troupes pour les diriger sur Tsi-nan-fou, capitale du Chan-toung. Il a justifié ces mouvements, en invoquant comme prétexte les troubles en perspective dans le Nord et la nécessité de protéger la vie et les biens des sujets japonais qui sont au nombre de 3.000 à Tsin-Tao et à Tsi-nan-Fou. En réalité, il a manœuvré pour impressionner les Nordistes tout en conservant le contact avec les Sudistes pour le jour où ses bons offices apparaîtront urgents.

Le 27 juin 1927, le baron Tanaka, afin d'être mieux renseigné et de ne pas commettre de faux-pas, a convoqué à Tokio une conférence de tous les représentants diplomatiques, consulaires, commerciaux et militaires accrédités en Chine. M. Kenkichi Yoshizawa, ministre du Japon à Pékin, a exposé alors la situation et parlé longuement de la lutte des factions chinoises, dont aucune n'a encore témoigné avec une énergie suffisante de son attachement à la Constitution. De l'avis de ce diplomate, si les nationalistes arrivaient au pouvoir, ils s'empresseraient d'exclure leurs adversaires qui se soulèveraient et fomenteraient de nouveaux troubles. La domination d'un des groupements aux prises n'apportera pas la solution du problème chinois, car il n'en est pas un seul capable de prendre la direction du pays sans la dictature. L'administration et la police sont à peu près impuissantes et il faut encore compter avec les fédérations ouvrières très agitées et avec la multiplicité des sociétés

secrètes qui échappent à tout contrôle. C'est pourquoi M. Kenkichi Yoshizawa a dit que, tout en sympathisant avec les aspirations nationalistes de la Chine, il lui paraissait utile — sans esprit d'agression et en évitant les oppositions violentes — de continuer une politique réaliste en attendant les événements plus ou moins lointains qui favoriseront l'unification de la malheureuse Chine. Sa thèse concorde avec l'ensemble de la politique japonaise. Elle a été acceptée par la Conférence sur la politique chinoise. Ne pas se fourrer dans le guêpier, mais assurer la sécurité des nationaux japonais et surveiller tous les points sensibles du Nord au Sud : tel est le mot d'ordre de Tokio.

Quels sont au juste les intérêts japonais en Chine ?

On compte plus de 300.000 sujets du Mikado dans la république chinoise dont 230.000 installés en Mandchourie et dans les provinces soumises à la Chine et 70.000 environ dans la Chine proprement dite. Mais c'est l'infiltration économique et financière qui est importante. A partir de 1918 surtout, les Japonais ont prêté de l'argent non seulement au gouvernement central et aux gouvernements provinciaux, mais encore à la plupart des grandes entreprises privées. Les banques de Tokio ont établi en Chine de nombreuses succursales. En 1922, elles avaient déjà pris pour elles-mêmes ou placé pour 220 millions de yens destinés à aider les industries ou les exploitations particulières.

Aujourd'hui, d'après l'*Osaka Mainichi*, les capitaux japonais investis dans les trois provinces de Mandchourie sont de l'ordre de un milliard 337 millions de yens. En Chine proprement dite, les placements atteignent 520 millions de yens. Encore ces chiffres ne tiennent-ils pas compte des entreprises des petits négociants disséminées un peu partout. On atteint comme total 2 milliards 750.000 yens représentant l'essentiel de la fortune japonaise en Chine.

Les capitalistes nippons ont des intérêts sidérurgiques considérables, car ils sont les gros bailleurs de fonds de la grande société chinoise Han-yeh-ping, qui possède les fonderies de Hangyang ainsi que les charbonnages de Ping-siang et les mines de fer de Tai-yeh. C'est de là qu'on tire la majeure partie du minerai qui alimente, au Japon, la fonderie d'Etat de Yawata, dans le nord du Kyu-Shu. Cette entreprise, située non loin de Wu-Chang, sur le Yang-Tsé, s'est trouvée mal en point depuis la prise d'Hankéou par le parti rouge. Il faudra encore beaucoup d'argent pour réparer les dommages causés par la guerre civile.

La plupart des capitaux engagés en Chine ne rapportent pas un sen dans les conjonctures présentes. Et cela peut durer encore longtemps ! Par contre, la révolution chinoise a servi à améliorer, dans certains cas, les relations commerciales entre les deux pays, principalement au bénéfice du Japon. Celui-ci a profité largement du boycottage organisé contre les produits anglais

et américains. Dès 1925, alors que les troubles et les grèves commençaient en Chine, il redoubla d'initiative. Durant les six premiers mois de cette année-là, les exportations japonaises montèrent à 358.980.000 yens, alors que les importations n'étaient que de 186.357.000 yens, soit une plus-value en faveur des premières de 172.623.000 yens. Ces proportions, à cause de la difficulté des communications à l'intérieur de la Chine et de l'insécurité qui règne dans tant de provinces, ne se sont pas maintenues.

Le Japon a bien souffert de quelques boycottages lui aussi, mais il n'a pas été gravement atteint par ces manifestations épisodiques et d'une portée restreinte. Dans l'ensemble, ses produits ont dominé le marché. Il y a eu, de la part des Chinois, un véritable engouement pour tout ce qui est japonais par opposition aux marchandises anglaises. Au début de l'année 1927, les importateurs chinois se sont rendus plus nombreux que de coutume dans toutes les villes industrielles du Japon afin d'y passer de multiples commandes, notamment en cotonnades. Les filatures et les tissages en Chine ont tellement souffert de la guerre civile et des grèves qu'il a bien fallu parer au manque de production. Il en a été pareillement pour bien d'autres articles. Même les Cantonais, naguère les plus anti-japonais parmi les Chinois, ont conclu par haine de la Grande-Bretagne, des marchés d'une ampleur inusitée avec les fabriques nipponnes. L'industrie textile de Tokio et d'Osaka a connu de beaux

jours, grâce à tous les bouleversements dont souffre la Chine. (1).

Les capitalistes, les industriels, les négociants japonais scrutent l'avenir et comprennent que cela ne durera pas indéfiniment. Aussi bien, ils influent sur les pouvoirs publics, afin qu'un bon traité de commerce soit préparé pour le jour où le calme reviendra. Si la Chine obtient son autonomie douanière — ce qui est l'une de ses revendications essentielles — ce sera, apparemment, pour pratiquer une politique protégeant ses propres industries. Dans ce cas, le Japon souhaite ne pas être trop lésé et il envisage des précautions pour ne pas subir, à son tour, une crise économique cruelle. En outre, si les dispositions des Chinois continuent à être de plus en plus favorables — en raison de la politique nouvelle du gouvernement de Tokio — pourquoi les producteurs japonais ne trouveraient-ils pas le moyen d'investir des capitaux dans les industries chinoises susceptibles de concurrencer les leurs ?

Pour cette politique de collaboration économique et pour la réussite de mille autres projets — une fois les troubles apaisés — il est d'une tactique habile de ne pas heurter actuellement les factions en effervescence mais, au contraire, d'affirmer, envers les unes et les autres, un libé-

(1) A noter toutefois, en contre-partie, qu'autour de Chang-Haï et de Tsing-Tao, un grand nombre de filatures de coton appartiennent aux Japonais eux-mêmes et que, par leur production, ces établissements ont dépassé, durant les périodes calmes, les établissements similaires anglais et chinois. Aujourd'hui, elles souffrent, elles aussi, du gâchis politique général.

ralisme plein de promesses. Il faut penser aux affaires. Les affaires ! Voilà le grand mot.

« Les femmes et les chats eux-mêmes — confessent en riant les Japonais de 1927 — se sont découvert une âme de *Jitsugyo-Ka* » (de *businessman*, diraient les Américains). La diplomatie nipponne songe, en effet, à toutes les belles affaires et à l'expansion commerciale possible dans l'immense Chine de demain. Elle n'a pas le droit d'ignorer l'âme du *Jitsugyo-Ka*. Elle est de son siècle !

ENTRE TOKIO ET MOSCOU

La paix de Portsmouth — du 5 septembre 1905 — causa un profond désappointement au Japon. Cependant, si ce pays ne recueillit pas tous les fruits de sa victoire, il n'y eut pas chez lui un regain d'hostilité contre la Russie. Il s'était couvert de gloire. Il avait montré qu'il ne craignait pas, pour se faire respecter, de s'attaquer au colosse russe. Il retirait de ce duel dans les plaines de Mandchourie, sinon tous les avantages qu'il en attendait, du moins un bénéfice moral incontestable. Pourquoi aurai-il poursuivi de sa haine l'adversaire de la veille ? D'abord, le Japon a une âme trop chevaleresque pour cela, et il n'est pas dans son tempérament de piétiner l'homme vaincu. Ensuite, il réfléchit à son intérêt et il considéra les meilleurs moyens qui s'offraient à lui de tirer parti d'un traité bâti à l'étroit sous la surveillance des Etats-Unis et de l'Angleterre. Il se rapprocha donc de la Russie. Des conventions de commerce, de navigation et de pêche étaient bientôt signées à Petro-

grad et, le 30 juillet 1907, le ministre du Japon, M. Motono, concluait avec M. Iswolsky un accord plus général qui consolidait les relations de bon voisinage des deux pays, fortifiait leur entente dans l'Asie orientale, notamment en Mandchourie, et qui esquissait une délimitation de leur sphères d'influence en Mongolie. Le chemin de fer transsibérien et transmandchourien devait servir à l'œuvre d'expansion économique des deux peuples, naguère rivaux. Le traité de Portsmouth avait attribué à la Russie la section dite de l'Est chinois entre Mandchu-li et Tchang-Tchoung ; le Japon avait reçu la section comprise entre Tchang-Tchoung, Moukden, Port-Arthur et Dalny. Mais il fallait développer ce réseau et, par des ententes appropriées, éviter des conflits pour l'avenir. Le Japon profita de ces dispositions pour hâter la reconstruction de la ligne de Moukden à Antoung et pour créer des embranchements entre la Mandchourie et la Corée septentrionale.

C'est alors que les Etats-Unis, aidés en l'occurrence par la diplomatie allemande, soutinrent cette thèse qu'il devenait nécessaire d'internationaliser le réseau mandchourien. Le memorandum de M. Knox, à ce sujet, (novembre 1909), n'eut pour résultat que de rendre plus étroits les liens du Japon et de la Russie qui, en juillet 1910, échangèrent de nouvelles signatures au bas d'un accord plus précis que le premier, pour le maintien de leurs positions en Mandchourie et pour l'exécution de leurs projets de voies ferrées. Les relations entre les deux empires devin-

rent de plus en plus actives, — relations intellectuelles, commerciales, financières. Si l'on faisait allusion, dans la presse nipponne, à la guerre de 1904, c'était, maintenant, sur un ton courtois et comme si l'on évoquait un événement historique déjà lointain.

La politique russo-japonaise montra sa solidarité au moment où éclata la révolution chinoise de 1911. Lorsqu'un consortium de banques des grandes puissances se forma, un peu plus tard, pour l'emprunt dit de « réorganisation », le gouvernement de Tokio et celui de Petrograd mirent comme condition formelle dans la constitution des gages de l'emprunt que leurs intérêts en Mandchourie et en Mongolie seraient strictement respectés.

Cette action diplomatique se poursuivit et se précisa encore plus énergiquement dans les années qui suivirent. L'accord de 1912 en fut le couronnement. Puis, la guerre de 1914 ayant éclaté, le Japon joua en Asie non seulement le rôle qui lui était dévolu en harmonie avec les puissances de l'Entente, mais il devint le principal fournisseur de la Russie en canons, en fusils, en munitions, en matériel de toute sorte, en approvisionnements et en vivres. Il est à peine besoin de remémorer, qu'après les revers des armées du tsar, c'est lui qui leur redonna une artillerie et qui soutint la bataille par un effort industriel prodigieux.

Au plus fort de la tourmente, les deux pays paraphèrent un nouveau traité de paix, plus intime, et d'une collaboration encore plus ser-

rée que les précédents. Ils s'engageaient, par le texte du 3 juillet 1916, à ne faire partie d'aucun arrangement ou combinaison politique hostile à l'un ou à l'autre. Ils déclaraient se prêter appui et secours, au cas où seraient menacés leurs droits territoriaux ou leurs intérêts spéciaux en Extrême-Orient. Et ils continuèrent à perfectionner tous les arrangements de détail propres à faciliter le mécanisme de leur coopération.

La paix de Brest-Litovsk et les événements qui en découlèrent remirent en question l'ensemble des relations russo-japonaises. On se rappelle que le Japon, après être intervenu aux côtés des Alliés, lors de l'expédition sibérienne de 1918, alléguait la nécessité de protéger la vie et les intérêts de ses nationaux — fort nombreux en Sibérie orientale — pour y maintenir ses troupes après le départ des autres contingents. L'intérêt de la situation était pressant pour lui, en raison de la lutte que se livraient les Blancs et le Parti Rouge, — lutte dont la possession de la Sibérie était l'enjeu.

Les Bolchévistes triomphèrent. Mais on ne compta pas des victimes que dans les rangs des contre-révolutionnaires russes. Des Japonais furent également massacrés. A Nicolaïewsk, se déroulèrent des incidents dramatiques. En conséquence, des troupes nipponnes et des navires de guerre furent maintenus à Vladivostock. L'île Sakhaline — dont le sud appartenait à l'Empire japonais, depuis le traité de Portsmouth, — fut *entièrement* occupée. C'est seulement après la Conférence de Washington, en 1923, que les

bateaux stationnés à Vladivostock furent rappelés par le gouvernement du mikado.

Dès l'automne de 1922, cependant, des contacts s'étaient établis entre Russes et Japonais, pour examiner sur quelles bases on pourrait modifier favorablement des rapports si tendus. Les émissaires de Tokio admettaient que les négociations officielles auraient des chances d'être rétablies aux conditions suivantes :

1° Le Gouvernement de Moscou devrait, sans ambages, reconnaître ses responsabilités dans le massacre de Nicolaiewsk ;

2° La question des dettes de la Russie serait réservée et ferait l'objet d'un règlement spécial ;

3° Le Japon conserverait des droits de pêche sur les côtes du Kamchatka, ainsi qu'à l'embouchure de l'Amour, et il garderait pour ses pêcheurs toutes facilités en attendant une convention formelle à ce sujet ;

4° Il pourrait racheter le nord de l'île de Sakhaline moyennant un prix raisonnable.

Deux hommes s'appliquèrent à discuter ce programme. Du côté japonais, ce fut le Vicomte Goto Shimpei — que l'on a parfois surnommé le « Loucheur japonais » ; du côté des Soviets, le Docteur Ioffe, ex-chirurgien dentiste, l'un des signataires du Traité de Brest-Litovsk, devenu l'un des spécialistes de la diplomatie bolchéviste.

Le Vicomte Goto, homme d'affaires entreprenant, ancien directeur de la Compagnie du Chemin de Fer de la Mandchourie du Sud, ex-gouverneur du Liao-Toung, puis de Formose, présidait depuis longtemps la Société amicale russo-

japonaise (*Nichiro Kyokwai*). Il s'était intéressé à toutes les entreprises russes. Il préconisait de nouvelles formes de collaboration avec la République des Soviets. Il était le théoricien d'une économie asiatique d'après-guerre et de tout un système de reconstruction politique et financière. Maire de Tokio, très discuté d'ailleurs par certains groupements politiques, il préféra donner sa démission afin de mieux se consacrer au problème russe.

Le Vicomte Goto avait des sympathisants, entre autres le Docteur Miyake, l'un des plus réputés rédacteurs de la revue *Le Japon et les Japonais*. Il groupa, pour recevoir le Docteur Ioffe, en mai 1923, de nombreuses personnalités de la finance et de la politique. Le moment était bien choisi. Le monde japonais était encore tout meurtri par le coup de la dénonciation de l'alliance avec la Grande-Bretagne. Il était énervé par les sacrifices que lui imposait la Conférence de Washington. Il continuait à être irrité de la controverse sur l'immigration avec les Etats-Unis. Il traversait une grave crise d'incertitude et se croyait isolé. Tout cela l'invitait à tenter l'expérience russe. Certes, de fortes méfiances à l'égard de la Russie persistaient dans bien des cercles et soulevaient les critiques d'une partie de la presse. Néanmoins, on encourageait, en général, le Vicomte Goto, dans son initiative. Autant qu'aux avantages politiques, on songeait aux avantages économiques d'un tel rapprochement. Le Docteur S. Washio les exposait dans un article du *Japan advertiser* (30 mai 1923). Il faisait miroi-

ter aux yeux de ses compatriotes « les immenses possibilités de la Sibérie » : produits agricoles à importer du Japon, articles manufacturés à exporter dans toute la Russie, qui en est tellement dépourvue.

Avant la guerre, le commerce de l'Empire du Soleil Levant avec l'Empire tsariste était insignifiant : 50 à 60 millions de yens en tout. L'industrie japonaise était dans l'enfance. L'Allemagne contrôlait dans la proportion de 60 % les exportations sur le marché russe. Tel n'était plus le cas. Les négociants du Reich reprenaient, sans doute, l'offensive, mais ceux du Japon pouvaient, quand même, espérer de larges profits.

« Tandis qu'en 1914, — écrivait le Docteur S. Washio — nous exportions pour dix millions de yens de marchandises en Russie ; en 1915 nous en avons vendu pour 78 millions et, en 1916, pour 117 millions ». C'était là, il est vrai, une période exceptionnelle, mais pourquoi ne pas retrouver une bonne part de la clientèle d'alors ? Avant la révolution bolchéviste, les exportations japonaises comprenaient les articles suivants : cuivre, zinc, cuirs travaillés, produits pharmaceutiques, tissus de coton.

Plus de commandes depuis 1921 ! Ne pourrait-on pas placer en Sibérie et dans les autres provinces des tissus de coton, de soie, de laine légère, des habits, des chaussures ? Le Japon est capable de fournir aussi du papier, des épices, du tabac, du riz, de la porcelaine. On manque de tout cela en Russie. Le Docteur S. Washio prévoyait que le long de la voie ferrée de l'Est

Chinois, entre Harbin et Vladivostock, toute une série d'industries (moulins, scieries, entrepôts de bois, briquetteries, fabriques d'huile d'arachide), aux mains des Japonais ou commanditées par eux allaient, au lieu de dépérir, connaître une ère des plus florissantes. Il estimait que les Russes, ayant besoin d'une flotte marchande, achèteraient des bateaux aux Japonais et redonneraient à leurs chantiers une activité supplémentaire. Il voyait ensemencées de riz — après l'accord — les terres inoccupées le long de la voie ferrée de l'Oussouri et la mise en culture intensive de la province maritime de Priamorski. Partout, c'était l'abondance ! Exploitation des forêts, des mines, des pêcheries apporteraient des richesses inouïes aux heureux signataires de la réconciliation russo-japonaise.

Il y avait, dans les raisonnements du Docteur S. Washio, assez de l'imagination de Perrette, escomptant les bénéfices du pot au lait... Ses compatriotes n'en étaient pas moins séduits par tant de perspectives dorées !

L'accord ne se fit pourtant pas dès 1923. Le gouvernement japonais laissa, d'abord, le Vicomte Goto épuiser tous les sujets de conversations préliminaires avec le Docteur Ioffe. Ensuite, il prit son temps, afin d'éprouver la bonne volonté des Soviets. Il savait le prix que Moscou attachait à la reconnaissance officielle par un grand Etat comme lui et il n'était pas d'avis de la lui accorder tout de go. A Tokio, on estimait que toute précipitation dans un acte de cette importance serait également de nature à

aliéner les sympathies des puissances occidentales.

On se contenta donc de poursuivre les entretiens avec le Docteur Ioffe, avec ce progrès que ce fut un personnage officiel, M. Kawakami, ancien consul général en Russie et en Pologne, qui prit la place du Vicomte Goto. Durant cette période d'attente, les agents bolchévistes multiplièrent en tous lieux les prévenances vis-à-vis des Japonais.

Les pourparlers n'entrèrent dans la phase décisive qu'au cours de l'année suivante, après de longs mois d'atermoiements. A Pékin, le 21 janvier 1925, fut finalement signé le nouvel accord russo-japonais. MM. Léon Karakhan, représentant des Soviets, et Yoshizawa, ministre du Japon en Chine, furent les protagonistes qui aboutirent à la conclusion des négociations amorcées par le Vicomte Goto et le Docteur Ioffe. Si le traité fut de la sorte terminé en Chine, c'est pour des motifs faciles à discerner. Le Cabinet de Tokio avait eu connaissance — un certain temps avant sa publication — du traité russo-chinois qui fut scellé le 30 mai 1924. Il chargea donc son ministre, à Pékin, de reprendre activement la conversation avec M. Karakhan, pour régler la situation entre la Russie et le Japon. Il voulait devancer les Etats-Unis dans cette reprise des relations — car on parlait alors dans les cercles politiques de Washington du rapprochement avec les Soviets — et il calculait également, qu'en cas d'agitation grave en Chine, il serait préférable de retenir le gouvernement de Moscou dans le cadre d'un accord dûment éta-

bli. A la nouvelle de ce traité, d'aucuns supposèrent que l'empire japonais entraît dans une vaste combinaison asiatique hostile au monde occidental. Il visait surtout à recevoir la garantie formelle que la Russie n'avait signé aucune convention secrète dirigée contre lui.

Par l'accord de Pékin, il remportait une belle victoire diplomatique, en forçant l'U.R.S.S. à reconnaître le traité de Portsmouth. En compensation du massacre de Nicolaïewsk, il obtenait à Sakhaline, d'énormes concessions houillères et pétrolières. La question des pêcheries, sur les côtes sibériennes, était résolue en sa faveur. Un traité de commerce et de navigation allait être mis à l'étude. En revanche, le Japon promettait d'évacuer le nord de l'île de Sakhaline et il rétablissait, avec l'Union Soviétique, des relations diplomatiques normales.

A Moscou, peut-être songeait-on à un bloc asiatique et caressait-on l'espoir d'entraîner le Japon dans une formation anti-européenne et anti-américaine. Quelques théoriciens japonais avaient l'air, en effet, d'encourager les Bolchévistes dans cette pensée, tel le député Matsumoto Shimpei qui, quelques jours après la nouvelle officielle du traité de Pékin, prononça, à la Diète, un discours enflammé en faveur d'une alliance offensive et défensive de son pays et de la Russie « afin, disait-il, de faire échec à la politique combinée des nations anglo-saxonnes ». Le vice-ministre des affaires étrangères, M. Nakamura, se contenta de lui répondre que l'accord avec la Russie ne signifiait nullement une orien-

tation nouvelle de la diplomatie japonaise par un jeu d'alliances asiatiques.

Depuis, il est apparu que le Japon, tout en cherchant à bénéficier des clauses du traité, n'a pas cessé de se défendre contre le bolchévisme et de prendre des mesures radicales envers les disciples de Lénine. Il a bien rouvert son ambassade à Moscou et ses principaux consulats en Russie. Il a reçu, à Tokio, selon les usages protocolaires, le premier titulaire de l'ambassade des Soviets, M. Victor Nicoloevitch Kopp, ensuite remplacé par M. Dovgarewski. Cela ne l'a pas empêché d'en user avec la dernière sévérité envers la délégation syndicale russe qui aborda, le 20 septembre 1925, à Shimonoseki. Quatre syndicalistes bolchévistes, ayant à leur tête le camarade Lapse, avaient été invités à venir au Japon par un groupe de travaillistes japonais appartenant à des associations professionnelles teintées de bolchévisme. Ces voyageurs étaient passés par la Chine, où ils avaient aidé au déclenchement de grèves et prêché la doctrine révolutionnaire.

Le Gouvernement japonais commença par emprisonner Kato, le chef du syndicat des mineurs, qui s'était rendu au devant des camarades moscoutaires ainsi que les autres communistes notoires qui s'étaient avancés pour servir d'escorte aux syndicalistes bolchévistes. En outre, chaque fois qu'une réunion devait avoir lieu, la police intervenait, suscitait une bagarre, et coffrait les manifestants. A l'hôtel où était descendue la délégation bolchéviste, une étroite surveillance était organisée. Pas un seul contact

sérieux ne put être pris par les Russes durant leur séjour. Les agents de la sûreté y mirent bon ordre. Au syndicat des imprimeurs, un leader japonais arriva à lâcher ces quelques mots : « Il ne nous est pas possible, vu l'attitude de la police, de vous exprimer ce que nous avons dans le cœur ! » A la minute même, l'auteur de cette déclaration était appréhendé et conduit au poste ! De guerre lasse, comprenant que les incidents se multiplieraient ainsi sans aucun profit, les syndicalistes russes reprirent le chemin de Moscou... Quand ils furent loin, le gouvernement japonais — qui a autant le sens de l'ironie que le souci de la politesse — présenta de vagues excuses à l'ambassadeur Kopp, sur le zèle intempestif de la police, qui avait été, paraît-il, au-delà des instructions reçues...

Au mois de novembre de cette même année 1925, la police découvrit que les Associations syndicales russes avaient envoyé deux chèques, d'une valeur totale de 148.000 yens (soit un million et demi de francs), pour aider à la propagande communiste et au mouvement d'émancipation en Corée. C'est à la suite de ce nouvel incident, que le Cabinet de Tokio repoussa la demande des Soviets tendant à obtenir l'immunité diplomatique pour trente-cinq délégués commerciaux russes, qui devaient s'établir dans diverses provinces du Japon, afin d'amorcer de prétendues relations d'affaires plus intimes entre les deux pays. On était plus perspicace à Tokio qu'à Londres, où l'Arcos s'était commodément installé.

Une tentative assez sérieuse fut faite par les Japonais eux-mêmes, pour étendre leur activité commerciale en Russie. Au printemps de 1926, fut fondée une association commerciale russo-japonaise, avec Osaka pour siège central. Le comité de cette association comprenait les noms des plus grands commerçants et industriels de l'Empire. Les beaux projets du Docteur S. Washio allaient-ils enfin se réaliser ?

Hélas, non ! Jusqu'ici, l'association commerciale russo-japonaise a végété. Elle n'a obtenu que des résultats insignifiants. Les relations économiques sont extrêmement lentes à se former et à se développer. D'autre part, la question des pêcheries a provoqué, jusqu'à ces temps-ci, des querelles qui ont refroidi l'enthousiasme des Japonais. Ceux-ci retirent annuellement de la pêche du saumon et des crabes des sommes considérables tant par la fabrique des conserves que par la vente directe des produits de cette double industrie.

Depuis les îles Kouriles, jusqu'à la baie de Possiet, au nord de la Corée, les Japonais ont toujours eu la faculté de pêcher, mais la Russie soviétique pas plus que la Russie tzariste, n'avait jamais admis la fixation des eaux territoriales à la limite de trois milles, adoptée dans les relations internationales. Elle avait toujours imposé la limite de 12 milles, qui annulait pratiquement les droits théoriquement concédés. De là, des conflits incessants, des luttes à main armée, des emprisonnements, des confiscations qui jetaient un malaise dans les rapports russo-japonais. Mal-

gré l'accord de principe de janvier 1925, ce régime avait persisté et provoqué de multiples incidents.

Depuis le mois de juillet 1927, il semble que cette irritante question ait progressé à la satisfaction du Japon et que les négociations qui ont eu lieu à ce propos, aient été le prélude de plus importants pourparlers, en vue d'un traité de commerce.

Voilà où l'on en est au point de vue économique. Quant à sa diplomatie générale, le ministre Tanaka s'en tient à une règle prudente. Il se contente de négocier des compromis de circonstance, chaque fois qu'un cas difficile se présente. Dans les affaires chinoises, où est mêlée la Russie, il a adopté cette méthode. Il ne faut pas éveiller les susceptibilités des puissances étrangères ou chinoises et, pourtant, il convient de veiller aux intérêts japonais en Mandchourie et en Mongolie où, reprenant toujours la tradition tsariste, les Soviets s'évertuent à élargir leur influence. Aussi bien, le mot d'ordre de la politique nipponne demeure, vis-à-vis de la Russie : pas de conflits, mais une vigilance constante [

XI

LES RAPPORTS AVEC LA GRANDE-BRETAGNE, LA POLITIQUE NAVALE ET AERIENNE

Le Japon a été fort désappointé par les conditions générales du traité de paix. Il n'a pas vu l'idéalisme humanitaire, dont il était animé, pénétrer les mœurs diplomatiques. Nous avons expliqué que la question des races n'avait pas été posée comme il l'entendait. Bien plus, il n'est pas douteux que la dénonciation de l'alliance qui l'unissait à la Grande-Bretagne ait été amenée par une série de pressions exercées par les Dominions et en raison du désir que nourrissait le Foreign Office d'un rapprochement avec les Etats-Unis. Les questions de race ont joué, mais elles ont joué contre l'Empire nippon. Il y eut un moment psychologique, en 1921, où la politique britannique tendit à constituer un vaste bloc anglo-saxon, une sorte de Société des Nations de langue anglaise, afin d'imposer à l'univers des règles conformes au pacifisme, à la mentalité, à l'intérêt des peuples issus de la

Grande-Bretagne, aux diverses époques de l'histoire. Comment ne pas tenir compte, dans ce projet, des préjugés de l'Australie et du Canada, à l'égard des jaunes et de toutes les susceptibilités de la Confédération de l'Amérique du Nord? Des théoriciens anglais et yankees prêchèrent cette entente et annoncèrent que, si elle était réalisée, aucun pays n'oserait plus se lancer dans une guerre, John Bull et l'Oncle Sam, armés du « big stick », seraient désormais les agents de la police mondiale !

Sans doute, pour lâcher le Japon, la diplomatie britannique mit des formes... M. Wickham Steed nous a conté dans le *Times* (22 juillet 1927) que, si l'alliance de 1911 fut abandonnée, ce ne fut point « sur l'injonction des Etats-Unis », ainsi que l'avait écrit un correspondant du même journal. Il s'agissait seulement, paraît-il, de faire place à un plus vaste système de coopération des puissances intéressées au Pacifique. L'écrivain anglais précise que, « pour des raisons d'ordre impérial », M. Arthur Balfour, l'amiral Beatty, sir Robert Borden et d'autres membres de la délégation qui devait se rendre à la Conférence de Washington, examinèrent, avant cette importante réunion, comment on pourrait fondre l'alliance anglo-japonaise dans un accord plus étendu.

« En effet, nous dit M. Wickham Steed, il existait, pour ne pas parler de l'Australie, dans les provinces de l'ouest du Canada, un sentiment anti-japonais aussi prononcé que sur la côte du Pacifique de l'Union américaine. A supposer que

la Conférence de Washington dut échouer et qu'il fallut envisager l'éventualité malheureuse d'un conflit entre l'Amérique et le Japon, les sympathies actives d'éléments importants de l'Empire britannique auraient pu être acquises à une puissance, hostile à une alliée de la Grande-Bretagne. Il y a lieu de croire que ces considérations furent portées officieusement, dès septembre 1921, à la connaissance d'hommes d'Etat japonais en vue ; elles étaient certainement présentes à l'esprit des principaux délégués britanniques avant l'ouverture de la Conférence.

« Avec la sagesse qui caractérise si souvent de leur part la conduite des affaires étrangères, les hommes d'Etat japonais décidèrent que leur attachement à l'alliance britannique ne devait pas faire obstacle à un accord de portée plus générale, et ils travaillèrent loyalement dans ce dessein à Tokio et à Washington. Ils comprirent que la Conférence de Washington avait pour objet d'assurer la paix en favorisant l'entente dans le Pacifique et ailleurs sur la base de la limitation des armements navals. Comme ils désiraient la paix, ils contribuèrent avec empressement pour leur part au règlement final ».

En réalité, les Japonais ne furent pas dupes des bons prétextes avec lesquels on amorça les négociations. Fins diplomates, ils acceptèrent l'inévitable avec leur courtoisie coutumière. Ils surent s'adapter aux circonstances. L'accord du Pacifique, néanmoins, ne voila que bien faiblement à tous les esprits avertis la rupture qui s'était produite avec la Grande-Bretagne.

A Washington, les représentants de l'Empire du Soleil Levant finirent aussi par admettre, sans trop de difficultés, pour les vaisseaux de première ligne la proportion de trois « capital ships » pour cinq à l'Angleterre et cinq aux Etats-Unis. Nous avons déjà fourni les raisons essentielles de cet esprit de conciliation en décrivant l'évolution politique japonaise et l'action personnelle de l'amiral Kato. Il n'est pas douteux que le Japon était animé d'un désir de haute moralité et souhaitait diminuer les chances de conflit fatalement provoquées par la course aux armements. Cependant, en dehors de cette considération humanitaire, il avait des motifs intérieurs pour prendre une telle position.

S'il avait continué son effort naval, avec des sacrifices croissants, ç'eût été au détriment de sa prospérité économique. Il devenait urgent, pour lui, de pratiquer des réformes radicales dans l'armée et la marine, non seulement afin d'obéir aux impulsions des partis démocratiques, mais pour dégager les organismes réellement congestionnés. Le traité de Washington fut l'occasion de coupes sombres dans le haut personnel naval. Dans les deux années qui suivirent l'accord, furent mis à la retraite ou obligés de quitter les cadres : 8 amiraux, 52 vice-amiraux, 99 contre-amiraux, 560 capitaines et lieutenants de vaisseau, 115 enseignes, 43 aspirants et 13.700 assimilés de divers grades. L'armée de terre fut semblablement allégée. Les deux grands clans — le clan Choshou pour l'armée et le clan Satsouma, pour la marine — ne purent intervenir

efficacement parce que leur influence était obligée de céder devant l'esprit démocratique. Le gouvernement japonais se contenta de donner des gratifications assez importantes aux plus méritants des vieux serviteurs, et tout se passa sans trop de grincements de dents.

Beaucoup des officiers remerciés sentaient, d'ailleurs, qu'il n'y avait plus rien à faire dans une carrière trop encombrée et où les jeunes étaient animés de tout autres sentiments que les anciens. C'est, qu'en effet, là comme ailleurs, les souffles nouveaux avaient pénétré dans les milieux navals où l'on ne prônait ni les mêmes méthodes, ni les mêmes disciplines que naguère. Nous ne croyons pas, comme de pessimistes observateurs l'ont soutenu, que l'esprit de sacrifice et le sens de l'honneur aient été atteints par ces transformations dans la marine japonaise. Toutefois, comment les jeunes officiers n'auraient-ils pas été, eux aussi, touchés par le désir de moderniser la flotte et d'en assurer la puissance avec des moyens sans doute plus limités, mais aussi plus en rapport avec l'actualité scientifique et d'une souplesse plus grande ?

Toutes ces considérations aident à comprendre pourquoi, dans les pourparlers de Washington, l'amiral Kato et les experts japonais ne se cantonnèrent point dans l'intransigeance et pourquoi, malgré les violentes récriminations du début dans certains milieux, l'opinion publique prit son parti de la nouvelle politique navale.

Ce qui la tracassa, et même ce qui créa un véritable malaise à certaines heures, ce furent les

suites de la rupture de l'alliance avec la Grande-Bretagne et la tournure du mouvement anglo-saxon. L'affaire de Singapour fut, à cet égard, typique. L'idée de créer là une base navale appartient à l'amiral Jellicoe, qui la préconisa en 1923. A la Conférence impériale qui se tint en l'automne de la même année, le projet fut adopté et fut incorporé, ensuite, dans le programme du ministre Baldwin. Singapour devait devenir un nouveau Gibraltar. Les travaux à exécuter représentaient une somme de 260 millions de francs. Hong Kong et la Nouvelle Zélande se déclaraient prêts à subventionner l'entreprise. Le cabinet Mac Donald refusa, un peu plus tard, d'y souscrire. Tous les partisans de la sécurité britannique et de la plus grande flotte protestèrent vivement. Par la suite, ils devaient revenir, au moins en partie, au programme qui leur tenait à cœur.

Voici comment l'amiral Jellicoe, en sa qualité de gouverneur général de la Nouvelle Zélande, le justifiait. Dans un télégramme daté du 11 mars 1924, il écrivait :

« L'existence même de l'Empire dépend de la marine impériale et si la marine doit, au cours d'une guerre, pouvoir opérer avec succès, elle a besoin des bases convenables pour procéder à ses réparations et lui servir de point de départ. A l'heure actuelle, Malte est la base la plus proche et elle est à 6.000 milles de distance. Elle n'a, par conséquent, aucune valeur pour les vaisseaux de haute mer, soit dans le Pacifique, soit dans l'Océan indien... A moins qu'on ne

construire une base à Singapour, ce serait une impossibilité absolue, pour la majorité des cuirassés de l'Empire, d'opérer à l'est du canal de Suez... Cette question intéresse directement l'Australie, l'Inde, la Nouvelle Zélande et un certain nombre de colonies de la Couronne qui doivent rappeler au gouvernement britannique actuel que tout citoyen de l'Empire et tout pays appartenant à l'Empire a le droit d'être protégé contre toute possibilité d'une attaque par un ennemi étranger. »

Quels arguments trouvaient là tous les impérialistes anglais !

Au Japon, on estimait qu'il n'y avait pas lieu de protester *officiellement*, Singapour étant situé dans une zone hors du cadre des arrangements relatifs au Pacifique. Aucun texte n'interdisait à la Grande-Bretagne d'étendre, en cet endroit, ses fortifications. Toutefois, un tel plan était-il compatible, moralement, avec l'esprit du traité naval et du traité signé par les quatre puissances visant à garantir la paix en Extrême-Orient ? A ce sujet, les organes de toutes les nuances ne se gênaient pas pour exprimer librement leur avis. Ce jugement du *Chugai Shogiyo* nous paraît bien résumer l'opinion moyenne nipponne au milieu des polémiques de l'époque :

« Maintenant que l'alliance anglo-japonaise a cessé d'être en vigueur, la Grande-Bretagne peut estimer que le souci de sa sécurité nationale commande l'établissement d'une base navale à Singapour ; cette nécessité peut s'im-

poser de plus en plus à l'esprit britannique pour cette raison que le Pacifique est en train de devenir un champ de compétition commerciale pour les puissances. Quels que soient les motifs de ce projet, quelle que puisse être l'explication officielle qui en est donnée, il ne peut pas y avoir de doute qu'il constitue une menace envers les autres.

« Pour le Japon, le fait de créer une base navale à Singapour est un défi presque aussi net que si la Grande-Bretagne en établissait une à Hong Kong. Une telle entreprise est contraire à l'esprit du traité naval et du traité des quatre puissances conclu à la Conférence de Washington. D'ailleurs, qu'il y ait ou non une menace pour le Japon, nous craignons que l'exemple de la Grande-Bretagne ne soit suivi par d'autres pays. Si l'on commence la course pour l'établissement des bases navales, cela annihilera les décisions de la Conférence de Washington.

« Cette considération nous remplit d'une anxiété et d'un malaise intenses. Aussi bien, nous ne pouvons nous empêcher de soumettre cette question à la sérieuse considération des hommes d'Etat intelligents et des peuples de l'Amérique et de l'Angleterre. »

C'était aussi le moment où une campagne alarmiste était menée en Australie et où M. Georges Marks lançait sa brochure « *Watch the Pacific, Defenceless Australia* » (Surveillez le Pacifique, l'Australie sans défense !) Bien qu'ils fussent habitués à ces attaques, le Japonais n'en étaient pas moins énervés.

De même, les projets agités pour la création d'une marine hindoue en 1924 n'étaient pas faits pour les calmer. C'était le complément de la politique inaugurée à Singapour. C'était l'extension anglaise du réseau naval asiatique. Dirigé contre qui ? La Grande-Bretagne ne songeait-elle pas à une combinaison russo-japonaise possible, à une coalition panasiatique, et n'envisageait-elle pas toutes ces mesures pour protéger ses intérêts en Chine et aux Indes qui forment, à ses yeux, un tout indissoluble ?

Telles étaient les hypothèses formulées par la presse japonaise qui ajoutait :

« Alors, les hommes d'Etat de Londres n'ont pas confiance dans les accords du Pacifique ? Ils imitent donc les Américains en prenant des précautions spéciales et des assurances coûteuses, même contre le Japon et, en calculant les risques d'un bouleversement de l'Extrême-Orient ? ».

L'abandon du Protocole par la S. D. N., en 1924, et d'un système perfectionnant la sécurité générale, l'échec au moins partiel des propositions du vicomte Ishii tendant à étendre à l'Extrême-Orient des garanties d'arbitrage furent également un coup sensible pour les hommes politiques japonais.

Pourtant, bien qu'ils eussent conscience de leur isolement et qu'ils en éprouvassent de la gêne, les dirigeants de Tokio restèrent fidèles aux accords de Washington et appliquèrent strictement leur politique d'économies. Le budget de 1925 réduisit de 31.570.702 yens les crédits de la marine. Mais, les autorités navales refusèrent

de retrancher quoique ce fut aux sommes affectées à la construction des petites unités pendant les cinq années à venir et qui doivent porter, en 1928, la flotte des unités secondaires à 239.540 tonnes en face de 375.670 tonnes des unités correspondantes des Etats-Unis.

En ce qui concerne les « capital ships », le Japon restait légèrement en dessous de la limite de Washington (6 dreadnoughts de 191.320 tonnes et 4 croiseurs de bataille de 110.000 tonnes, soit 301.320 tonnes alors que les Etats-Unis disposaient de 525.850 tonnes). La proportion n'était donc pas de 3 à 5, mais seulement de 2,75 à 5.

Pour la construction des sous-marins, dont le chiffre prévu pour 1929 était de 69, des contre-torpilleurs et des porte-avions, l'amirauté de Tokio conservait les mains libres.

Ce programme n'allait-il pas encore être modifié et de nouvelles limitations n'allaient-elles pas être édictées pour les unités secondaires? Le Japon, en effet, acquiesça à la proposition du Président Coolidge et envoya ses experts à la Conférence de Genève, dite « Conférence à Trois », parce que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne y figuraient seuls avec l'Empire mikadonal. L'Italie et la France avaient décliné l'invitation... Les débats commencèrent le 20 juin 1927 et procurèrent plus d'une surprise aux spectateurs de ces joutes diplomatiques. D'aucuns avaient supputé que les puissances anglo-saxonnes s'entendraient et finiraient par une opération qui laisserait leur partenaire un peu

plus désarmé qu'auparavant. Ce qui apparut avec un relief saisissant, au cours de ces pourparlers, ce fut la rivalité des Anglais et de leurs cousins transatlantiques.

Les Etats-Unis, hantés par l'idée de ne pas voir l'Angleterre posséder un tonnage global supérieur au leur, commencèrent par proposer d'appliquer aux croiseurs, torpilleurs et sous-marins, les principes de pourcentages de 1922. Peut-être les experts britanniques se seraient-ils finalement rangés à cette thèse si le tonnage des « capital ships », tout en demeurant dans les proportions fixées à Washington, avait subi une réduction analogue à celle qu'on voulait imposer à leur flotte pour les croiseurs.

Mais les Américains s'opposèrent à toute modification du chiffre des vaisseaux de première ligne et, pour des raisons de prestige, s'obstinèrent à nier la valeur des arguments anglais. Les gens de Londres eurent beau expliquer qu'ils avaient d'immenses voies de communication à défendre ; des dominions, des colonies éloignées à protéger, alors que l'Amérique du Nord n'a pas de tels problèmes à résoudre ; ils eurent beau invoquer leur position spéciale et des motifs de sécurité en reprenant la doctrine française, qu'ils avaient précédemment combattue avec tant d'ardeur ; ils eurent beau démontrer que si l'on appliquait les propositions américaines, en prenant pour base le tonnage britannique, on aboutirait à ce paradoxe qu'au lieu de désarmer, les Etats-Unis seraient dans l'obligation d'augmenter leur tonnage : rien n'y fit. Les délégués

du président Coolidge n'acceptèrent aucune transaction.

Les Japonais essayèrent avec autant de circonspection que d'adresse, de calmer les passions des uns et des autres et de les amener à des concessions : ce fut peine perdue. Il apparut que les Etats-Unis ne souffriraient point que leur fut enlevée la chance de devenir les plus puissants et les plus redoutés *in the world*, si le cœur leur en disait ! Leur impérialisme choqua brutalement celui de la vieille Angleterre. Certes, on se complimenta par la suite et l'on affirma que rien n'était cassé, que la querelle n'aurait aucune conséquence grave... Tout de même, elle mit à vif les susceptibilités anglaises et porta les hommes d'Etat de la Grande-Bretagne à méditer sur la fragilité du rêve de la grande coalition anglo-saxonne qu'ils avaient bâti en 1921. La Conférence de Genève, en dépit des bons offices des Japonais devenus, par instant, les arbitres de la situation, et qui sortirent de là avec une réputation accrue de fins joueurs, se termina par un échec.

La vérité est qu'il est illusoire de parler de limitation d'armements sur mer sans envisager, en même temps, les réductions terrestres. Il est non moins vain de ne pas tenir compte des questions de sécurité, vitales pour chacune des puissances intéressées. Le désarmement est un tout. C'est la doctrine française, c'est la doctrine qu'a si éloquemment soutenue M. Paul-Boncour, c'est la doctrine de la logique. L'événement a prouvé combien notre gouvernement avait été

sage en s'abstenant de participer aux délibérations instaurées par le président Coolidge.

D'aucuns se sont demandé si, après les désillusions causées par la Conférence à Trois, l'Angleterre ne se rapprocherait pas du Japon et n'en reviendrait pas à sa conception diplomatique de 1911. Qu'à Londres on ait le désir d'un rapprochement avec Tokio, c'est possible. Qu'on ait mesuré certaines erreurs et qu'on ait l'intention d'améliorer des relations qui ne sont plus aussi cordiales qu'elles l'étaient dans un récent passé : voilà qui est vraisemblable. Mais les Dominions sont toujours là et leur politique fondamentale n'a pas varié. Les accords du Pacifique persistent également et ne sauraient être remplacés par une combinaison qui, derechef, éveillerait l'hostilité des Etats-Unis. Enfin, il y a les intentions du Japon. Or, celui-ci ne paraît pas disposé à prendre des engagements de ce genre. Il se méfie de la Russie soviétique, mais il n'est pas d'avis de la heurter en entrant dans un groupement d'allure antibolchéviste et en se mettant à la remorque d'une croisade menée par la Grande-Bretagne. S'il a maille à partir avec Moscou, il règlera la chose lui-même, selon ses méthodes. Il conserve trop frais à la mémoire l'abandon de l'alliance et ce souvenir est cuisant. Ecoutez ce que dit à ce sujet le *Nichi Nichi* de Tokio (du 10 mai 1927) :

« Nous autres, Japonais, nous étions, hier encore, en diplomatie, de pauvres novices ; nous prenions à cœur le moindre incident international qui nous touchait tant soit peu ; nous

nous lamentions comme des enfants de n'être pas compris par les Américains et d'être lâchés par les Anglais. Aujourd'hui, — est-ce bien, est-ce mal? — nous sommes devenus franchement sceptiques et raisonneurs, nous savons sourire quand on nous flatte, sourire encore lorsqu'on nous dénigre. Nous savons ne plus montrer aucune indignation devant les faits et gestes de l'Angleterre en Chine, ou à propos de ses machinations destinées à y ruiner notre commerce, à contrebattre notre aide aux aspirations chinoises et à soulever contre nous l'hostilité chinoise.

« Nous n'éprouvons aucune rancune contre les procédés commerciaux inamicaux des Anglais : nous ne sommes pas non plus autrement flattés ou joyeux à l'annonce que la Grande-Bretagne rechercherait de nouveau l'alliance qu'elle a volontairement dénoncée. Suivant l'expression favorite des Anglais, il nous plaît, pour le moment, d'attendre et de voir, « wait and see », ce qui sortira de là ! »

En faisant la part du persiflage que peut se permettre un journaliste — et non un diplomate — n'y a-t-il pas là un raisonnement qui découvre le fond de la pensée nipponne?

Oui, les Japonais ont appris à compter surtout sur eux-mêmes et, s'ils sont quelque peu désabusés ce n'est point — on l'avouera — de leur faute. Cela ne les empêche pas de rester courtois et conciliants dans toutes les circonstances de la vie internationale. Cependant, ils entendent défendre leurs intérêts propres au milieu de l'économie asiatique. Pour cette expansion, ils

ne tiennent pas à s'alourdir par un navalisme et un militarisme coûteux ; ils souhaitent les réductions qui leurs permettront de consacrer plus d'argent à leur expansion, mais à la condition que ces réductions n'atteignent pas les forces navales indispensables à leur protection.

Il nous reste à parler de l'aviation que le Japon organise de son mieux pour parer aussi à toutes les éventualités et pour aider à son rayonnement en Extrême-Orient. Selon son habitude, avant d'adopter tel ou tel type d'avion ou de moteur, les techniciens se renseignent, font des essais, se livrent à des choix éclectiques. Ils achètent ensuite aux grandes firmes européennes des licences d'exploitation et des engins leur paraissant répondre le mieux aux besoins du pays. Un gros effort est actuellement tenté pour que soit composée une flotte aérienne puissante et une flotte commerciale importante.

Sept grandes sociétés s'adonnent à la construction aéronautique : la Mitsubishi Nainen-Ki et l'Aichi Tokei à Nagoya ; la Kawasaki Zosenjo Hikoki-bu à Kobé ; la Japan Aerial Navigation, à Osaka ; les ateliers Nakajima à Ota-Machi ; la Tokio Electric and Gaz et les Chantiers Iskikawajima à Tokio.

Des ingénieurs français, anglais, italiens, allemands ont été appelés dans l'Empire du Soleil Levant pour éduquer le personnel de l'air, pilotes ou mécaniciens. Les Français ont été les premiers, après l'armistice, à donner leurs leçons aux Japonais. Pour l'aviation navale, les Anglais leur ont été d'un grand secours, et les Allemands

ont été chargés de la construction et de l'organisation technique des usines où l'on monte, où l'on répare, où l'on fabrique non seulement les appareils, mais tous les accessoires utiles aux divers services des aviations militaire et navale.

Le Japon a d'abord acheté à l'étranger pour une cinquantaine de millions de dollars d'avions et de matériel. Puis, il a consacré 200 millions de dollars — crédits votés par le Parlement pour une période de six ans — afin d'établir une organisation aérienne sérieuse. Il s'est fondé naturellement une ligue de l'Air, des sociétés, des clubs pour encourager ce mouvement. Et l'aviation civile se développe, bien que plus lentement, à l'instar de l'aviation de guerre. Le gouvernement a créé dans ce dessein un « Bureau de l'Air » qui tâche de coordonner les efforts des constructeurs, de pilotes, de tous ceux qu'intéresse la conquête de l'atmosphère.

Il faut bien dire que le Japon a de multiples obstacles à franchir. Sa position et les particularités géographiques de l'archipel rendent la navigation aérienne plus difficile que chez nous ou en Amérique. Il subit périodiquement des tremblements de terre et de terribles tempêtes qui endommagent les aérodromes et l'obligent à recommencer souvent les mêmes installations. Jusqu'ici, une seule ligne a réellement fonctionné deux fois par semaine : c'est la ligne Osaka-Fukuoka. D'autres seront mises en exploitation dès que l'on sera bien outillé et à mesure que la renaissance économique s'accroîtra. On

parle d'un consortium de sociétés financières au capital de 10 millions de yens qui serait disposé à établir un réseau de 4.000 kilomètres pour relier les lignes suivantes : 1° Tokio-Dairen (Mandchourie), 2.000 km. ; 2° Tokio-Séoul (par Osaka et Ogori), 1.500 km. ; 3° Tokio-Sendaï, 500 km.

Plus tard, ce réseau serait complété par de nouvelles routes d'un total de 3.400 km. :

- 1° Une ligne de Formose à Changhaï ;
- 2° Une ligne de Changhaï à Harbin en passant par Dairen ;
- 3° Quelques autres lignes, comme celle de Tsuruga à Vladivostock et une autre de Moukden à Pékin.

L'ambition des Japonais serait de rayonner sur toute la partie du continent asiatique où ils sont attirés par leur prestige et par leurs intérêts. Ils parviendront un jour à remplir ce programme, mais leur politique de l'air est en ce moment en retard sur la politique des pays occidentaux. Quels que soient les sacrifices à consentir, les lenteurs de la réalisation de ces superbes projets, la cherté des constructions, ils ne se laisseront point tant qu'ils ne seront pas parvenus au but.

Les Japonais veulent des ailes en abondance suffisante pour dominer le ciel d'Extrême-Orient. Cela fait partie de leur plan général d'action et de modernisation. Ils en auront ! Patience et longueur de temps... C'est là leur devise.

XII

LES RELATIONS AVEC LES ETATS-UNIS

En parcourant l'histoire des relations entre les Etats-Unis et le Japon, on est frappé de l'évolution qui s'est produite en ces dernières années et du changement de ton des Américains du Nord à l'égard du peuple nippon. Lorsque Millard Fillmore envoyait le commodore Perry au Mikado, en novembre 1852, c'était avec un message chargé de promesses.

« J'ai particulièrement recommandé au commodore Perry, disait la lettre présidentielle, de s'abstenir de tout ce qui pourrait troubler la tranquillité des Etats de Votre Majesté.

« Les Etats-Unis d'Amérique s'étendent d'un Océan à l'autre et nos territoires d'Orégon et de Californie sont situés en face des domaines de Votre Majesté. Nos bateaux à vapeur ne mettent que dix-huit jours pour la traversée. Notre grand Etat de Californie produit environ soixante millions de dollars d'or chaque année, sans compter l'argent, le mercure, les pierres précieuses.

« Le Japon est aussi une riche et fertile con-

trée dont les productions sont de grande valeur. Les sujets de votre majesté sont habiles dans les arts. Je désire que nos deux pays se mettent en rapport ; ce sera avantageux pour le Japon de même que pour les Etats-Unis.

« Nous savons que les anciennes lois de l'Empire ne permettent aucun trafic avec les étrangers, à l'exception des Chinois et des Hollandais ; mais, comme le monde change et que de nouveaux gouvernements se forment, il semble qu'il est sage, de temps en temps, de renouveler aussi ses lois... »

Le président Millard Fillmore demandait, avec beaucoup de précautions de style, que l'Empereur voulut bien ouvrir son pays aux échanges, permettre le ravitaillement des navires américains, protéger les pêcheurs ou les marins qui viendraient dans les parages du Japon. Il attirait, en terminant, les bénédictions du Tout-Puissant sur la tête du monarque asiatique.

Quand on relit ce document et lorsqu'on le compare à certaines notes diplomatiques assez récentes adressées par le gouvernement de Washington au Cabinet de Tokio, comment ne pas noter l'ironie du sort ? C'est le pays qui a forcé les Japonais à entrebâiller leurs portes et, ensuite, à commercer avec tout l'univers qui, maintenant, ferme les siennes avec le plus de sévérité aux travailleurs jaunes, et qui suspecte le plus violemment les ambitions « impérialistes » du Japon dans le Pacifique.

Du traité de Kanagawa (31 mars 1854) jusqu'au moment où eut lieu la guerre sino-japonaise

(1894), les relations des deux pays furent des plus amicales. L'Amérique du Nord admirait la patience et l'habileté avec lesquelles l'Empire du Soleil Levant se modernisait. Elle suivait ses progrès de l'œil d'un professeur satisfait de son élève. De son côté, le Japon était heureux des exemples qui lui étaient prodigués par la grande république d'en face. Il se félicitait de ses rapports fructueux avec elle, tant au point de vue matériel qu'au point de vue intellectuel.

Mais, après que le Japon eut vaincu la Chine, la situation se modifia sensiblement. La guerre des Etats-Unis avec l'Espagne orienta la politique de Washington vers le Pacifique. Porto-Rico et les Philippines furent occupés en 1897 ainsi que l'île de Guam. Les îles Hawaiï furent complètement annexées. La poussée américaine vers l'Ouest invitait les dirigeants du pays à s'intéresser de plus en plus aux choses d'Extrême-Orient, à développer leurs relations en Asie, à prendre rang parmi les puissances mondiales et à ne plus se contenter de l'exploitation de leurs richesses intérieures.

Lorsque la Russie eut été, à son tour, battue par les armées japonaises, les Etats-Unis ne regardèrent plus du tout avec la même sérénité les progrès des « Japs » en Mandchourie, leur réorganisation de la Corée, leur influence croissante dans les affaires chinoises. C'est de 1898 que datent les premières manifestations anti-japonaises en Californie, c'est-à-dire aussitôt après l'installation des Américains dans le grand Océan, et c'est en 1906, — peu après la conclu-

sion du traité de Portsmouth — qu'eurent lieu les incidents de San-Francisco et que, sous l'influence des partis ouvriers, les élèves japonais furent exclus des écoles publiques.

L'état d'esprit des Américains — surtout des Américains du Far-West — devenait de plus en plus irritable. Le « péril japonais » commençait à être à la mode. C'est parce que le Japon ne se sentait pas absolument sûr de la Russie, et qu'il avait pris conscience de ce changement d'attitude des Etats-Unis qu'il avait cherché un appui du côté de la Grande-Bretagne et qu'il avait signé avec elle le traité du 30 janvier 1902. Ce traité reconnaissait le principe de l'intégrité de la Chine ainsi que le principe de la porte ouverte. Mais les Etats-Unis n'en prêtaient pas moins au signataire nippon de ténébreux projets.

Sans doute, une puissante escadre américaine fut reçue à Yokohama à l'automne de 1908 et fut fêtée magnifiquement. Sans doute, aussi, fut signé, sous la présidence de M. Taft, ce *Gentlemen's Agreement* (novembre 1908), qui avait pour but de calmer les polémiques relatives à l'immigration. Grâce à cet accord, le Japon devait lui-même limiter le nombre de ses nationaux aux Etats-Unis et surveiller la délivrance des passeports de manière à ne pas laisser passer d'indésirables. Les tiraillements ne cessèrent pourtant pas. Ni ces restrictions, ni la défense faite par le gouvernement de Tokio à ses sujets de s'installer aux îles Hawaï ne contentèrent pleinement les Américains, — surtout les hommes politiques californiens et ceux de

l'Orégon. En haut lieu, on s'inquiétait, en outre, de la politique asiatique du Japon. Nous avons déjà relaté que M. Knox, ministre des Affaires étrangères, avait, en 1909, tenté de faire internationaliser les chemins de fer mandchouriens parce qu'il redoutait que la puissance combinée de l'Empire japonais et de la Russie ne devint une menace pour les intérêts américains en Chine.

Jusqu'à la guerre de 1914, un réel malaise pesa sur les relations des deux pays. L'accord précédemment conclu à Washington entre le baron Takahira et M. Elihu Root (28 novembre 1908), qui définissait leurs aspirations et leurs desseins dans les régions du Pacifique et de l'Asie orientale, pas plus que le traité de commerce et de navigation de 1911 n'avaient réussi à dissiper une gêne de plus en plus visible. Les projets de loi des Etats américains de la Côte de l'Ouest visant les Japonais constituaient, aux yeux de ceux-ci, des injures aussi cruelles qu'injustifiées. La presse Hearst, aux Etats-Unis, faisait de la démagogie et insistait sur la nécessité de mesures draconiennes envers tous les Asiatiques. Les amateurs d'anticipations décriaient le choc des deux Empires et, avant que l'orage ait éclaté, ils en supputaient les effets.

Cependant, au cours de la grande mêlée de 1914 à 1918, il n'y eut pas de graves épisodes à enregistrer. L'attention du monde s'écartait du Pacifique. C'est le vieux continent qui absorbait toutes les pensées. Lorsque les Etats-Unis entrèrent dans la guerre contre l'Allemagne, le Japon

leur envoya, — comme la France et la Grande-Bretagne, — une mission, présidée par le vicomte Ishii, qui, d'août à novembre 1917, parcourut les principales villes de la Confédération et reçut partout un courtois accueil. Des entretiens eurent lieu entre les experts des deux peuples, à Washington, au sujet de la coopération navale. Les diplomates paraphèrent des documents supplémentaires visant l'intégrité de la Chine et la liberté commerciale. Si l'Amérique reconnaissait la position spéciale du Japon, elle obtenait cette clause formelle que l'Empire mikadonal agirait avec elle pour contrecarrer les projets de quiconque voudrait porter atteinte à la souveraineté de la grande République asiatique. Ce furent les accords Ishii-Lansing du 2 novembre 1917.

Les hommes d'Etat américains estimaient que le meilleur moyen de limiter l'impérialisme nippon en Chine — qui s'était manifesté si intensément par les 21 demandes — c'était de lier les gens de Tokio par un pacte de cette nature. Ceux-ci seraient désormais les premiers arrêtés par de tels engagements.

Le Japon attendait la fin des hostilités dans l'espérance que l'égalité des races serait un jour proclamée, que les principes wilsoniens recevraient une application qui les dédommagerait des sacrifices consentis.

« Le premier devoir du Japon et des Etats-Unis — s'écriait, à cette époque, le vicomte Ishii — est de monter la garde du Pacifique, d'assurer la libre et continue communication

avec l'Asie, et de faire respecter la loi et l'humanité sur cet Océan d'où le cancer allemand a été extirpé dès la première année de la guerre. Et quand la victoire sera nôtre, nous bâtirons ensemble le nouveau monde qui s'élèvera noble, puissant et bon sur les ruines de l'ancien ! »

La désillusion du Japon fut profonde quand, à la Conférence de Paris, on écarta les propositions qui le touchaient directement et quand on évita cette question des races dont il s'était fait, en somme, le champion. Tandis qu'on était en pleine négociation, les Californiens reprirent leur offensive et, derechef, la campagne anti-japonaise se ralluma aux Etats-Unis. La guerre n'avait rien changé. Les groupements opposés à tout libéralisme envers les Asiatiques se montraient plus décidés que jamais à poursuivre leur politique d'exclusion. Les Etats de l'Ouest votèrent coup sur coup des mesures d'ostracisme touchant les écoles publiques, la propriété foncière, le mariage entre blancs et jaunes.

Pourtant, quand se réunit la Conférence de Washington, à la fin de 1921, le Japon, dont la politique intérieure avait subi des impulsions très démocratiques, accepta beaucoup plus aisément qu'on ne l'aurait cru le troisième rang de puissance navale. Il adopta cette attitude non seulement pour éviter les folles dépenses qu'aurait entraînées la course aux armements, mais encore avec le dessein de régler ses relations générales avec l'Amérique d'une manière satisfaisante.

Or, s'il reçut des compliments et s'il fut cha-

leureusement congratulé pour cet esprit de conciliation, il n'en fut guère récompensé. Une fois de plus, les Etats de l'Ouest se dressèrent contre ses nationaux, et la Cour Suprême des Etats-Unis favorisa cette thèse. Enfin, la loi générale sur l'immigration éleva une barrière infranchissable pour les jaunes. Aux termes de cette loi de 1924, ne pouvaient dorénavant être admis que les émigrants de certaines nationalités, encore jusqu'à 2 % des représentants de ces nationalités, nés en dehors de l'Amérique, et qui s'y étaient fixés en 1890. Les Japonais étaient classés parmi ceux qui, en aucun cas, ne devaient être reçus, parce que ne pouvant accéder aux droits du citoyen.

Une tentative fut faite, le 14 avril 1924, au Sénat américain, pour adoucir ce texte et pour ajuster le bill de l'immigration avec les obligations contenues dans le *Gentlemen's Agreement* de 1907. Par 76 voix contre 2, l'amendement fut repoussé.

L'exaspération fut portée à son comble dans tout l'Empire japonais quand cette décision fut connue. On y vit une atteinte à l'honneur national et un affront de race plus encore qu'une perte infligée à l'intérêt matériel.

« Après nous avoir amenés à réduire nos armements navals sans nous imiter, écrivait le *Hochi*, après nous avoir montré dans le malheur une sympathie qui s'est traduite par un prêt d'argent à un taux scandaleux et usuraire, les Etats-Unis nous assènent le coup de grâce ! »

Des meetings d'étudiants des trois universités

Meiji, Waseda et Impériale, eurent lieu à Tokio où furent prononcés, devant une assistance considérable, des discours enflammés contre l'Amérique. Les associations bouddhiques de Kobé, Nagoya, Osaka protestèrent avec non moins de virulence. La Société des Eta (des parias) dont nous avons déjà parlé, envoya à l'ambassadeur Woods une délégation qui lui remit la déclaration suivante :

« Nous, représentants de 3 millions d'adhérents de la Société de Nivellement, qui met par-dessus tout le respect de la dignité humaine, nous vous demandons d'appeler l'attention de vos concitoyens sur l'injustice du Bill d'immigration. »

Un homme attaché aux anciennes traditions commit, en signe de réprobation, hara-kiri devant l'ambassade des Etats-Unis. Ce simple fait montre à quel degré d'exaltation étaient parvenus les sujets du Mikado .

Les nationalistes réclamaient l'expulsion des missionnaires américains, le boycottage des marchandises américaines, la formation d'une ligue asiatique pour riposter à l'affront des autorités américaines. Rarement, même aux jours dramatiques qui précédèrent la guerre avec la Russie, on assista à des scènes aussi émouvantes. Tout un peuple communiait dans la douleur et affirmait sa solidarité avec ses frères lésés par les Etats-Unis.

Le *Nichi-Nichi* de Tokio allait jusqu'à intituler l'un de ses éditoriaux : *Possibilités de guerre.*

« Les responsables de la situation actuelle, disait-il, ce sont les divers cabinets qui se sont succédés au pouvoir. Ils ont laissé aller les choses au pire, sans prendre aucune détermination. Mais le passé est passé. Nous voici en présence d'un fait qui affecte gravement l'honneur et le prestige de l'Etat.

« Il viole à la fois et la justice et l'humanité, et nous devons nous lever, nous, pour défendre la cause de l'une et de l'autre. *Nous n'aimons pas la guerre, mais le sens de l'honneur nous forcera à relever le gant.* Les trouble-paix, ce sont les hommes du Congrès américain. Nous, nous sommes les amis de la paix. Cependant, pour grave que soit la cause et profond notre désir de la paix, nous ne sommes nullement obligés d'y sacrifier notre honneur, notre prestige, surtout lorsque sont foulés aux pieds les notions de justice et de bon sens.

« Nous pensons que c'est un vrai malheur que les discussions entre deux nations aboutissent à la guerre, et nous aimons à croire que le différend actuel n'ira pas jusque-là... »

Et le *Kokumin*, par la plume de son célèbre directeur, Tokutomi Soho, ajoutait :

« Nul plus que le peuple japonais n'aime la paix, et cela pour un double motif : par tempérament, et parce que nous savons que l'avenir d'une nation est en raison de son amour pour la paix. Mais la paix ne dépend pas du bon vouloir d'une seule nation. Que les Japonais se souviennent de leur proverbe : *La négligence est le pire des ennemis* ».

On n'en finirait pas de citer des extraits de presse de ce genre.

L'ambassadeur du Japon aux Etats-Unis, M. Hanihara, avait adressé, au nom de son gouvernement, une longue et éloquente note dans laquelle, après avoir discuté juridiquement la contradiction qui existait entre le *Gentlemen's Agreement* et la législation nouvelle, il déclarait que cela pouvait amener « des conséquences graves ». Rien n'y fit. La poussée de l'opinion américaine était trop forte. M. Charles E. Hughes répondit par un contre-memorandum, où il s'efforçait de justifier la position prise par les Etats-Unis et d'adoucir les angles, mais où il annonçait que la nouvelle loi entrerait en vigueur le 1^{er} juillet suivant.

Les Japonais, dès lors, n'avaient la faculté d'amener aux Etats-Unis que 146 individus par an, chiffre dérisoire. Le rideau de fer était tombé! Quels avaient été, auparavant, les progrès réalisés par eux dans les diverses provinces de la Confédération?

Une étude de M. L.-F. Rouquette pour le Musée social (novembre 1924) en a dressé le bilan. L'immigration commença en 1869, avec 63 personnes. C'est l'élément intellectuel qui domina pendant les six premières années du mouvement. Sur 1.354 Japonais, il y avait 1.096 étudiants. A partir de 1896, des éléments plus populaires arrivèrent sur le sol américain. San Francisco était le principal centre d'attraction. Seattle et Portland venaient ensuite. En 1890, on comptait 2.039 Japonais, répartis ainsi sur le

territoire du Nouveau-Monde : 1.559 dans les Etats de l'Ouest, 247 dans les Etats du Nord de l'Atlantique, 117 dans les Etats du Nord Central, 55 dans les Etats du Sud Atlantique, 61 dans les Etats du Sud.

En 1910, la population nipponne en Californie, dans l'Oregon et l'Etat de Washington atteignait environ 70.000 âmes. Près de 7.000 Japonais s'étaient installés à San Francisco et 11.000 à Los Angeles. Mais c'est à la campagne qu'ils préféraient, pour une bonne moitié, aller chercher du travail. Le rapport du Musée social cite 4.102 fermes californiennes qui occupaient des Japonais, dont 1.733 étaient entièrement dirigées par eux et où 90 % du personnel était Japonais. Ces 1.733 fermes produisaient pour plus de 6 millions de dollars annuellement. Il convient d'ajouter que la grande majorité des fermiers étaient des teneurs à bail et non les possesseurs du sol.

Les maisons de commerce exploitées par les Japonais en Californie étaient au nombre de 2.548. Bien que fondées avec des capitaux minimes, elles représentaient 4 millions de dollars. Cette population déracinée d'Asie n'était point illettrée. Les statistiques prouvent, en effet, que 82 % de ces immigrants parlaient anglais au bout de dix ans de séjour.

Au moment de la promulgation de la nouvelle loi, le *Nichi-Nichi* estimait à 115.000 individus — cultivateurs, négociants ou employés — les Japonais fixés aux Etats-Unis. Sur ce chiffre

total, 30.000 étaient des Japonais nés en terre américaine.

Certains districts ruraux du Far-West ont été déjà délaissés. Il n'est pas douteux que, au moins pendant un temps, le départ des Japonais se fera sentir dans l'économie rurale des Etats du Pacifique. Les colons qui se sont accrochés là disparaîtront peu à peu et seront finalement perdus dans la masse américaine. Ils ne constitueront plus un noyau original.

L'argument essentiel des Américains a toujours été de soutenir que les Japonais ne prenaient de la civilisation occidentale que ce qui leur était utile, mais qu'ils ne s'assimilaient pas cette civilisation. Cette crainte s'est ancrée chez eux, qu'à la longue il se formerait un Etat dans l'Etat dans les provinces de l'Ouest et que la colonie japonaise active, capable, industrielle, mais gardant ses qualités et ses caractéristiques asiatiques sous le vernis américain, constituerait un péril. Ils ont estimé que leur geste était un geste de conservation nationale.

Après les mouvements de colère provoqués par la brutale fermeture des Etats-Unis aux immigrants, les Japonais ont réfléchi et ils ont repris leur sang-froid. Leurs dirigeants, du reste, devant l'effervescence qui régnait au plus fort de la crise des relations avec l'Amérique, ont tout de suite estimé que leur devoir était de ne pas laisser les passions chauvines compromettre l'avenir. Ils ont conseillé, et même imposé le calme. Le préfet de police de Tokio, au lendemain de la promulgation de la loi améri-

caine, lançait une proclamation aux habitants de la capitale. On lisait dans ce document :

« Lorsqu'il s'agit des affaires extérieures du pays, qui sont de nature très délicate et compliquée, et qui demandent, par suite, beaucoup de prudence, toute initiative privée, basée sur le sentiment de chaque individu, peut être incompatible avec les intérêts généraux du pays.

« Il est donc indispensable que la population prenne en considération l'intérêt supérieur du pays et adopte une attitude d'indulgence digne d'une grande nation.

« Par conséquent, si un acte malheureux, contraire à l'ordre public, venait à se produire, la police n'hésiterait pas à sévir rigoureusement. La plus grande prudence est donc recommandée à tous les citoyens afin d'éviter toutes complications inutiles ».

Le cabinet Kato consentait un gros sacrifice d'amour-propre pour sauvegarder la paix.

Un peu plus tard, M. Hanihara était remplacé à Washington par M. Tsuneo Matsudaira, auquel les Américains accordaient un accueil des plus sympathiques pour panser les blessures encore cuisantes du pays qu'il représentait. Les relations ont repris d'une manière normale, en apparence. Le Japon a répondu favorablement à l'invitation du président Coolidge pour une nouvelle réduction des armements navals et s'est rendu à Genève, en juin 1927, à la fameuse Conférence à Trois. On s'imaginait, en Amérique, qu'il se ferait tirer l'oreille beaucoup plus que cela avant d'accepter.

Mais les Japonais oublieront-ils les lois qui leur barrent la route vers l'Amérique et se résigneront-ils définitivement à leur sort, ou bien attendront-ils l'occasion de rouvrir la question de l'immigration? M. Yoshitomi, qui a écrit une thèse remarquable sur *Les Conflits Nippo-Américains et les Problèmes du Pacifique*, nous avertit, pour sa part, que ça n'est pas fini. Voici son jugement :

« Le Japon se demande s'il faut dresser l'Asie contre l'Occident — comme le fait comprendre l'attitude des Etats-Unis — ou bien s'il faut continuer sa tâche de conciliation malgré toutes les difficultés imposées par l'Amérique. Il hésite entre ces deux voies. A notre avis, si le Japon abandonne son idéal du passé, il manquera à sa mission envers l'histoire de la civilisation du monde dont le courant fondamental est la marche continue de l'exclusivisme à la coopération, de la xénophobie à la philanthropie.

« La difficulté rend parfait » dit un proverbe japonais. L'obstacle opposé par les Etats-Unis à l'évolution de l'humanité doit être considéré par nous comme une étape à franchir avant de trouver la terre de Chanaan. Le Japon doit rester fidèle à son idéal et s'efforcer, coûte que coûte, de le réaliser. La paix du monde, plus précisément l'avenir du Pacifique, dépend des Etats-Unis. Que la Paix règne sur le Pacifique — comme son nom l'indique — et que tous les peuples du monde, quelle que soit leur race ou nationalité, puissent vivre en paix dans une atmosphère amicale ayant à sa base le respect

mutuel, la courtoisie réciproque et un large esprit de conciliation. »

C'est dire que, pour M. Yoshitomi et pour ceux qui pensent comme lui, le problème est entier. Reste à savoir s'il sera résolu par des méthodes pacifiques et si le Japon trouvera le moyen de satisfaire à la fois ses besoins d'expansion et sa fierté de grande puissance? Il a su maîtriser ses nerfs à l'instant le plus critique, et il a sagement calculé tout ce qu'il aurait à perdre dans un conflit avec l'Amérique. Il est à supposer qu'il ne se départira pas de cette prudence — qui lui a valu l'admiration de tous — dans cette recherche des solutions conformes à la place qu'il occupe dans le monde (1).

(1) Au moment où allait s'ouvrir la conférence navale de Genève, en juin 1927, M. Kazan Kayahara publiait, dans la revue *Naïkan*, ces lignes qui corrigent la doctrine un peu absolue de M. Yoshitomi : « Il est tout à fait stupide d'envisager une guerre avec les Etats-Unis qui sont notre meilleur client. Et, de plus, il est insensé de vouloir lutter pour égaler la puissante marine américaine. Le Japon n'a à envisager aucun *casus belli* avec les Etats-Unis. La question des émigrants n'est pas de celles qui se règlent avec les armes, car ce serait alors délibérément nous fermer tous les pays du monde. Quant aux Etats-Unis, quelque ambitieuse et agressive que soit leur politique, on ne voit pas ce qu'ils pourraient gagner à une guerre avec le Japon. Autant qu'on en peut juger par leur presse, par l'opinion des hommes sensés, les Etats-Unis n'ont aucune tendance à provoquer le Japon de propos délibéré et à faire éclater un orage sur le Pacifique, pourvu que le Japon ne lui cherche pas querelle.

« Allons plus loin. Supposons une guerre avec l'Amérique dans laquelle le Japon triomphera. Pensez-vous que le Canada, l'Australie et la métropole britannique assisteraient les bras croisés à ce résultat ? Non. Alors pense-t-on que le Japon est de taille à battre toutes les forces anglo-saxonnes coalisées ?

...Qu'on n'oublie jamais qu'il ne faut pas sacrifier les intérêts vitaux du pays à une vaine gloriole ou aux ambitions d'une caste ».

XIII

LE ROLE DE LA FRANCE ET DE L'INDOCHINE DANS LE PACIFIQUE

Dans un livre écrit au cours de la grande mêlée, et intitulé *La Guerre vue par un Japonais*, M. Benzaburo Banno, correspondant de l'*Osaka Mainichi*, a consacré un chapitre à *l'Intérêt et l'utilité d'un accord franco-japonais*. Il est regrettable que cet ouvrage n'ait pas été mis dans le commerce et largement vulgarisé. Il contenait maintes observations aiguës, précises et curieuses sur les belligérants, et il renfermait des prédictions — qui se sont réalisées depuis — sur les difficultés de la paix.

Dès 1917, il préconisait une entente étroite des Français et des Japonais afin d'assurer la tranquillité du continent asiatique.

« Il est à redouter, disait M. Benzaburo Banno, qu'une fois les démêlés de l'Europe terminés, la guerre ne se fasse, peu de temps après, en Asie et pour l'Asie. Le continent africain est virtuellement partagé ; son morcellement matériel ne peut plus guère soulever de surprises ou de discussions, il en est autrement de l'Asie surabondante de ressources, surtout quand se sera produit

l'écroulement des Ottomans et de leur domination. Elle se présentera en deux parts également pleines d'attraits : l'une, toute neuve — celle qui inspira aux Allemands l'énorme entreprise de Bagdad — et l'autre, la Chine, non moins fascinatrice sous ses vieux fards. »

C'est pourquoi M. Benzaburo Banno demandait la formation d'un groupement de puissances ayant à sa tête notre pays et le sien. Il analysait les affinités qui reliaient la France au Japon et les raisons de leur rapprochement moral.

« Au point de vue du sentiment, nous expliquait l'auteur nippon, il y a lieu d'observer qu'à défaut de similitude de mentalités évidemment différentes, — à cause d'un éloignement extrême et de coutumes inhérentes à des latitudes diverses — les Japonais et les Français ont, dans leur caractère, des qualités semblables, apanage des peuples nobles : même générosité instinctive, même loyauté, même cœur, même vaillance, même folle bravoure.

« La sympathie de nation à nation, basée sur une ressemblance du fond, date de loin. C'est en France que le Japon a pris beaucoup de sa formation première ; c'est en France qu'il envoyait s'instruire ses étudiants et se perfectionner ses professeurs, jusqu'au moment où l'on se mit à croire presque universellement que, dans l'espèce réaliste tout au moins, la méthode allemande prenait une forte supériorité sur le laisser-aller français... »

Et M. Benzaburo Banno de conclure que l'expérience de la guerre ayant remis les choses au

point, il importait de nouer des relations intellectuelles et, aussi, des relations économiques plus vigoureuses que jamais pour le plus grand avantage des deux peuples.

Il est bien vrai que, dans le passé, la France a été l'une des meilleures éducatrices de l'Empire japonais. N'oublions pas qu'au lendemain de la guerre d'Italie, — avant l'ouverture de l'Ere de Meiji, à la fin de 1866 — une mission militaire, sous la conduite du capitaine Chanoine, vint commencer les réformes militaires. Après la révolution de 1868, cette œuvre, à peine ébauchée, fut reprise sur un plan beaucoup plus vaste — et au profit du pouvoir impérial, non plus de l'autorité shogunale — par une deuxième mission commandée par le colonel Marguerie, puis par le colonel Munier. Nos instructeurs — on en comptait une vingtaine (1) — renouvelèrent entièrement, de 1872 à 1880, le matériel, les méthodes et l'équipement de l'armée nipponne. C'est alors que fut fondée à Tokio le *Rikugun Shikwan Gakko*, l'école spéciale correspondant à notre Saint-Cyr, où furent élevés la plupart des principaux chefs japonais. Vers 1884, sous l'influence du général Kawakami, qui s'était entiché des règlements prussiens, une évolution vers l'Allemagne se dessina. Les officiers du Pays où le Soleil se lève estimèrent qu'il fallait surtout écouter les

(1) Parmi ces instructeurs, il convient de citer les capitaines Lebon et Orcel, de l'artillerie ; Vieillard, du génie ; Echeman et Percin, de l'infanterie. On ne saurait trop insister sur le rôle que joua le capitaine de Villaret, qui enseigna au Toyama-Gakko de 1884 à 1889.

leçons de Berlin. Un peu avant la guerre de 1914, une réaction s'était dessinée contre la mode nouvelle. Les partisans de la France avaient repris du terrain. Néanmoins notre prestige restait fort discuté.

La victoire nous a permis de le rétablir et de le consolider sérieusement. Les missions militaires japonaises, qui ont suivi les opérations, ont été en mesure d'apprécier la valeur de nos conceptions stratégiques, l'admirable résistance de nos troupes, la puissance de notre génie inventif. Tous les efforts de la propagande germanique, tendant à démontrer que l'Allemagne n'avait pas été battue, se sont heurtés aux rapports des témoins oculaires les plus autorisés. L'Etat-Major japonais a été parfaitement renseigné sur les péripéties de la campagne et sur la défaite finale des généraux du kaiser. A peine les hostilités closes, une mission aéronautique française fut appelée au Japon pour y organiser l'aviation.

Dans tout l'Empire japonais, les noms de Joffre, Foch et Pétain sont devenus extraordinairement populaires. La visite à Tokio du vainqueur de la première Marne, au début de 1922, a donné lieu à des fêtes aussi chaleureuses que pittoresques. Joffre a suscité une ardente et sympathique curiosité non seulement dans les milieux militaires et dans les vieilles familles de *Samurai*, mais dans le peuple même. Au vrai, le Maréchal ne symbolisait pas que les vertus guerrières de la nation occidentale amie : il prouvait aux Japonais, par son attitude tou-

jours si modeste, si franche, si humaine, que le premier des « bushi » français attachait autant de prix aux vertus civiques qu'à la gloire des armes. Le Japon l'a bien remarqué, car s'il est le pays de l'honneur militaire, il est en même temps le royaume des élégances morales et de la politesse raffinée.

Pour l'établissement de sa puissance navale, nous lui avons aussi apporté une aide considérable. Sans doute, les novateurs japonais de 1868 se sont surtout mis à l'école de la Grande-Bretagne pour la réorganisation de leur marine à peu près inexistante lors de la Restauration. Les seuls bâtiments en état de tenir la mer consistaient en quelques navires, propriété des daimios qui les avaient achetés récemment et qui les mirent à la disposition de l'Empereur. Une mission anglaise fut appelée auprès du gouvernement impérial en 1869. Le commandant Tracy, le lieutenant Wilson avec un groupe d'officiers et, en 1873, le commandant A.L. Douglas et le commandant Jones furent des conseillers extrêmement utiles pour la formation de la flotte moderne.

Il ne faut pourtant pas oublier que c'est un Français, M. Léonce Verny, qui, en 1866, fonda à Yokosuka, près de Yokohama, le premier arsenal japonais. Neuf ans plus tard était lancé le premier navire construit dans le pays, le *Seiki*, jaugeant 897 tonnes. M. Léonce Verny, avec une foi d'apôtre, répandit autour de lui les principes de notre école de génie maritime. Les techniciens japonais des débuts de l'Ere de Meiji fu-

rent ses élèves. Deux bateaux de 1.500 tonnes sortaient des chantiers en 1883, trois en 1885 et d'autres en 1886.

C'est à cette date que le grand ingénieur Bertin — connu pour ses projets de navires à flottaison cellulaire — devint le conseiller du ministre de la Marine de l'Empire. Il présida au choix de Kure et de Sasebo comme nouvelles bases navales. Il dessina les plans de navires encore plus perfectionnés que les précédents. Il fut, à tous égards, l'un des principaux animateurs de la marine nipponne. Le *Hashidate*, lancé en 1890, l'*Itsukushima* et le *Matsushima*, qui parurent ensuite, s'illustrèrent à la bataille du Yalou et se comportèrent, plus tard, vaillamment à la bataille de Tsoushima.

En 1894, lorsque s'ouvrirent les hostilités contre la Chine, le Japon avait, sous la direction des officiers anglais et des ingénieurs français, composé une flotte de 45 bateaux totalisant 81.357 tonnes. Et ce furent les succès remportés sur l'Empire Céleste qui déterminèrent l'effort subséquent pour une marine égale aux grandes marines occidentales.

Nous n'avons pas fourni que des enseignements militaires et nous n'avons pas fait qu'apporter notre science navale au pays qui devenait le leader de l'Extrême-Orient. Nos industriels ont encore été les premiers à moderniser l'outillage des tissages et à pousser le Japon à l'adoption des inventions capables de favoriser largement son essor.

Si, dans le domaine artistique, nous lui avons

beaucoup emprunté, et si nous avons, grâce à lui, rénové certaines industries d'art, telles que la bijouterie, nous l'avons, en revanche, inspiré d'une manière intense dans tout le travail de la soie.

Nos sciences théoriques et appliquées ont facilité son adaptation rapide aux procédés mécaniques dont il a tiré tant de puissance dans le monde asiatique et tant de profits sur tous les marchés. Les groupes lyonnais ont eu la plus heureuse influence sur l'application, au Japon, des méthodes industrielles nouvelles.

Dans une conférence donnée par les soins du Comité « L'Effort de la France et de ses Alliés », en juin 1916, M. Auguste Gérard, ancien ambassadeur au Japon, s'exprimait ainsi :

« N'y a-t-il pas entre Lyon et le lointain Orient, entre Lyon et le Japon, un lien étroit tissé par l'un de nos plus féconds, de nos plus importants commerces, par celui de la soie, et, plus encore, par des relations de confiance et d'amitié qui, depuis plus d'un demi-siècle, se sont établies entre le Japon et la France ? C'est à Lyon que le Japon avait installé son premier et plus ancien consulat. C'est à Lyon que l'une des plus vieilles banques du Japon, la banque Mitsui, avait un correspondant, et que la *Yokohama Specie Bank* a établi une de ses succursales. C'est à Lyon enfin que se sont instruits et formés quelques uns des Japonais qui ont rendu le plus de services à leur pays et qui ont, en même temps, le plus contribué à resserrer les relations du Japon avec la France : M. le baron

Motono, longtemps ministre à Paris, aujourd'hui ambassadeur à Pétrograd ; M. le professeur Tomii, aujourd'hui membre de la Chambre des pairs et professeur à l'Université impériale de Tokio ; M. K. Ume, qui fut également professeur à l'Université de Tokio et qui, sous la direction de l'illustre prince Ito, rédigea les nouveaux codes de Corée ; — MM. Motono, Tomii et K. Ume étaient tous trois élèves et docteurs de la Faculté de Droit de Lyon.

N'est-ce pas Lyon, d'autre part, n'est-ce pas la Chambre de Commerce de cette ville qui, par deux fois, en 1843 et en 1895, organisait ces missions d'exploration si opportunes et si décisives vers les marchés d'Extrême-Orient ? ».

Depuis lors, cet exemple a été suivi, et nous avons assisté à toute une série de tentatives pour développer les échanges entre la France et le Japon. C'est dans ce dessein qu'en 1925 principalement une mission, sous la direction de MM. Ader et Jordan, comprenant une quinzaine de techniciens, s'est rendue à Tokio et dans les centres principaux afin de renseigner directement les Japonais sur les produits de l'industrie française et pour se documenter elle-même sur les besoins et les habitudes des consommateurs nippons, et cela dans l'espoir de mieux guider, par la suite, les fabricants et les exportateurs de notre pays.

L'année précédente, M. Martial Merlin avait rendu une visite aux dirigeants de Tokio, et le gouverneur général de l'Indochine avait étudié les moyens de faire collaborer plus activement les pays de l'Union Indochinoise et le Japon. Ce

n'est pas, en effet, seulement avec la France que les hommes d'affaires nippons désirent renforcer leur commerce, c'est également avec notre colonie asiatique. Il y a longtemps qu'ils s'y appliquent.

L'accord de 1907 avec la France assura d'abord « le maintien de la paix et de la sécurité dans les régions de l'Empire chinois où les deux puissances ont des droits ». Cette entente politique fut suivie d'une déclaration aux termes de laquelle les deux gouvernements se réservaient d'engager des pourparlers en vue d'une convention commerciale réglant les relations entre le Japon et l'Indochine. Une nouvelle convention commerciale, datée de 1911, laissa cependant de côté l'Indochine, et, cette convention de 1911 ayant été dénoncée en 1918, nous n'avons pas pris de nouveaux arrangements avec le Japon. L'entente politique de 1907 a été complétée par les accords de Washington. Toutefois, si nous admettons au point de vue commercial que les Japonais profitent des avantages du nouveau tarif français en préparation, la question indochinoise reste en suspens. Or, les Japonais ne comprennent pas, en raison des services qu'ils ont rendus à la France pendant la guerre, qu'on ne leur accorde point dans nos possessions d'Extrême-Orient les mêmes facilités douanières que dans la métropole.

En examinant les choses avec impartialité, il est impossible de ne pas reconnaître qu'il y a, dans cette revendication, quelque chose de juste.

Les hésitations françaises tiennent à des préjugés généraux et à des intérêts égoïstes. Beaucoup de gens s'imaginent que le Japon convoite l'Indochine, qu'il s'en emparera un jour, qu'il est porté par une sorte de fatalité à s'étendre de ce côté. Or, rien de plus inexact. Le Japon n'a jamais manifesté l'intention de s'installer dans les pays de l'Union ; il n'a jamais, par la voix de ses théoriciens politiques, émis la prétention de dominer dans un avenir plus ou moins lointain, les terres que nous avons conquises ou que nous protégeons ; il n'a jamais pris la position de remplaçant éventuel. D'abord, il est séparé de l'Indochine par des milliers de kilomètres. Ensuite, les conditions du climat sont très différentes dans l'un et l'autre pays. La Californie, l'Australie, la Mandchourie, la Mongolie, les îles Hawaï ont pu attirer les émigrants nippons, alors que la température de l'Indochine est aussi pernicieuse aux natifs de l'Empire du Soleil Levant qu'aux Européens. Même si le champ était libre, ils ne pourraient le transformer en une colonie de peuplement. La concurrence de la main-d'œuvre locale serait aussi défavorable aux Japonais — comme elle l'est en Chine — et c'est ce qui explique le nombre restreint des émigrants fixés en Mandchourie. En outre, le caractère annamite supporterait plus mal peut-être que tout autre emprise politique, celle des Japonais. C'est dans cet esprit que M. Albert Sarraut commentait, en juillet 1922, les accords de Washington, et qu'il étudiait, à la tribune de la Chambre des

Députés, la situation de nos possessions asiatiques.

« Est-il nécessaire d'insister, disait le Ministre des Colonies, sur les garanties que nous donne ce traité? (L'Accord à Quatre du Pacifique) L'essentiel, c'est que nous y figurions. Au point de vue moral, c'est là une chose considérable. D'ailleurs, la sécurité de l'Indochine n'est-elle pas garantie par le traité de 1907 avec le Japon? Qu'ajouterai-je que nous ne sachions déjà sur la loyauté des hommes d'Etat japonais? Je me souviens encore de l'Amiral Kato, aujourd'hui Président du Conseil, sur la figure de qui semble s'incarner le Code de l'Honneur japonais.

« Et puis, ne croyez pas qu'on puisse attaquer l'Indochine si aisément! C'est notre honneur d'avoir su créer là-bas un état d'esprit de défense française, et toute tentative d'invasion trouverait devant elle non seulement nos forces militaires mais tous les indigènes révoltés dans une guerre de guérillas comme celle que nous avons connue il y a trente ans ».

Aussi bien, les Japonais n'ignorent aucun de ces obstacles, et ils n'ont nulle envie de se lancer dans de pareilles aventures.

Ce qui complique surtout la situation, quand on aborde le chapitre des échanges avec l'Indochine, c'est que quelques groupements économiques français ont une tendance à croire que tout leur est dû, qu'ils représentent seuls la France, que leurs avantages particuliers constituent une raison d'Etat suffisante pour ne rien

modifier à la situation actuelle. Ils n'ont aucun souci de notre politique générale dans le Pacifique et de la coopération que nous devons établir avec les autres puissances.

D'autre part, le Gouvernement de Tokio n'a pas toujours très bien saisi le fonctionnement de notre protectorat ou le sens de nos propres relations avec l'Indochine. Il n'est pas aussi aisé qu'il paraît, en matière commerciale, d'obtenir des pays de l'Union, qui visent à l'autonomie douanière, une assimilation exacte permettant d'appliquer les tarifs de la métropole. Le problème est fort complexe. Nous avons le désir de satisfaire à la fois les producteurs français, les consommateurs annamites, les négociants japonais.

Si l'on accorde le tarif minimum aux marchandises nipponnes entrant en Indochine, le marché se trouvera fermé aux produits français. Il ne saurait donc être question de tout laisser passer indistinctement. Si l'on adoptait cette politique, trop débonnaire, le Japon étant la grande nation la plus proche de nos possessions asiatiques, deviendrait la puissance la plus favorisée. Ses revendications ne vont du reste pas jusque là. Il souhaite avant tout une satisfaction d'amour-propre. Il est le seul de nos anciens alliés devant lequel nous ayons élevé une barrière douanière aussi formidable. Cette anomalie le choque. Elle doit être corrigée. Il nous paraît impossible que l'on aboutisse pas à un accord raisonnable d'autant plus que le Japon est logique

quand il nous dit par la voix du Sénateur Katsoutaro Inabata (1) :

« Nous ne songeons pas à concurrencer les produits de l'industrie métropolitaine ou de l'industrie française indochinoise. Nous comprenons qu'ils soient protégés. Nous demandons à pouvoir vendre à l'Indochine ce que l'industrie française ne fabrique pas et ce qu'elle achète à l'Angleterre, aux Etats-Unis, à l'Allemagne, ou à d'autres pays ».

Le Japon — qui fit son devoir pendant la guerre — n'aurait-il pas droit, par exemple, à autant d'égards que tels anciens neutres et neutres hostiles ?

Il convient de regarder les chiffres et de les analyser clairement pour admettre aussitôt que notre intérêt nous commande de développer nos relations avec le Japon. Celui-ci nous achète beaucoup plus de marchandises que nous ne lui en vendons. En 1924, ses exportations en Indochine se sont élevées à 23 millions 766.000 francs, — soit moins de 2 % des importations totales que reçoivent notre colonie et notre protectorat, et moins de 4 % des importations de l'étranger !

Qu'est-ce que l'Indochine a reçu directement

(1) M. Inabata est l'un des plus éminents représentants de l'amitié franco-japonaise. Venu très jeune à Lyon pour y étudier les sciences, il n'a cessé depuis son retour au Japon d'y développer l'usage des produits français. Depuis plusieurs années, il occupe la présidence de la Chambre de Commerce d'Osaka. Récemment, il a été appelé à siéger à la Chambre des Pairs. On peut dire qu'il n'y a pas une œuvre française qui n'ait été patronnée ou soutenue par M. Inabata. Pas un seul visiteur français n'est passé au Japon sans goûter l'hospitalité de son exquise demeure.

du Japon ? *La Revue Economique d'Extrême-Orient* nous en donne le détail (numéro du 20 février 1926) :

« D'abord, 6.253 tonnes de *goudron minéral* valant 6.878.049 francs ; ce chapitre a presque décuplé en valeur en un an, mais est-il utile de dire qu'il n'y a là rien d'inquiétant pour l'industrie française qui n'exporte pas de goudron minéral ?

« Les *porcelaines japonaises* ont aussi beaucoup augmenté, passant de 460.655 francs à 3.088.160 francs (330 tonnes), mais ce sont des articles que la France ne peut fournir ; d'ailleurs, l'Indochine en a acheté pour des sommes encore plus considérables à la Chine.

« Les *tissus de coton japonais* sont passés de 662 à 1.054 quintaux et de 1.359.358 à 2.750.161 francs ; il n'y a rien là que de très normal. Ces tissus sont des tissus écrus très bon marché que la France ne peut fournir aux Annamites.

« Les *fils de coton* ont représenté 956.782 francs ; la *gobeleterie de verre et de cristal* 1.186.048 francs (301 tonnes), la *houille crue* qu'on mélange à Hongay avec l'anhracite pour faire des briquettes reste stationnaire aux environs de 13.564 tonnes valant 2.034.652 francs.

« En 1925, le commerce japonais avec l'Indochine n'a pas été plus envahissant. Pendant les huit premiers mois de 1925, l'Indochine a importé du Japon 4.008 tonnes de ciment, 10.640 tonnes de houille, 2.427 de goudron, 831 de porcelaine et 69 de faïence. Il y a même une baisse très inquiétante sur la houille.

« Si le Japon est, pour l'Indochine, un fournisseur médiocre, il est, par contre, *un client excellent*.

« Les exportations indochinoises au Japon, qui n'étaient, précédemment, que de 40 millions 429.252 francs, se sont élevées, en 1924, à près de 109 millions. Elles ont donc augmenté dans une proportion plus grande que les importations japonaises, et les échanges de l'Indochine avec le Japon ont laissé à notre colonie une balance active de plus de 85 millions de francs.

« *Le Japon achète à l'Indochine quatre fois plus qu'il ne lui vend.*

« En 1924, le Japon a demandé à l'Indochine 82.726 tonnes de riz et dérivés valant 83.608.767 francs ; 203.952 tonnes de houille valant 16 millions 316.160 francs ; 313 tonnes de laque valant 2.193.600 francs ; 4.200 tonnes de minerai de zinc valant 1.800.000 francs ; 445 tonnes de sacs de jute, valant 1.637.895 francs. Il faut remarquer que le riz exporté sur le Japon est presque exclusivement du riz entier blanc, c'est-à-dire du riz ayant subi le maximum d'usinage, et que le Japon ne nous achète pas de paddy comme le fait la Chine.

« Ce courant actif d'exportation s'est maintenu en 1925 et, pendant les huit premiers mois, l'Indochine a exporté au Japon plus de 230.000 tonnes de riz, 207 de laque, près de 1.200 de coton et 114.000 tonnes de houille ».

Voilà des chiffres qu'il serait imprudent de perdre de vue au cours des négociations pour

l'établissement du nouveau régime commercial et qui, dans tous les cas, témoignent de la valeur du Japon comme acheteur (1).

Il a besoin de matières premières. Il peut en trouver dans nos possessions. Avant 1914, l'Empire japonais ne comptait guère au point de vue métallurgique. Les mines de fer, dont l'exploitation était peu avancée, ne semblaient pas autoriser la création d'une industrie sidérurgique importante. Le Japon achetait à l'Europe et à l'Amérique la plus grande part de l'acier qu'il consommait. La guerre, l'isolement relatif qui en résulta, la hausse des prix l'amènèrent à considérer la possibilité de créer une industrie nationale de l'acier. Les mines de charbon, — et elles sont nombreuses — et de fer — elles sont moins abondantes — furent vigoureusement exploitées. Le gouvernement de Tokio soutint cette campagne de production. Il dégrèva les entreprises métallurgiques et leur accorda des subventions. Jusqu'en 1920, ce fut une période de croissance et d'activité remarquable. Alors, le marasme mondial arrêta cette

(1) Au moment où paraît ce livre, il semble que nous touchons au terme d'une longue négociation entre les deux pays. Avant de quitter la France, le vicomte Ishii, ambassadeur du Japon à Paris depuis sept ans, a signé un protocole accordant aux Japonais en Indochine, aux Français au Japon les avantages de la nation la plus favorisée en ce qui concerne la navigation et les conditions d'établissement (30 août 1927). Le protocole prévoit qu'à très bref délai un traité de commerce sera conclu pour accorder aux produits japonais en Indochine un régime plus souple leur permettant, non pas de concurrencer ceux de la Métropole, mais de prendre la place qui leur revient équitablement.

prospérité japonaise, et ce fut la crise. En 1923, le tremblement de terre ajouta de nouvelles difficultés.

Cependant, les grosses firmes qui ont résisté à toutes les épreuves, se sont constituées en trust. Les cinq principales compagnies productrices du fer ont formé, en juin 1926, une association, et les industriels de l'acier doivent, à leur tour, se grouper en un puissant syndicat.

Pour s'alimenter en fer, les Japonais s'adressent à la Chine, à la Mandchourie ; pour la fonte, à l'Inde. Mais les producteurs hindous, très soutenus par leur gouvernement, peuvent tenir la dragée haute aux fondeurs japonais. Il est évident que, si ces derniers obtenaient des participations dans les sociétés qui possèdent des gisements de fer au Cambodge et au Tonkin, la position de l'industrie japonaise en serait améliorée. Or, des ententes sur ce terrain ne sont nullement impossibles. Quelques-unes sont même, actuellement, en train de se constituer.

Les missions japonaises qui sont venues en Indochine — pour rendre la politesse à la mission Merlin — comme celle du prince Yamagata, ont toutes exprimé le désir d'une coopération plus étendue que par le passé. Une Conférence des Mers du Sud, tenue en septembre 1926, à Tokio, a encore émis le vœu de voir les deux pays se rapprocher économiquement.

Constamment débarquent en France même des missions privées, des ingénieurs, des commerçants désireux de noter nos progrès, de voir le parti qu'ils peuvent tirer de nos produits, de

profiter de nos trouvailles dans tous les domaines.

En dehors de ce désir d'échanges plus intenses, il existe au Japon un courant de sympathie que nous aurions tort de négliger. On ne saurait oublier, dans l'historique des relations franco-japonnaises, l'œuvre des missionnaires qui revinrent vers 1868 pour s'y occuper, — en dehors de la prédication religieuse — des œuvres d'éducation de l'enfance et de la jeunesse. L'école *L'Etoile du Matin*, dirigée par les Marianites, a été le berceau intellectuel de nombreux Japonais de l'élite et elle a diffusé l'enseignement de notre langue. On doit aux missions étrangères la fondation des léproseries de Gotemba et de Kumamoto. Dans le Hokkaido, les religieux ont vulgarisé les procédés agricoles modernes et perfectionné les moyens d'élevage dans toute cette province. Signalons encore les établissements où la jeunesse aristocratique et la haute bourgeoisie féminine ont appris à connaître le français et la France. Il conviendrait de parler de tous les savants missionnaires qui ont, naguère, par leurs publications, et notamment par la revue *Les Mélanges*, travaillé à la compréhension mutuelle des élites.

Néanmoins, jamais on ne s'est tant intéressé que depuis la grande guerre à tout ce qui nous touche politiquement et intellectuellement. Notre doctrine libérale à l'égard des peuples de couleur, nos thèses à la Société des Nations, notre idéalisme démocratique nous ont conquis bien des partisans. Les éducateurs laïques ont cherché à montrer notre âme sous ses aspects les

plus modernes. Des institutions telles que l'Athénée français ont formé de nombreux disciples. Pendant un temps, parut, dans la capitale de l'Empire, une revue franco-japonaise, sous la direction de M. Albert Maybon, qui géra aussi une librairie française. N'oublions pas également les services rendus par les professeurs qui ont tenu et qui tiennent encore la chaire de français de l'Ecole des Langues étrangères à Tokio.

Enfin, le zèle déployé par notre ambassadeur, M. Paul Claudel, pendant son séjour là-bas, a porté ses fruits. Il a su parler à la jeunesse japonaise, éveiller ses curiosités à notre endroit, montrer que nous portons encore très haut le flambeau de la civilisation. Pour établir des contacts fréquents et fructueux, et pour permettre à l'Orient de mieux saisir les pensées de l'Occident, il a fondé, avec le concours de nos amis de Tokio, la Maison de France si précieuse pour la liaison intellectuelle de tous ceux qui recherchent des raisons de se cultiver et de se comprendre (1). Là, savants, littérateurs, phi-

(1) En réplique à la Maison de France de Tokio s'élèvera bientôt, dans la Cité Universitaire de Paris, la « Maison du Japon. » La pose de la première pierre a eu lieu le 12 octobre 1927, en présence de leurs Altesses impériales, le prince et la princesse Yi.

La maison, don de M. Satsuma, comprendra soixante chambres aménagées dans la plus saine tradition moderne. Si les coutumes pittoresques du Japon font défaut dans l'intérieur, on trouvera néanmoins un jardin japonais, importé tout entier de Tokio. La décoration de l'intérieur sera réalisée par l'artiste Foujita, qui peindra dans la salle de réunion une fresque de 11 mètres, montrant comment, à la fin du xvi^e siècle, les Européens s'en furent en amicale visite au Japon.

losophes, artistes ont toutes facilités pour se rencontrer et pour se documenter réciproquement. Il ne s'agit pas de viser à une domination spirituelle des uns ou des autres. La Maison de France est un laboratoire où tous les idéaux se confrontent, où chaque hôte doit s'efforcer de recueillir le miel que lui offre son voisin et d'accepter de lui d'autres suggestions originales. C'est une institution qui fait le plus grand honneur à ceux qui l'ont conçue (2). On y respire et la fleur de la civilisation japonaise et la quintessence de l'âme française. Est-il possible de trouver un mélange plus délicat?

(2) Depuis la fondation de la Maison de France à Tokio, on a créé à Kyoto un *Institut de France* qui a des buts analogues et qui se développe avec le même succès.

XIV

LE JAPON ET LA S. D. N.

Comment l'élite japonaise, si fortement éprise de nouveautés politiques et d'expériences hardies, ne se serait-elle pas intéressée à la S. D. N. ? Dès l'origine, l'institution de Genève a provoqué de l'enthousiasme chez certains, une simple curiosité chez d'autres, ou de l'hostilité dans les milieux ultra-nationalistes. Ces campagnes ont fini par attirer l'attention du grand public, plus lent à s'orienter vers les organismes internationaux. La S. D. N. a tout de suite été un sujet de discussions fort animées entre les théoriciens aux prises. Les hommes politiques ont été obligés de prendre rapidement parti, et ils se sont ralliés à la Ligue. Voilà un premier résultat.

Parmi les dirigeants de l'Empire, comme dans les cercles universitaires, au Parlement et dans la jeunesse, on n'a cessé de supputer les possibilités d'action et l'efficacité des services de la

S. D. N. Or, les amis de la Ligue ont déployé un si beau zèle que nous sommes, aujourd'hui, devant des résultats appréciables.

Créée le 23 avril 1920, l'*Association Japonaise pour la S. D. N.* comprend 5.362 membres, dont 698 membres spéciaux payant une cotisation de 12 yens par an, 57 membres à vie, qui paient une unique cotisation de 100 yens, 1.872 membres ordinaires qui paient une cotisation annuelle de 4 yens, 115 membres étrangers qui paient aussi 4 yens, et 2.620 membres amis qui paient une cotisation de 1 yen. Son secrétariat est installé dans Shiba Park, à Tokio, et son bureau d'Europe à Paris. Elle a constitué de fortes sections locales dans les douze grandes villes du Japon, et 26 sections estudiantines dans toutes les Universités, ainsi que dans plusieurs collèges du Japon. En outre, une section pour les étrangers habitant Tokio compte plus de 100 membres appartenant à quinze nationalités différentes, et une section pour les enfants s'occupe actuellement de l'échange de correspondances et de travaux manuels avec les enfants de l'étranger. Enfin, une section parlementaire groupe près de 400 membres appartenant aux deux Chambres. Elle utilise le Bureau du Comité national de Coopération intellectuelle, qui a été créé dans ses locaux l'année dernière.

Les diverses sections de cette Association se réunissent fréquemment, et le Comité directeur publie *La Revue Internationale* qui vulgarise les grandes questions à l'ordre du jour. Les meilleurs écrivains y collaborent, de même qu'à un

autre organe : *Le Monde et nous-mêmes*, qui a pour but de répandre dans la population les idées de paix et de morale internationales.

Un bureau d'information, organisé à Tokio, fournit à la presse toutes les informations utiles et de nombreux sujets d'articles sur les débats qui se déroulent à Genève.

Là ne se borne pas l'activité de l'*Association pour la S. D. N.* Elle s'exerce encore, grâce à des cours d'été, à des conférences, à des réunions d'études, à des réceptions de personnalités appelées à parler sur les problèmes internationaux. Elle pratique des émissions radiophoniques et, enfin, elle envoie à l'étranger de larges délégations aux assemblées des plus importantes associations pour la Société des Nations.

Au Ministère des Affaires étrangères, à Tokio, une section spéciale est chargée de suivre toutes les manifestations de la Ligue et de tenir le cabinet au courant des moindres événements qui peuvent s'y rattacher. Depuis un an, d'ailleurs, le gouvernement, conscient de l'influence que prend l'Association japonaise pour la S. D. N., et du mouvement d'idées qu'elle représente, lui accorde une subvention de 70.000 yens. Ces fonds ont été votés à l'unanimité par le Parlement. Tous les partis se sont unis en songeant à l'œuvre humanitaire que poursuit la S. D. N. Ils ont tenu à montrer au monde que, quand il s'agit de prouver son idéalisme, la nation japonaise n'est jamais en défaut.

Non seulement les députés de toutes les classes sociales masculines se sont ainsi associés

pour témoigner de leur bonne volonté à l'égard de la grande institution internationale, mais on doit encore noter que, depuis 1921, fonctionne une société féminine en faveur de la paix, présidée par Mme Hama Tsukamoto. Son but est parallèle à celui de l'*Association pour la S. D. N.* Etablir des liens de coopération avec les sociétés similaires de l'extérieur et travailler au développement des principes d'arbitrage international, tel est le rôle de la Société féminine japonaise pour la Paix.

M. Sugimura, directeur du bureau européen du Japon pour la S. D. N., a fait, à la fin de 1926, une tournée dans sa patrie pour y enquêter sur les progrès de la Ligue. Pendant un mois, il a été réellement le héros de toutes les réunions. Il a été obligé de prononcer trois ou quatre allocutions par jour. Partout, il a été assailli par les journalistes avides d'obtenir des interviews sur le fonctionnement de la S. D. N. A Osaka, à la suite d'une harangue du brillant conférencier sur la traite des femmes, un mouvement se produisit en faveur de la libération immédiate des filles publiques.

Dans la capitale, à Tokio, il prononça un discours qui fut partout reproduit et longuement commenté. Après avoir déclaré que la S. D. N. est un des chefs-d'œuvre de la civilisation internationale depuis l'origine de l'humanité, et en avoir examiné les aspects politiques, M. Sugimura expliqua les raisons de sa foi en l'avenir.

« Dans les questions sociales et humanitaires, dit-il, les délégués des différentes nations qui ont

des morales, des traditions et des mœurs les plus variées, et qui appartiennent aux différents continents, religions et races se concertent dans un dessein élevé d'humanité et de charité. Les aspects des sociétés qu'ils représentent varient à l'infini, mais ils ont le même idéal, car ils ont la même conscience, la conscience humaine.

« Mais la S. D. N. évolue. Elle commence de nouvelles activités que le Pacte n'a pas prévues. La protection de l'enfance et de la jeunesse d'une part, et la coopération intellectuelle de l'autre.

« La première signifie que la S. D. N. prépare avec raison des temps meilleurs. En effet, pour bâtir le grand temple de la Paix, une seule génération ne suffit pas. Il faut, de plus, bâtir solidement de bas en haut. La jeunesse est le dépôt sacré des richesses du passé et des espérances dans le futur. Pour moi, l'avenir de la S. D. N. est assuré, car elle pense à présent à la jeunesse.

« La coopération intellectuelle a un sens encore plus profond. La S. D. N. est, à vrai dire, un fruit de la civilisation occidentale. Après les innombrables souffrances causées par la guerre étrangère, la guerre civile, les troubles politiques et sociaux, l'idée démocratique s'est développée sur les ruines du passé avec ses fautes commises. Cette idée a fait son chemin à travers les frontières et a jeté la base de la S. D. N. La coopération intellectuelle cherche dans la profondeur de l'âme humaine des différentes nations la raison d'être spirituelle de la S. D. N., et par là même elle veut féconder la vraie compréhension

entre les nations, l'unique base spirituelle du progrès et de la paix du monde » (1).

Nous retrouvons la même confiance chez le professeur Inazo Nitobe, l'un des plus remarquables propagandistes de la S. D. N. dans la société japonaise. C'est pour que s'affirme au milieu des forces rivales des gouvernements, cette grande force intellectuelle et morale — soutenue par l'opinion éclairée des élites et capable d'éviter de terribles chocs aux générations de demain — que l'auteur du *Bushido* s'est voué à la défense de l'institution de Genève. De 1919 à la fin de 1926, M. Inazo Nitobe a fait partie du Secrétariat Général de la S. D. N. Il a été l'un des adjoints les plus précieux de Sir Eric Drummond. Son influence s'est exercée d'une façon discrète mais pénétrante dans les diverses manifestations de la vie internationale. M. Inazo Nitobe est un homme exempt de pédantisme et d'esprit infiniment libéral. Précédemment professeur de géographie coloniale à l'Université Impériale de Tokio, il ne s'est pas borné à approfondir sa spécialité. C'est un savant qui a jeté des regards pénétrants un peu dans tous les départements de la science humaine. Au début de sa carrière, il se rendit aux États-Unis comme professeur d'échange et, là,

(1) L'organisation internationale de coopération intellectuelle est représentée au Japon par une Commission nationale, déjà très active, qui comprend un président, un secrétaire, un trésorier, une Section de Rédaction de trois membres, un suppléant et cinq conseillers. Le Président est le docteur Saburo Yamada, de l'Académie impériale de Tokio. Ses principaux collaborateurs sont MM. Junzo Sato, Seiji Okuyama, Tsunejiro Mikoka, le docteur Torajiro Ikeda, etc.

il étudia le mécanisme économique, physique et social du peuple américain. Il estima qu'il fallait aboutir au désarmement moral des deux grandes nations que sépare le Pacifique. Dans ce sens, il écrivit de nombreux articles et, une fois rentré dans sa patrie, il donna de multiples conférences.

Il est assez piquant de constater que l'écrivain ayant le mieux dépeint les vertus guerrières, le sentiment de l'honneur militaire, l'âme héroïque du Japon, s'est ensuite dévoué à la diffusion des doctrines de la S. D. N. M. Inazo Nitobe a su concilier la morale du bushido, le culte passionné de certaines traditions, avec l'esprit et la morale internationale. C'est là un de ses grands mérites. En marge des séances de la S. D. N., il aimait discuter avec les représentants les plus illustres des lettres et des sciences de l'Occident, avec Henry Bergson, avec M. Einstein, avec Mme Curie, ou, encore, avec M. Gilbert Murray, dont l'érudition grecque et latine fait universellement autorité. Dans ces entretiens, M. Inazo Nitobe démontrait, par son propre exemple, que l'Empire du Soleil Levant possède des hommes d'une vaste culture.

Notons encore ce détail que le professeur japonais, très au courant de l'histoire de France et de nos institutions actuelles, a voué un culte touchant à Jeanne d'Arc. La glorieuse fille de Domrémy a, dans M. Inazo Nitobe, un panégyriste qui n'omet jamais de citer ses prouesses et de dissertar sur les merveilleux effets de sa foi patriotique chaque fois qu'une occasion se présente.

Le grand mérite de l'ex-secrétaire général adjoint de la S. D. N. est d'avoir donné une forte impulsion à la coopération intellectuelle et d'avoir aidé à ouvrir pour la Ligue un champ d'activité entièrement nouveau.

Les Japonais de marque, et même les modestes étudiants visitant l'Europe, venaient presque toujours à Genève voir M. Inazo Nitobe qui les initiait aux problèmes mondiaux et qui préconisait la collaboration patiente et généreuse de toutes les ressources de l'esprit humain. Aujourd'hui, le fonctionnaire international s'est effacé et M. Inazo Nitobe est revenu au Japon. Il est impossible, quand on parle de la S. D. N., de ne pas rendre hommage à cet ouvrier de la première heure qui reste, aux yeux de ses compatriotes, l'un des doctrinaires incontestés de la politique mondiale et auprès duquel ils trouvent toujours les conseils les plus éclairés (1).

La presse japonaise joue naturellement un rôle des plus importants pour la diffusion des idées d'arbitrage et pour la compréhension du mécanisme de la S. D. N. Interrogé à ce propos, le directeur de la plus grande agence de Tokio, la *Rengo Tsushinsha* a déclaré que, parmi les dépêches de l'étranger qui sont publiées par les journaux de la capitale et de la province, les plus appréciées se rapportent à la Chine. Vien-

(1) Dans la pléiade des Japonais qui ont aidé à populariser la S. D. N. dans leur pays, il serait ingrat d'oublier, entre autres, M. Adatci, qui a pris de si intéressantes initiatives à Genève. M. Adatci, après avoir occupé pendant plusieurs années le poste de Bruxelles, a été nommé, fin décembre 1927, ambassadeur à Paris.

ment ensuite les nouvelles d'Amérique et d'Angleterre. En troisième lieu, celles de la Société des Nations. Enfin celles de la France et du Continent européen. Les grands organes de Tokio et d'Osaka : le *Nichi-Nichi*, l'*Asahi*, le *Kokumin*, le *Hochi*, le *Niroku*, l'*Osaka Mainichi*, l'*Osaka Jiji Shimpo* et tant d'autres, impriment constamment des articles sur les délibérations de Genève. Quelques journaux s'imposent même le sacrifice, malgré le prix des communications télégraphiques, d'envoyer des correspondants en Suisse au moment des sessions les plus mouvementées.

Est-ce à dire que tous les commentaires sur la S. D. N. soient élogieux et que l'on ne lise dans la presse nipponne que des articles optimistes? On est, en général, flatté de ce fait que le Japon siégeant dans le Conseil, au même titre que la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie, est le seul membre permanent du Conseil qui ne soit ni puissance européenne, ni partie contractante des actes de Locarno. On estime que, dégagé des intérêts occidentaux — dans une certaine mesure — il peut être appelé, parfois, à devenir un arbitre écouté et plein de prestige. La plupart des publicistes japonais admettent encore les bienfaits de la Société des Nations dans les sphères sociale, intellectuelle, humanitaire, ainsi que la nécessité d'avoir une organisation internationale de paix et d'harmonie. Mais quant à la Société des Nations comme organisme politique du monde, le scepticisme se mêle aux critiques. D'aucuns discutent de l'utilité pour le

Japon de continuer à siéger au sein du Conseil lorsque les Etats européens seront réconciliés et unis. Ils doutent, en effet, que les Etats européens regardent le Japon de bonne grâce lorsqu'ils se seront accordés. Ils se demandent quel accueil sera alors réservé au Japon, sinon celui que la politesse commande ! A leur avis, plus la Société des Nations apaise les convoitises malsaines des nations, c'est-à-dire plus la Société des Nations atteint les buts qu'elle se propose, moins la collaboration du Japon devient indispensable.

Le scepticisme de bon nombre de Japonais, quant au désarmement des autres puissances, s'appuie sur trois facteurs principaux qui créent dans l'opinion publique un courant d'idées défavorables à la S. D. N. :

L'établissement de la base navale à Singapour, la situation encore très troublée des nations européennes, l'expérience de l'*Exclusion Bill* de 1924, qui a laissé tant d'amertume dans les cœurs et qui prouve combien les Etats-Unis sont encore éloignés de l'idée d'égalité raciale.

Il faut ajouter à cela les théories concernant le Paneuropa, la formation d'Etats-Unis d'Europe opposés au mouvement asiatique, les manifestations du panaméricanisme qui inclinent beaucoup de Japonais à se demander si ces tendances au régionalisme de la S. D. N., n'amèneront pas les peuples, avec des groupement plus considérables que naguère, à une politique d'équilibre semblable à celle d'avant-guerre. Dans ce cas, disent-ils, les nations d'Asie au-

raient à se liguer entre elles. Et cette conception favorise les plans du nationalisme asiatique tel qu'il s'est exprimé à la Conférence de Nagasaki.

Les adversaires de la Ligue se servent de ces arguments pour insister sur la différence d'atmosphère entre Tokio et Genève et pour déclarer que certaines plantes ne peuvent être acclimatées sous le ciel d'Extrême-Orient. Les plus hostiles s'ingénient à faire croire que la S. D. N. est dressée contre le sentiment national, que c'est un organe étranger pour faire pression sur les « directives » d'un pays, et que, enfin, du point de vue japonais, elle est une institution superflue sinon dangereuse, entraînant pour la nation une perte appréciable d'argent et d'efforts pour encourager dans le monde une illusion trompeuse qui n'est pas conforme à leur conception.

Cette opinion est d'autant plus pernicieuse en temps de crise économique que la surpopulation, le manque de débouchés, l'insuffisance des ressources naturelles, rendent la vie au Japon très difficile. Partout l'on assiste à des scènes pitoyables de misère et de lutte pour la vie. Il est donc compréhensible qu'une partie des Japonais soient portés à considérer comme un luxe, quelque utile et noble qu'elle soit, la Société des Nations avec son siège en Europe, dirigée par des hommes politiques européens pour s'occuper des affaires se rapportant surtout aux intérêts de l'Europe.

Ainsi que me l'expliquait l'un des plus tenaces défenseurs de la S. D. N., l'un des jeunes diplomates du Japon, M. Furukaki, il est très diffi-

cile de soulever l'enthousiasme de la foule en lui désignant des buts extrêmement lointains.

— Sans doute, me confiait-il, le Japon a tiré de la Société des Nations des avantages incontestables, mais il n'est pas moins vrai que la S. D. N. n'a pas eu l'occasion de s'occuper des affaires politiques intéressant directement le Japon. En d'autres termes, le Japon n'a jamais été le « client » de la S. D. N., alors qu'aux yeux des Japonais il y aurait eu bien des problèmes à résoudre pour eux. Les problèmes internationaux qui intéressent jusqu'ici particulièrement le Japon, sont les problèmes se rapportant aux relations entre le Japon et la Chine, entre le Japon et la Russie, entre le Japon et l'Amérique. Or, aucun de ces problèmes n'étant traité par la S. D. N., cette dernière est regardée en Asie, par les Japonais surtout, comme une institution pacifiste et idéaliste. Les professeurs de droit, les universitaires épris de pacifisme, voient dans cette institution la réalisation de leur cher rêve, mais politiquement, devant la réalité des circonstances actuelles de la politique internationale, ils éprouvent une sorte de déception ! »

Par conséquent, il importe de continuer avec autant de zèle que de persévérance à dissiper les préjugés qui existent de part et d'autre pour que les desseins de la S. D. N. soient pleinement compris et pour que la coopération entre l'Orient et l'Occident porte ses fruits.

La position de la France est très nette. C'est la puissance qui a le plus sincèrement combattu l'idée de la supériorité des races et qui s'est tou-

jours mise à la tête des mouvements d'émancipation. Ce n'est pas elle qui manquera jamais de libéralisme envers les peuples jaunes. Que les autres nations soient, autant qu'elle, prêtes à l'harmonie internationale !

Je voudrais, en terminant, reprendre le discours de M. Sugimura et en donner la péroraison, car il est la conclusion même de cet exposé sur la collaboration de l'Empire du Soleil Levant à l'œuvre commune.

« Il y a trois quarts de siècle, a dit le distingué représentant du Japon à la S. D. N., que l'escadre américaine visita pour la première fois l'île du Japon. Un jour, dans mon enfance, un vieux pêcheur m'a raconté son impression de ce grand événement. Un matin, il s'était levé, comme d'habitude, de très bonne heure, et était allé au bord de la mer pour préparer son petit canot de pêche. Mais quelle stupéfaction pour lui de voir flotter sur l'eau un monstre colossal ! Au premier abord, il le prit pour un flot volcanique sorti de la mer. Jamais il n'aurait pu penser que c'était un navire, car, depuis deux siècles et demi, le Gouvernement avait interdit de construire des gros bateaux capables de naviguer sur l'océan. Il avait peur de l'invasion étrangère et fermait complètement le pays.

« Depuis cette époque, des navires de guerre de plusieurs puissances européennes ont rendu visite au Japon. Leur visite a souvent été accompagnée de coups de canon, ce qui n'était pas une manière très pacifique de nous faire apprécier les bienfaits de la civilisation occidentale.

Alors, les étrangers constituaient un vrai danger pour nous. Nous les appelions « barbares ! » « Notre première tâche était naturellement de défendre notre sol. Pour cela nous avons acheté des fusils et des canons, car nous n'avions, à ce moment-là, que l'arc et le sabre. Ces armes primitives ne valaient rien contre les armes à feu. Notre deuxième tâche fut d'apprendre la science occidentale qui avait inventé ces armes formidables. Notre troisième tâche fut de comprendre la civilisation européenne qui avait créé cette science mystérieuse.

« Et, en faisant tous ces efforts, notre compréhension s'est transformée peu à peu en respect profond vis-à-vis des nations occidentales. Successivement la morale, la philosophie, la littérature, l'art, le droit et même la religion, ces splendides expressions de la haute civilisation occidentale, se sont reflétées sur le miroir nippon et ont suscité dans l'âme japonaise un véritable sentiment de respect et d'admiration envers les nations civilisées d'Europe et d'Amérique.

« Nous avons constaté la grandeur de la civilisation européenne, qui résulte de quelque chose de plus qu'une force armée. Son honneur, sa dignité et sa lumière viennent de la profondeur de l'esprit, cultivé avec soin à travers de longs siècles. Et si, aujourd'hui, nous voulons vivre et travailler en paix avec les nobles nations de l'Occident, c'est uniquement parce que nous comprenons et respectons leur civilisation. Et notre compréhension n'est pas superficielle. Elle embrasse tous les efforts séculaires des peuples

occidentaux qui ont élevé plus que jamais le niveau de la civilisation mondiale et qui ont couronné magnifiquement le progrès de l'humanité.

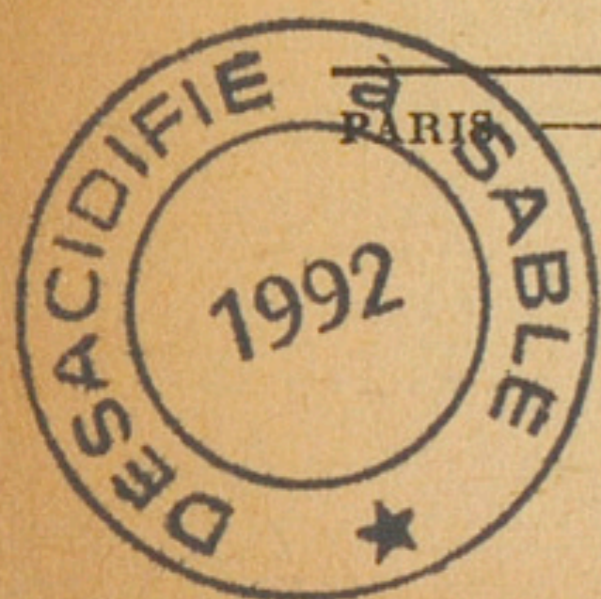
« A côté de la haute civilisation de l'Europe et de l'Amérique, celles des peuples dans les autres continents brillent bien faiblement comme les étoiles près de la grande lune. Ces étoiles sont quelquefois plus grandes que la lune, mais elles sont tellement éloignées qu'il faut beaucoup de générations, soit dans le passé, soit dans l'avenir, pour apprécier leur véritable éclat. Je ne peux décrire ici tous les aspects de ces vieilles civilisations de l'Inde ou de la Chine, qui se sont développées pendant quarante siècles sur le sol vénérable de l'Asie. Elles ne sont pas aussi stériles que l'on s'imagine parfois... C'est seulement de la pénétration de tous les idéaux, de leur force commune, de la considération que les peuples se doivent entre eux, que naîtra une société meilleure et que nous retirerons tous les bienfaits d'une entente entre l'Orient et l'Occident ».

Voilà, résumée par l'un de ses meilleurs fils, quelle a été l'évolution morale du Japon depuis trois quarts de siècle, et voilà où tendent, pour demain, les pensées de cette grande nation.

FIN

TABLE DES MATIERES

« Toute la Terre », avant-propos de Maurice Dekobra	3
Lettre-Préface de M. Paul Claudel.....	11
I. Le nouveau règne et l'idée impériale	13
II. Le Parlementarisme et l'évolution des Partis	28
III. Les mouvements sociaux.....	43
IV. Où en sont les Japonaises.....	68
V. Le modernisme intellectuel, religieux et sportif	88
VI. Cataclysmes et reconstruction.....	106
VII. Emigration et colonisation.....	125
VIII. Le premier congrès panasiatique ...	142
IX. Devant le chaos chinois	158
X. Entre Tokio et Moscou	172
XI. Les rapports avec la Grande-Bretagne. La politique navale et aérienne...	186
XII. Les relations avec les Etats-Unis	203
XIII. Le rôle de la France et de l'Indochine dans le Pacifique	219
XIV. Le Japon et la S. D. N.....	239



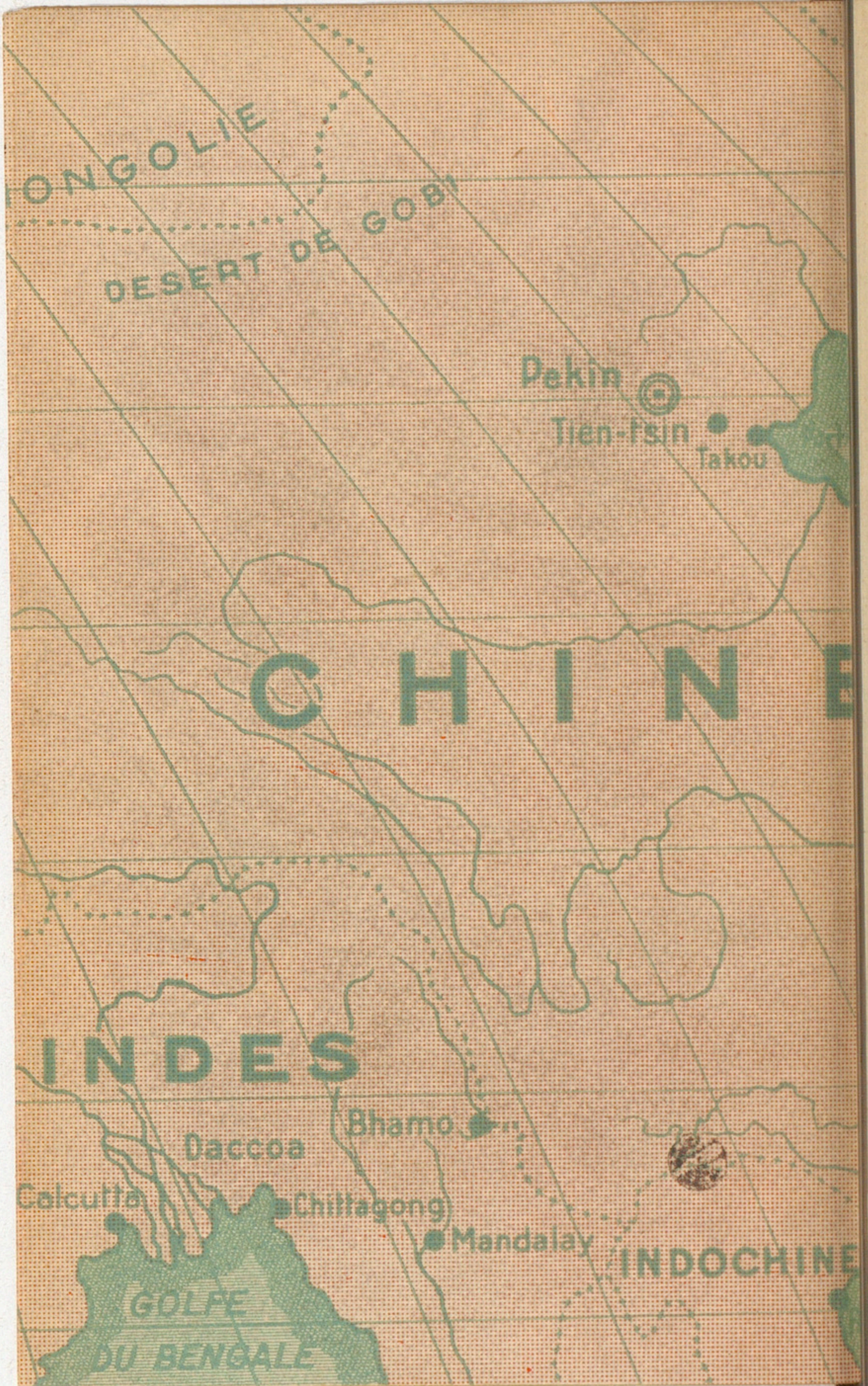
5
11
13

28
43
68

88
106
125
142
158
172

186
203

219
239



MONGOLIE

DESERT DE GOBI

Pekin

Tien-tsin

Takou

CHINE

INDES

INDOCHINE

Calcutta

Dacca

Bhamo

Chittagong

Mandalay

GOLFE

DU BENGALE